Daniel YAGNYE TOM

L'UPC FACE AU MARASME CAMEROUNAIS

L'esprit d'Avril
à la rescousse !

L'Harmattan

L'UPC FACE AU MARASME CAMEROUNAIS
'L'esprit d'Avril' à la rescousse !

En couverture 1 (de haut en bas) :

Quelques-uns des dirigeants historiques de *l'Union des Populations du Cameroun (UPC*

- **Ruben Um NYOBE**
- **Félix-Roland MOUMIE**
- **Abel KINGUE**
- **Ernest OUANDIE**
- **Michel NDOH**

Le crabe est l'emblème du *Kamerun* et de *l'UPC*

Daniel YAGNYE TOM

L' U P C
FACE AU MARASME CAMEROUNAIS

L'esprit d'Avril à la rescousse !

L'HARMATTAN
5-7 rue de l'Ecole-Polytechnique
F - 75 005 - Paris

L'AUTEUR

Daniel Yagnye Tom (Dipoko Maxime dit '*Dimax*'), 49 ans, est médecin neurologue. Militant de l'Union des Populations du Cameroun (UPC) depuis 1977. Délégué aux IIIème et IVème Congrès de ce parti, il en a été le Représentant Spécial dans les pays d'Europe de l'Est entre 1982 et 1986. En 1984, il est élu Membre titulaire du Comité Central de l'UPC. En 1986, il devient Représentant de l'UPC en Afrique Australe. En 1991, au Congrès de Bafoussam, il est élu au Bureau Politique, au sein duquel il sera reconduit en 1995. Il est Représentant Spécial de l'UPC en Afrique Centrale et Australe. Il a été élu Secrétaire Général-Adjoint de l'UPC lors du Congrès de Douala tenu en août 2004.

Il réside actuellement à Luanda (Angola).

Tous droits de traduction réservés à l'auteur

Copyright L'HARMATTAN, 2004
ISBN : 2-7475-7203-X
EAN:9782747572-033

à

Madame TOM Claire née Ngo KISSAGA
Monsieur TOM LONDOL NDOH Paul
Maria Antonia YAGNYE,
Nugweha Claire YAGNYE,
Daniria Bodol YAGNYE,
Antoniela Massé YAGNYE
Londol Tom Paul,
Michel Ndoh,
Michel Makanda,
Kissaga Kissaga

à

TINA Kissaga
et tous les combattants morts dans les maquis

Remerciements

au *camarade Essomba André 'Tsala Pius'*

à *Lev Ivanovitch Kim* et *Sofia Robertovna Kim*

PREFACE

par Jean-Michel MABEKO-TALI [1]

Je suis d'une génération de luttes militantes juvéniles - celles des années 1970, au Congo - nourries à la nostalgie de la geste guerrière et du message à la Tricontinentale d'Ernesto Che Guevara. Une génération qui déclamait comme un chant de combat *'Le Bûcheron'*, de Franklin Boukaka, dévorait Fanon, et sortait de ces lectures plus rebelle que jamais. À défaut d'avoir connu ou côtoyé un seul de ces héros qu'égrainait dans sa chanson le troubadour congolais – tels Patrice Lumumba, Um Nyobè, Félix Moumié, Che Guevara, Camilo Torres, Hoji Ya Henda, etc. -, ils étaient si présents dans notre univers politique, si psychologiquement actifs dans notre vécu militant 'soixante-dizard', dans notre rapport au monde extérieur, nous étions si imprégnés de leurs faits et martyres, qu'ils ont façonné, à certains degrés, notre vision du monde, en un mot : notre formation idéologique. Ce monde ne se limitait plus à notre village, et à notre vie brazzavilloise. Nous nous sentions Congolais autant que Boliviens, Cubains autant que Vietnamiens, Cambodgiens autant qu'Angolais... Il était fabuleux de voyager à travers les misères du monde, rien qu'avec la pensée, sans avoir besoin de quitter notre petit coin congolais.

Dans cette identification idéologique, il y avait cependant comme un vide : *Le Cameroun*. Je veux dire l'*UPC*... Pourtant, *'Le Bûcheron'* citait bien Félix Moumié dans ce martyrologue tiers-mondiste. Pourquoi le Cameroun - je veux dire l'UPC - semblait-il absent de nos manifestations de solidarité ? Pourquoi le nom *Union des Populations du Cameroun* était-il, dans ces années 1970, absent de nos listes de solidarité ?

---

[1] Historien politiste et universitaire congolais.

Pourtant Brazzaville grouillait de révolutionnaires venus d'un peu partout, résidents ou de passage: Angolais, Bissau-Guinéens,Tchadiens du *FROLINAT*, y compris nos frères Noirs des Etats-Unis d'Amérique, notamment du Mouvement des *Panthères Noires*, et des Caraïbes, en l'occurrence Haïtiens. Et nous recevions des fugitifs de l'autre rive du fleuve Congo, bien sûr : anciens lumumbistes, restes du maquis muléliste, mais aussi des étudiants fuyant la dictature mobutiste, surtout après les révoltes successives étudiantes, dès la fin des années 1960 - en particulier après celle dite de « la Colline Inspirée » (Université Lovanium), dont certains protagonistes bénéficièrent de l'aide des organisations juvéniles congolaises pour continuer leur route d'exil ailleurs, voire leurs études.

Pourquoi cette apparente absence de l'UPC dans cette effervescence des années 1970, à Brazza ? Alors que, quelques années auparavant, sous le régime du *Mouvement National de la Révolution (*MNR), ce parti en exil y avait presque pignon sur rue ou tout au moins ses principaux dirigeants étaient si impliqués dans le processus politique congolais issu de la révolte populaire de 1963, qu'ils avaient des entrées partout, sous le régime Massamba-Débat. Certes nos aînés de l'ancienne JMNR , Jeunesse du MNR, le savaient, qui avaient côtoyé et travaillé avec des anciens dirigeants et militants upécistes à Brazzaville, dans ces années 60, notamment dans l'encadrement politico-militaire des milices révolutionnaires congolaises; mais notre génération arrivait à un moment plus complexe et difficile des rapports entre ces exilés et la classe politique congolaise. Car, subitement, l'UPC se fit discrète, presque clandestine, dans ce Congo qui ouvrait pourtant des portes, même discrètes, à des intellectuels opposés par exemple au régime 'ami' de Ahmed Sekou Touré, et à celui, voisin, de Ngarta Tombalbaye, etc. Le Congo, un pays qui venait de se proclamer 'République Populaire' avec, à quelques exceptions près, l'essentiel des mêmes hauts dirigeants de la JMNR et du MNR, encore récemment alliés du parti de Um Nyobè... Que s'était-il passé ?

Aujourd'hui, historien de profession, je dispose d'éléments de réponse substantiels, qu'il n'intéresse pas de débattre ici, dans le cadre d'une simple préface – par nature un

espace autorisé avec limites. Par des sources congolaises, angolaises, cubaines, camerounaises, je crois savoir ce qui s'est passé. Mais, bien entendu, je ne le sais que *de l'extérieur*. Le Dr Daniel Yagnye y apporte des éléments de réponse, un témoignage *de l'intérieur*. Il pose des questions auxquelles il n'apporte pas toujours de réponse certes, mais à dessein, et on le comprend. Car il ne s'agit pas de refaire l'historique de la trajectoire politique de l'UPC - des historiens professionnels s'y sont adonnés, avec des fortunes variables, et des écrits et analyses honnêtes existent aujourd'hui sur cette longue et dramatique histoire, dont l'ouvrage notable du professeur Joseph Richard. L'UPC, ce parti si chargé d'Histoire, non uniquement camerounaise comme on pourra le juger, avec dans le passé, certainement l'une des plus brillantes pléiades d'intellectuels (dans le sens où l'entendaient Sartre et Raymond Aaron) dont pouvait rêver un parti politique africain dans ces années 1950 et 1960. Ce que l'auteur de ce livre vise, c'est essentiellement à réfléchir sur le sort actuel de son parti, les défis majeurs auxquels il fait face, dans un Cameroun qui étonne par les contrastes des dynamiques qui y ont cours, entre d'une part une société effervescente de talents de tous ordres, et, d'autre part, un régime qui semble avoir arrêté les aiguilles de l'horloge de son temps politique... Un régime qui ne semble même pas tenir compte du temps politique...

Personnellement (et je pourrais, sans me tromper, dire de même de l'écrasante majorité de mes compagnons du mouvement estudiantin des années 1970), le nom de l'UPC, et son lien avec le Moumié de la chanson de Franklin Boukaka se firent bien tard dans ma tête et de façon brutale, à l'occasion de deux événements marquants à l'époque.

D'abord, il y eut le procès d'Ernest Ouandié, en 1971, au Cameroun voisin. La Presse internationale nous le fit découvrir à travers une image, une seule, mais suffisante pour me lier à l'homme et à son combat: un géant au crâne rasé, rustiquement vêtu, les mains menottées, encadré par des gendarmes, marchant vers son destin, le visage serein, presque souriant... Ernest Ouandié. Je n'ai jamais oublié ce visage serein, presque souriant... On pouvait donc affronter la mort avec sérénité...

Car il savait qu'il allait mourir. Il ne connaissait que trop bien le système qu'il avait tant combattu, qui avait pour principe de ne jamais faire de quartier...

Il paraîtrait que l'homme qui eut à charge de fusiller Che Guevara, après sa capture en Bolivie, en 1967 (et qui vit aujourd'hui sous haute sécurité, aux Etats-Unis, chez les commanditaires de cet assassinat), vit hanté par le regard plein de défi du Che, et sa voix lui intimant de tirer... Bien sûr, on a du mal à imaginer Ahidjo faisant, de son vivant, des cauchemars sur la mort de Um Nyobè, Moumié, Ouandié... Biya a fait le geste de déclarer les deux premiers 'héros nationaux'. Mobutu avait joué la même comédie en déclarant 'héros national' Patrice Lumumba, l'homme qu'il avait trahi puis aidé à assassiner... On peut certes rire d'un tel cynisme, à défaut d'en éprouver une grande et légitime colère. Je crois qu'il faut prendre le parti de se dire qu'au fond ces illustres disparus trouvent, par cette voie également, une manière de se venger de leurs assassins... Même si 'l'attribution' cynique du statut de 'héros' répond à une manœuvre politicienne (couper l'herbe sous les pieds de l'UPC, et se créer des UPC-alibis, avec lesquelles on va détourner le capital symbolique de ces grandes figures de la lutte pour l'indépendance du Cameroun et de l'Afrique), il reste que l'acte en soi pourrait s'avérer une boîte à Pandore : une fois l'étiquette attribuée, il va bien falloir un jour devant le peuple camerounais justifier l'assassinat de ces patriotes... Souvenez-vous d'un Mobutu cherchant ses mots, embarrassé par la question d'un journaliste sur la mort de Patrice Lumumba (et dieu sait si feu le 'Grand Léopard du Zaïre' avait du bagout sur d'autres sujets !), le regard fuyant, sous l'œil de la caméra d'un organe de presse belge [2], pour justifier, pourquoi il avait trahi l'homme qui l'avait pourtant fait du jour au lendemain Colonel et Chef des Armées...

Et puis il y eut l'affaire *Woungly-Massaga*, subitement jeté à la vindicte de l'opinion congolaise par le régime du Commandant Marien Ngouabi, suite à la parution de son livre et

---

[2] Voir le documentaire *Mobutu Roi du Zaïre*, du belge Thierry Michel.

la critique acerbe du régime du PCT [3]. Comme tous ceux de ma condition sociale, je n'aurais pas eu les moyens d'acquérir l'ouvrage, même s'il avait été vendu à Brazzaville. Mais, bien entendu, il circula très vite sous le manteau, et je pus le lire, un peu plus tard, chez des amis. Qui était cet auteur, subitement entré dans nos oreilles et nos pensées, alors que l'écrasante majorité de ceux qui, comme mes condisciples et moi, rêvaient de Révolution au Congo en ces années 1970, ne le connaissaient nullement ?

Marien Ngouabi, très monté contre l'écrit du camerounais Woungly-Massaga jugé 'subversif' voire 'diffamatoire à l'égard du Congo', obtint un résultat inverse dans nos têtes : il réveilla notre curiosité, et rendit sympathique un personnage que je n'avais jamais rencontré, et dont je n'avais jamais entendu parler auparavant - et que je n'apercevrai que plus tard, rapidement, les premiers jours de son arrivée en Angola, dans la résidence d'un ambassadeur ami. Il y avait comme un jeu d'équilibrisme psychologique, un système de vases communiquants, dans notre opposition juvénile : lorsque le pouvoir était fâché contre quelque chose ou quelqu'un, ce quelque chose ou ce quelqu'un nous était automatiquement sympathique, à l'aune de l'ire officielle. L'appellation *Union des Populations du Cameroun* (re)fit surface dans les conversations des milieux militants estudiantins. Mieux encore, dans cette vague de complications relationnelles, lorsqu'un lycéen camerounais, dont je ne me rappelle que le prénom Achille - sous lequel il était connu en milieu activiste de l'UGEEC (Union Générale des Élèves et Étudiants Congolais) dissoute en 1974 par Marien Ngouabi -, accusé de 'subversion', dut quitter le Congo comme *persona non grata*, ma curiosité s'aiguisa : j'étais élève moi-même, et tout collégien ou lycéen mis à mal par le gouvernement gagnait automatiquement notre solidarité, et sa nationalité nous importait peu. On me dira plus tard qu'il était *upéciste*... Je découvris que des gens côtoyés, voire rencontrés à diverses occasions, étaient en fait des exilés camerounais...des upécistes. L'UPC réveilla notre curiosité

[3] Woungly-Massaga: *La Révolution au Congo*. François Maspéro, Paris 1972.

militante, nous de la plus jeune génération, collégiens, lycéens, étudiants. Nous qui ignorions tout des origines de l'animosité manifeste du régime du président Marien Ngouabi envers l'UPC, ou tout au moins envers certains de ses dirigeants de l'époque. Et nous pûmes finalement faire le lien entre ce parti, et certain nom célébré par Franklin Boukaka dans '*Le Bûcheron*' : Félix Moumié...

Voilà donc comment l'Union des Populations du Cameroun est entrée dans mon univers militant juvénile de ces années troubles au Congo - années faites de grèves estudiantines quasi endémiques, de manifestations de solidarité 'avec tous les peuples en lutte', de défi permanent et systémique au régime établi [4]...

L'UPC et les noms tintants de ses intellectuels et dirigeants de l'époque font donc partie de notre apprentissage juvénile sur la grandeur des hommes, leur engagement dans un combat où l'on comptait souvent plus de défaites que de victoires. Mais il suffisait d'une seule victoire, oui une seule, dans ce 'Tiers Monde' aux luttes motivantes, et notre conviction était renouvelée et renforcée : les autres causes ne pouvaient perdre, car elles étaient 'justes'... On pouvait avoir assassiné Guevara, empoisonné Moumié, fusillé Ouandié, cela ne rendait que plus solide notre conviction que le combat en valait la peine... Le temps et l'expérience ont certes changé certains de nos jugements, mûri, modéré et rendu plus réalistes nos analyses, et tant mieux : une lutte ne se gagne pas par des slogans, mais à travers l'évaluation concrète et claire du champ d'action, et l'adaptation aux conditions du moment.

Fin de chapitre, donc ? Non bien sûr ! L'admettre serait estimer que les Camerounais sont voués à rester sous un même système de gouvernement qui, depuis Ahmadou Ahidjo, n'a pas fondamentalement changé.

---

[4] Cf. Mabeko-Tali, Jean-Michel : *Le Barbare et le Citoyen – Transitions démocratique, identités nationales, gestion des équilibres : cas congolais et angolais*. L'Harmattan, Paris 2004 (sous presse).

Ainsi, j'ai longtemps côtoyé l'UPC à Brazzaville sans vraiment la connaître. Il a fallu le procès de Ouandié, l'affaire du livre de Woungly-Massaga, pour que le collégien que j'étais, prenne subitement conscience d'une autre facette de l'histoire de l'Afrique – une facette non dite, non écrite, ignorée des manuels d'Histoire africaine mis à la disposition de tous les collégiens et lycéens des anciennes colonies françaises d'Afrique, par l'IPAM (Institut Pédagogique Africain et Malgache).

Près de quinze ans plus tard, résidant et enseignant en Angola, je faisais la connaissance du Dr Daniel Yagnye, auquel me lient depuis lors une amitié et une grande communion d'idées sur l'Afrique. Lui et moi avions l'avantage de venir de deux pays frontaliers de l'Afrique Centrale, et donc avec des repères géopolitiques et culturels proches, voire souvent identiques. Nous avions aussi l'avantage de vivre douloureusement le drame de la guerre en Angola, sous ses diverses facettes: guerre civile, guerre de résistance contre les ingérences militaires directes sud-africaines. L'Angola aura été en cela une école irremplaçable, un laboratoire à ciel ouvert, où l'on pouvait observer, analyser, comptabiliser les divers problèmes auxquels les pays africains sont confrontés depuis leur indépendance: les mêmes difficultés, multipliées ici par une guerre autant fratricide que de résistance à la stratégie de guerre totale en Afrique australe, mise en marche dans les années 1980 par le régime raciste de Pretoria avec Pieter Botha. Les mêmes errements et déboires dans la gouvernance... Mais aussi, un courage sans faille dans la défense de l'indépendance et de la dignité nationales, face aux invasions étrangères, une grande solidarité avec les peuples voisins de Namibie occupée et d'Afrique du Sud sous régime d'apartheid.

L'exil politique dans un pays plongé dans de tels drames et de telles complexités, est une dure épreuve. Certes, l'UPC avait ici l'avantage d'un renvoi d'ascenseur de la part des gouvernants angolais, elle qui leur apporta sa modeste contribution à une époque faite d'incertitudes tant pour les nationalistes angolais que pour elle-même - comme le rappelle

l'auteur de ce livre. Mais l'Angola étant désormais un État indépendant et les vieux alliés de l'UPC étant au pouvoir, le parti de Félix Moumié - de son vivant ami de grandes figures du nationalisme angolais - ne courait-il pas les mêmes dangers que dans ses autres expériences d'exil, notamment au Congo-Brazza de la Révolution de 1963 ? Question de premier ordre car plus d'un mouvement de libération anticolonial ou anti-néocolonial aura été victime d'un 'changement de cap' dans la solidarité. Les dirigeants du Front Polisario par exemple, pourraient en témoigner : n'ont-ils pas vu plus d'un pays ayant reconnu la RASD faire marche arrière des années après, même sans déclaration officielle, rendu 'à la raison d'État' ... ou poussé par une stratégie personnelle de son ou ses dirigeants[5].

On comprend dès lors la délicatesse de la situation engendrée par l'acte de Woungly-Massaga ralliant le régime de Paul Biya. Cette défection de l'ex-Secrétaire Général de l'UPC a ébranlé la position essentielle de ce parti en Angola - carrefour de l'Afrique centrale et australe, tant politiquement que géographiquement. Je peux témoigner ici, personnellement, des batailles épuisantes menées auprès des alliés angolais par le Dr Daniel Yagnye pour éponger la lourde ardoise politique laissée par le transfuge Woungly-Massaga. Car à la suite de ce ralliement, les portes se refermèrent, des amis se firent prier pour une simple entrevue, d'autres plus souples écoutèrent, mais d'une oreille distraite, les explications du nouveau Représentant de l'UPC, avant de lâcher un certain nombre de griefs accumulés depuis longtemps à l'égard de l'ancien haut dirigeant upéciste...

Un long travail de reconquête de cet espace d'exil donc, qui finit par porter ses fruits lorsque, pour la première fois de leur pourtant longue relation historique et après plus de dix ans de présence officielle en Angola, l'UPC fut invitée à prendre la parole devant un Congrès du MPLA, avec des centaines de délégués venus de tous les continents. C'était en décembre

---

[5] Voir Mabeko-Tali, J.-M.: "Quelques dessous diplomatiques de l'intervention angolaise dans le conflit du 5 juin 1997, au Congo", in *Rupture*, n° 2, Paris, Khartala, 2000, pp. 153-165.

1998. Subitement, l'Angolais commun découvrait, par les médias interposés, sous les traits du Dr Daniel Yagnye, renommé médecin neurologue à Luanda, l'existence de l'Union des Populations du Cameroun, dont la présence s'était maintenue jusque-là discrète, et son rôle de compagnon de lutte dans la lutte de libération anticoloniale en Angola au début des années 1960. La publication, cette même année 1998, d'un volumineux livre de documents-mémoires de Lucio Lara [6], l'une des figures emblématiques du nationalisme angolais,ami de Roland-Félix Moumié, va donner plus de substance à cette longue route commune, à travers divers documents et références à l'UPC, photos-souvenirs avec d'anciens activistes de ce parti à Accra ou à Conakry, etc.. Après les terribles moments consécutifs à la défection de son ex Secrétaire Général, l'UPC pouvait reprendre du souffle pour relancer ses activités en Afrique australe et centrale. Elle le doit - il faut le souligner sans ambages - à la ténacité du Dr Daniel Yagnye, plus qu'à une question de 'sympathie' de la part des dirigeants angolais.

Mais ici, on doit se poser une autre question: *qu'est-ce qui n'a pas fonctionné ?* Pourquoi l'un des plus vieux partis politiques africains, né au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et pionnier de la lutte pour l'indépendance du Cameroun et de l'Afrique, a-t-il échoué là où d'autres, pourtant très mal partis, avec une élite intellectuelle de moindre enracinement dans le pays profond, voire de moindre envergure théorique, ont réussi leur lutte pour l'indépendance? Même s'il n'épuise pas la question, l'auteur a raison de poser les bases conjoncturelles de l'époque comme point de départ : on ne comprendrait pas le tournant soudain violent pris par l'histoire politique du Cameroun de l'après-Guerre, lorsque naît officiellement l'UPC – le 10 avril 1948 -, on ne comprendrait pas non plus la diabolisation puis la persécution de ce parti par l'administration coloniale française, si l'on ne met pas dans la balance la guerre d'Indochine - la retentissante défaite des

---

[6] Cf. Lara Lucio & Lara Ruth : *Um amplo Movimento - Itinerário do MPLA através de documentos e anotações - Volume I.* Luanda, 1997, 552 p.

armées françaises à Dien Bien Phu en 1954 -, et surtout la victoire algérienne après une guerre coloniale sans merci (1954-1962). Mais également les défis lancés au Général De Gaulle par Ahmed Sekou Touré, en Guinée, en 1958. Pourquoi diaboliser un mouvement dont la philosophie de départ n'était même pas basée sur la violence ou la lutte armée comme moyen d'obtenir l'indépendance ? L'indépendance *réelle* - et non pas néocoloniale comme sous-entendue par Paris - selon Um Nyobè et ses compagnons ne pouvait qu'en faire des cibles à abattre. Et c'est cet héritage inaliénable qui fait de ce parti un corps à part dans l'univers politique camerounais.

L'UPC n'a en fait pas uniquement été victime des déboires d'une France acculée à céder du terrain partout, et qui n'entendait pas laisser aux mains de supposés 'communistes' cette réserve de matières premières qu'était le Cameroun; elle aura surtout, au bout du compte, pâti de la terrible hécatombe qui décima son leadership, dès les premières heures : *Um Nyobè*, cette 'araignée' de l'ombre, trahi et tué en septembre 1958 dans un maquis ne figurant nullement dans sa stratégie de lutte initiale ; *Roland-Félix Moumié*, cet intellectuel et praticien du panafricanisme militant, mortellement empoisonné à Genève en 1960 ; *Ossendé Afana*, prolifique penseur, en pleine éclosion de sa réflexion sur le Cameroun et l'Afrique, trahi lui aussi et tué en 1968, dès son entrée au maquis à partir du Congo ; *Ernest Ouandié* acculé, isolé dans ce qui restait du maquis upéciste, sans moyens d'une 'guerre prolongée' ni même d'une simple résistance, trahi également, sera exécuté publiquement en 1971, après s'être rendu au régime Ahidjo et au terme d'un simulacre de procès.

Les dirigeants de l'UPC n'étaient, en réalité, pas préparés à mener une longue lutte armée de libération contre le régime néocolonial d'Ahidjo. Ils ont dû improviser constamment, sur le champ, au gré des conjonctures. Dire le contraire serait une falsification historique, et certains des épisodes que nous relate l'auteur de ce livre, à l'instar de la chaotique ouverture du front congolais à partir de la région de la Sangha, m'en ont convaincu. Et, là aussi, des questions surgissent, qui interpellent les dirigeants upécistes. Quelle 'naïveté' les aura poussés à se

'dévoiler' entièrement au régime en place, pourtant rétif à ouvrir le pays à une démocratie véritable - et dont l'UPC, par son passé, sa résistance résolue historique, ne pouvait qu'être la cible privilégiée. Pourquoi l'UPC n'a-t-elle pas pris les 'précautions' indispensables – ce que sa longue clandestinité aurait dû lui dicter ? Fatigue de l'exil, de 4 décennies de clandestinité ? Ou volonté opportuniste de certains dirigeants de 'se poster' sans plus tarder, de 'manger' avec le pouvoir - comme le suggère l'auteur ? Ou simple erreur de 'calcul', absence de stratégie face à la nouvelle conjoncture, toujours délicate, du passage d'une longue existence souterraine à la vie au grand jour ?

Toutes les organisations politiques ayant expérimenté peu ou prou la clandestinité font face au même danger lorsqu'il faut quitter le monde de l'ombre. Y échapper, du moins s'en prémunir, exige en règle générale de se remettre en cause, sinon à tous points de vue – car il y a toujours un patrimoine de mémoire à ne pas brader -, du moins sur le plan stratégique voire idéologique. De manière à s'adapter au nouveau terrain de lutte, avec une nouvelle stratégie ou alors éclater, si l'on refuse une telle démarche. Je veux dire que le passage d'un monde à l'autre de la lutte politique soumet toujours à des dangers presque inévitables, et pas seulement extérieurs. Les dangers peuvent provenir - et proviennent presque immanquablement -, en premier lieu et avec des variantes au cas par cas, des rangs du Parti, entraînant des crises structurelles et idéologiques souvent désastreuses. Le résultat dépendra de la manière dont les responsables dudit parti s'attèleront à la tâche de préparer le passage du gué. Et puis il y a les aspirations sociales individuelles, les faiblesses humaines, qui gagnent les rangs, et poussent certains à de rapides compromissions, y compris avec l'ennemi juré d'hier…

L'UPC avait-elle vraiment préparé le passage de la lutte clandestine à la lutte au grand jour ? Ce débat, je l'ai souvent eu avec le Dr Daniel Yagnye au début des années 1990. Fort de mon expérience et de mon observation de la vie politique en Angola - où je l'avais précédé de quelque dix ans -, je lui avais posé avec insistance cette question sur les conditions de passage

à une autre étape de la lutte – 'l'étape légale' - et les dangers de crise structurelle qui guettaient presque fatalement son parti pris dans un processus identique : l'UPC s'y était-elle préparée ? Le présent livre nous apporte des éléments de réponse divers, qui semblent se résumer à ceci : l'UPC est sortie de la clandestinité, non seulement en s'exposant totalement – c'est-à-dire sans conserver des bases de repli nécessaires -, mais sans avoir procédé non plus à la remise en cause salutaire de toutes les stratégies, voire de certaines des visions idéologiques bâties depuis 1955 sous la clandestinité et la répression. Par exemple, en ce qui concerne les questions matérielles. On ne peut pas 'faire de l'opposition' face à un régime du genre de celui en vigueur au Cameroun, en ayant constamment les poches vides, avertit l'auteur du livre, qui ajoute que l'UPC a tout ce qu'il faut pour ne pas être un parti matériellement pauvre. Ce qui manquerait donc, ce serait une stratégie d'investissement dans des actions susceptibles de doter le parti de moyens financiers propres, pouvant le préserver de 'l'achat des consciences' dans ses rangs - même s'il est difficile d'éviter absolument une telle déperdition de force.

Quand on s'appelle *UPC*, qu'on a eu depuis toujours un parcours aussi ensanglanté fait de trahisons et d'infiltrations politiques, qu'on a représenté en Afrique l'une des luttes de libération les plus authentiques, qu'on a compté dans ses rangs les éléments les plus brillantes de l'intelligentsia nationale et continentale, on devrait pouvoir mesurer ses responsabilités politiques et historiques vis-à-vis du Cameroun et du Continent. Cela implique de ne pas faire 'comme tous les autres partis' en période 'd'ouverture démocratique' : se précipiter pour avoir 'pignon sur rue', se faire enregistrer au ministère de l'Intérieur, se jeter dans les élections sous des alliances peu claires, au point de se retrouver vite instrumentalisés et compromis. La mémoire des Um Nyobè, Moumié, Ouandié, Ossendé Afana, ainsi que celle des milliers de Camerounais massacrés par les troupes françaises méritent mieux.

Quand on s'appelle *UPC*, que l'on a derrière soi toute une existence de clandestinité et d'exil, on doit savoir prendre son temps, on doit savoir s'asseoir pour repenser *tout* de son identité

politique, de son parcours, de son histoire. C'est un préalable indispensable à l'entrée soudaine dans l'arène du jeu 'démocratique' d'avance piégé par un régime rôdé à la triche électorale et à la répression politique impitoyable léguée par l'administration coloniale française à Ahmadou Ahidjo[7] et ensuite par Ahmadou Ahidjo à Paul Biya. De cette réflexion dépendent les victoires ou les échecs de demain.

Trahisons ou moments de faiblesse font partie de toute lutte politique, surtout lorsque celle-ci a dû prendre des chemins escarpés comme ceux qu'a pris l'UPC. Cela n'enlève aucun mérite à ce parti en tant qu'instrument de lutte. A peine est ainsi délimité l'engagement politique de tout un chacun. Cela souligne, une fois encore, que le choix d'une stratégie basée sur la précipitation et la volonté de 'faire comme tout le monde', exposent encore plus l'UPC aux manœuvres du régime de Paul Biya.

Daniel Yagnye ouvre la voie, je l'espère, à de nouvelles perspectives et stratégies de lutte pour l'Union des Populations du Cameroun, le parti ayant compté certains des plus dignes fils de l'Afrique – Ruben Um Nyobè, Roland-Félix Moumié, Ossendé Afana, Ernest Ouandié... Plus qu'un simple recueil d'écrits politiques, cet ouvrage est un devoir de célébration à leur égard et constitue la mémoire des chemins suivis par les processus politiques en cours sur notre continent.

Jean-Michel MABEKO TALI
Washington - DC, USA
janvier 2004

---

[7] Cf Joseph Richard, *op. cit., pas.*

Aux Combattants Kamerunais de la Seconde Guerre Mondiale qui ont lutté pour libérer la France occupée

A Tous ceux qui sont tombés pour l'indépendance du Kamerun

Aux Upécistes de toutes les 'tendances'

Aux peuples Kamerunais et Angolais

« Aucune force au monde ne peut venir à bout du NATIONALISME KAMERUNAIS. L'U.P.C qui incarne ce nationalisme est l'âme immortelle du peuple kamerunais. »

Ruben UM NYOBÈ

« L'UNITÉ c'est notre baguette magique. C'est la force collective, c'est notre force de frappe politique contre laquelle se briseront tous les complots impérialistes. Donc l'UNITÉ c'est la VICTOIRE. »

Ernest OUANDIÉ

PRÉAMBULE

Au Cameroun, tout ce qui touche à *l'Union des Populations du Cameroun* (l'UPC) intéresse et concerne les jeunes comme les vieux. La cause en est la valeur qu'a représentée ce parti pour notre pays, à travers les espoirs suscités par le grand mouvement d'émancipation nationale démarré sous sa houlette le 10 Avril 1948.

Pendant des décennies, l'Etat colonial puis néocolonial - à travers le parti successivement dénommé UC-UNC-RDPC - a évité d'évoquer l'Histoire nationale contemporaine - celle qui a été tissée justement par l'UPC. Devant la nécessité, aujourd'hui, de combler ce vide vertigineux, les hommes au pouvoir racontent n'importe quoi à notre peuple – la vérité exceptée.

La répression et la guerre menées férocement contre l'UPC, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, ont marqué plusieurs générations de militants, à telle enseigne que ceux-ci ont rarement pu disposer du répit nécessaire pour écrire leur propre version de l'Histoire du Cameroun entre 1945 et ces dernières années. Cadres et militants upécistes n'ont pu eux-mêmes relater leurs actions, pour raisons évidentes de sécurité – ils étaient dans la clandestinité - et aussi par manque de moyens matériels. Leurs hauts faits ont ainsi été ignorés, dissimulés ou pervertis par les griots du Parti-Etat d'Ahidjo à Biya ou par des historiens camerounais ou étrangers, certes indépendants du pouvoir mais tarés par des a priori.

L'Histoire officielle ignorait carrément les massacres récurrents des années 1950 à 1970 qui ont décimé l'UPC ainsi que les populations qui lui étaient favorables. Il était donc opportun - et nécessaire - que les upécistes parlent enfin eux-mêmes de leur lutte passée et présente, car notre peuple et surtout sa jeunesse doivent savoir ce qui s'est *réellement* passé au Cameroun, prendre conscience des racines du mal qui gangrène notre société et jusqu'où les mauvais bergers peuvent

nous entraîner. D'autre part, l'histoire véridique de l'UPC permettra à nos militants de tirer les leçons des actions d'hier, pour mieux préparer les luttes d'aujourd'hui et à venir.

Par ailleurs, depuis le 'multipartisme' plombé de 1991, l'UPC est devenue un organisme inerte sur lequel les charognards de toutes espèces viennent s'engraisser. Il semble bien que le régime hérité d'Ahmadou Ahidjo se soit donné comme tâche politique prioritaire de réduire à néant l'UPC, de banaliser notre grand héritage, d'en faire un parti-croupion. Les *'divisions de l'UPC'* - ainsi proclamé haut et fort par ses adversaires ou ses ennemis - se soldent minablement par des distributions de postes de ministres, de députés ou toute autre récompense jetée par le Pouvoir Biya à ses serviteurs ou alors par des intimidations à l'égard des incorruptibles, à travers un chantage à l'emploi, le chômage forcé, l'exil...

En dehors de ceux qui vont à la soupe chez Paul Biya, de plus en plus apparaissent des gens qui disent s'inspirer des enseignements du fondateur de l'UPC, Um Nyobè, mais qui évitent toute action en commun avec les upécistes fidèles aux enseignements du *Mpodol*, ceux qui incarnent encore le combat pour un Cameroun de justice et de progrès. Il faut dire que la désillusion nationale, après les promesses fallacieuses d'un 'Renouveau' post-Ahidjo et face au marasme de l'ère Biya, est un motif suffisant pour que *'l'Esprit d'Avril'* soit reconvoqué d'urgence au service du peuple camerounais.

L'esprit de la lutte politique qui présida à la création de *l'Union des Populations du Cameroun* (UPC), *le 10 Avril 1948*, reste *'l'âme immortelle'* de notre long combat pour une Afrique réellement indépendante, où le Cameroun devrait occuper à tous points de vue la place qu'il mérite. Nous disons 'devrait' car cette place dans la politique continentale reste vacante, et le siège 'Cameroun' est également vide au plan sous-régional soit en Afrique Centrale.

Les pages qui suivent sont aussi une tentative d'explication de ce qu'est l'*upécisme*, et son adaptation à la réalité de nos jours. Nous savons qu'il ne peut y avoir de pratique militante conséquente sans une bonne théorisation des problèmes.

Comme personne ne peut le faire à la place des upécistes, nous nous y sommes efforcé, tout en espérant contribuer ainsi à clarifier la situation au Cameroun et aussi en Afrique.

Depuis sa fondation, l'UPC – 'celle' d'Avril 1948 et non les 'autres UPC' fomentées par le régime Biya sous couvert de 'démocratie' -, s'ancre sur les principes d'indépendance et souveraineté *réelles* d'un Cameroun libéré de tout néo-colonialisme français ou plus 'global'. Aujourd'hui encore, le sigle *UPC* est porteur d'espoir pour un Cameroun prêt à tous les combats visant la dignité et la prospérité des peuples d'Afrique. Non pas un Cameroun isolé, renfermé sur lui-même, sourd, indifférent à la dynamique en cours sur le Continent. Non pas un Cameroun absent des grands débats et initiatives ou autres rêves africains partagés, non pas un Cameroun dans lequel on feint de bâtir une 'démocratie' alors que forme et contenu néo-coloniaux ont perduré.

Ce qui suit est la réflexion d'un cadre upéciste, comme contribution à une réflexion d'ensemble tant sur le parcours historique de l'UPC que sur la place du Cameroun dans le contexte africain actuel. Cette réflexion comporte certainement des insuffisances et parfois des excès à redresser, mais avouons qu'il est difficile aujourd'hui de garder un ton serein face à la dérive du continent africain, et tout particulièrement du Cameroun, notre pays.

Septembre 2004

INTRODUCTION

QU' EST-CE QUE l' UPC ?

Pour comprendre ce qu'est l'upécisme, il faut connaître et apprécier le double principe ayant guidé la pratique militante des dirigeants historiques de l'UPC : *nationalisme/patriotisme & panafricanisme.*

- *Nationalisme & Patriotisme*

Etre nationaliste et patriote, c'est aimer son terroir, son pays, son peuple, son continent l'Afrique et les peuples africains, colonisés alors par les métropoles européennes. Les dirigeants upécistes ont manifesté, jusqu'au sacrifice de leur propre vie, une fidélité sans faille à leur choix fondamental – la libération du Cameroun de la tutelle française -, et une loyauté inébranlable vis-à-vis de leurs compagnons de lutte et du peuple camerounais. Sans exclusivisme ni haine de l'autre, ils n'ont pas lutté de prime abord pour une rupture brutale avec la France, mais ont voulu d'abord négocié pacifiquement *l'Indépendance et la Réunification* du *Kamerun* – l'ex-colonie allemande morcelée après 1918 par la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) en *Cameroons* sous 'mandat' britannique et *Cameroun* 'sous tutelle' française. L'UPC aspirait à un Cameroun libéré du joug en fait colonial, où le Camerounais serait enfin son propre maître, où il travaillerait aux intérêts de son pays, en convergence avec les intérêts des autres peuples du Continent.

- *Panafricanisme*

Dès ses premiers pas, l'UPC s'est affirmée comme la section camerounaise du *Rassemblement Démocratique Africain* (*RDA*), un mouvement continental d'émancipation et de souveraineté visant à libérer une Afrique Unifiée du joug colonialiste de la France, de la Grande-Bretagne, du Portugal et de l'Espagne.

Le Dr. Roland-Félix Moumié a certainement été le plus panafricaniste des dirigeants upécistes, ne ménageant pas ses efforts dans la formation des militants africains, et fournissant son aide désintéressée, financière et diplomatique, aux combattants africains qu'il rencontrait. Nous n'inventons rien - des Africains, appartenant à des partis aujourd'hui au pouvoir, peuvent le confirmer. Des militants des ex-colonies portugaises - Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Cap-vert, São Tomé e Principe - se souviennent encore aujourd'hui de la générosité et de l'ardeur militante du Président Moumié, et des nuits passées à l'écouter discuter de l'Afrique. La présence de Félix Moumié aux côtés de Patrice Lumumba et son engagement avec la toute jeune république congolaise attestent de la dimension panafricaine inhérente à l'upécisme.

Au Congo-Brazzaville, après la révolte populaire des 13-14-15 août 1963 – les *'3 Glorieuses'* -, dirigée contre le régime néocolonial de l'abbé Fulbert Youlou, on a vu le camerounais Ossendé Afana encadrant la jeunesse congolaise et conseillant les syndicats et le *MNR* (*Mouvement National de la Révolution*, issu de cette révolte). Au Ghana, le camarade Woungly-Massaga fut l'un des collaborateurs du Président Kwame Nkrumah - ce qui lui permit d'appuyer plusieurs mouvements africains -, tandis qu'au Congo-Brazzaville, il développait une forte collaboration aussi bien avec les Congolais qu'avec les combattants anticolonialistes du MPLA (Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola). Plus récemment, le même Woungly-Massaga dirigeait *l'Alliance Révolutionnaire des Peuples Africains (ARPA)*, à travers laquelle des efforts considérables ont été réalisés dans la formation et l'encadrement des militants africains.

Pour nous, être panafricaniste, c'est se débarrasser de tous les complexes vis-à-vis des peuples frères du Continent, en particulier de la Sous-Région, et intégrer la donnée régionale dans notre politique nationale. Tout développement réel dans notre Sous-Région est inconcevable sans une structure unitaire politico-économique d'intégration (Union des États, Confédération, etc.) regroupant dès le départ, pour des raisons géostratégiques évidentes, au moins le Centrafrique, le Tchad et le Cameroun - la Communauté Economique d'Afrique Centrale (CEMAC) qui existe est très en deçà des aspirations et des nécessités des peuples d'Afrique Centrale.

Aujourd'hui n'est pas *upéciste* uniquement celui qui se réclame de l'UPC. Être upéciste, c'est d'une part lutter pour le changement démocratique, le développement et l'émancipation des populations de notre pays, et d'autre part, c'est surtout assumer l'histoire et l'héritage de l'UPC, c'est-à-dire revendiquer et défendre l'histoire de notre parti, œuvrer de toutes ses forces à la solution du contentieux historique de notre pays. Le combat de l'UPC a commencé, s'est perpétué, et se poursuit dans la douleur du peuple camerounais, dont une partie a véritablement été victime de massacres, de crimes s'apparentant à un génocide, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale.

Toute référence à l'*upécisme* qui ne tiendrait pas compte de ces données serait démagogie ou diversion.

I.

AUX RACINES DU MAL CAMEROUNAIS

Evidemment, il n'est pas question de minimiser le rôle des partis qui ont dirigé notre pays depuis 1960 - UC-UNC-RDPC - en effaçant ou en diminuant leurs responsabilités dans le désastre national actuel. Mais c'est bien la France qui est à l'origine du contentieux historique pesant encore aujourd'hui sur le peuple camerounais.

1. Le contentieux colonial avec la France

L'Union des Populations du Cameroun est née le 10 Avril 1948 sous l'égide du syndicaliste Ruben Um Nyobè qui sera le porte-voix sublime du *Kamerun* à la Tribune des Nations Unies, au tournant des années 1950. Um Nyobè – dit *'Mpodol'* chez les Bassa dont il était issu - sera assassiné en Septembre 1958 au maquis où il s'était réfugié avec quelques fidèles, dans des circonstances restées mystérieuses, par des supplétifs de l'armée française.

Le sigle *UPC* est devenu porteur d'une légitimité politique acquise au prix de 50 années de lutte - d'abord pour l'indépendance, ensuite contre la néo-colonisation de notre pays -, au prix de milliers de morts tombés dans les quartiers, villages et maquis camerounais, sous les balles des troupes françaises puis sous celles du régime d'Ahmadou Ahidjo. Le prix fort payé par des Camerounais - cadres, militants de base, intellectuels, ouvriers employés, paysans - qui ont ainsi payé l'amour qu'ils portaient à leur patrie.

Mission impossible que celle de Georges Chaffard et de tous ceux qui ont cherché ou cherchent encore à blanchir la France et ses valets camerounais, concernant l'élimination programmée, indifférenciée et massive – soit sous une forme *génocidaire* -, de larges portions des populations camerounaises notamment en pays Bamiléké et en pays Bassa. Tout comme il est impossible de justifier le néocolonialisme et d'expliquer a posteriori l'indépendance de notre pays sans mentionner le principal protagoniste affrontant la métropole : l'UPC. Car évidemment citer l'UPC entraînerait ipso facto la reconnaissance voire la réhabilitation de ses dirigeants.

En 1916, en pleine guerre avec l'Allemagne, la France a donc pris pied au *Kamerun*, qui devient ainsi de force un '*Territoire sous mandat*' accordé à la France par la Société Des Nations. La nouvelle métropole va se comporter dans notre pays comme si 'mandat' ou 'tutelle' équivaut à 'colonie' pure et simple : le Cameroun sera la énième perle du collier 'Afrique Equatoriale Française' (AEF). Il s'agit donc d'un détournement de la volonté internationale des vainqueurs de la Première Guerre mondiale. C'est un *hold up* où la victime est un pays dont le geôlier - l'Allemagne - a été vaincu par les Alliés et qui de ce fait devrait rejoindre le concert des pays libres ! France et Angleterre ont procédé à la partition du Kamerun, considéré abusivement comme une possession coloniale de Berlin. Or le *Traité Germano-Douala* du 12 Juillet 1884, qui avait établi le protectorat allemand sur le Cameroun *durant 30 ans,* est caduque lorsque l'Allemagne déclare la guerre à la France et à l'Angleterre, soit en août 1914. En d'autres termes, la France et l'Angleterre se sont 'invitées' chez nous en utilisant la force militaire, et en violant un statut juridique international.

La France va se donner comme principal objectif de coloniser sa portion directement pendant toute la période du mandat (1916-1945), avec mise en œuvre d'un programme intensif d'enseignement de la langue française, imposition de la législation et de l'autorité françaises, du système de 'l'indigénat' avec le travail forcé et les impôts en francs coloniaux sur chaque individu et sur chaque tête de bétail ou

autre bien possédé, sous les coups de la répression policière ou militaire. Suit un programme de mise en valeur des ressources économiques, à travers un colonat blanc expatrié ou importé. Paris va s'employer à effacer tout vestige de la colonisation allemande, à semer et cultiver l'hostilité vis-à-vis des populations germanophiles, ainsi qu'à promouvoir les Africains francophiles (avec voyages en France), mais aussi il faut le reconnaître à mettre en place des campagnes sanitaires lors des grandes endémies, comme la maladie du sommeil combattue par le Dr Jamot ...

Lors de la Conférence de Brazzaville qui se tint au 'Congo Libre' (passé au gaullisme grâce à l'administrateur antillais Félix Eboué) du 30 janvier au 8 février 1944, convoquée à l'initiative du Comité Français de Libération Nationale, représenté par le Général De Gaulle et le Commissaire aux Colonies René Pleven, les Africains, acteurs de choc dans cette Seconde Guerre Mondiale, auraient pu s'attendre à une évolution de leur sort : émancipation, autonomie au moins si pas encore indépendance, comme récompense de leurs 'bons et loyaux services' au front. Mais l'Etat français est ladre, et ce fut le contraire qui se produisit. Certes, il y a eu quelques éclaircies dans le lourd ciel colonial, avec notamment la décision d'abolir le système de 'l'indigénat' et du travail forcé, l'autorisation de créer des syndicats et des partis politiques africains ainsi que l'institution d'Assemblées locales. Mais subsistait intact le problème fondamental : *la liberté des peuples africains, l'indépendance* de leurs territoires.

L'autre face de l'après-Conférence de Brazzaville fut le durcissement de fait du système colonial. Voilà une ingratitude avérée en regard du prix fort payé par les Camerounais durant le conflit européen, en termes de ressources naturelles et humaines exigées par le colonisateur : fournir davantage de matières premières pour *'l'effort de guerre'* et de conscrits - la chair à canon dite *'tirailleurs sénégalais'* - pour défaire l'Allemagne ennemie de la France et de l'Europe.

Le raidissement colonial réveilla les consciences naïves, et l'on profita aussitôt des brèches ouvertes par la Conférence de Brazzaville. La situation dans notre pays devint

progressivement explosive. Les Camerounais aspiraient à plus de libertés : ne venaient-ils pas de participer, plus que d'autres pays africains, à *'l'effort de guerre'* pour sauver la France ? Mais la métropole amnésique prit le parti des colons qui n'entendaient rien perdre de leur statut supérieur au bénéfice d'Africains de plus en plus exigeants par rapport à ce que leur 'accordaient' les promesses de 'Brazzaville'... Face à cette montée des aspirations africaines, le colonat réagira comme il savait le faire partout, en Afrique et en Asie : les premiers massacres d'Africains ne vont pas tarder (Douala, 24-25-26 septembre 1945).

La vérité, c'est que la France ne voulait accorder ni autonomie ni indépendance à notre pays, et pas non plus à ses autres colonies d'ailleurs. Les revendications légitimes n'ayant aucun écho favorable, les 'émeutes' populaires ont éclaté un peu partout à l'époque dans son Empire colonial, réprimées dans le sang de façon systématique au Cameroun, au Vietnam, en Algérie, à Madagascar ... Cet entêtement mena directement une décennie plus tard les troupes coloniales vaincues des rizières indochinoises et de la raclée magistrale infligée par les 'va nu pieds' vietnamiens de Ho Chi Minh à Dien Bien Phu en 1954, aux montagnes d'Algérie, où l'armée française voulut venger l'humiliation subie. La montée irrépressible de la lutte de libération algérienne, la peur du petit et du grand colonat 'pied noir' ainsi que la perte pour Paris du terrain diplomatique international vont alors décupler la rage militaire colonialiste qui s'abattra sur le Cameroun au milieu des années 1950, le *leit motiv* étant désormais de ne pas perdre *aussi* pied au Cameroun...

Après 1945, la France avait donc 'oublié' de rétrocéder sa portion de l'ex-*Kamerun* allemand au Conseil des Tutelles de l'ONU. Le 'statut international' du Cameroun avait été jeté à la poubelle, le 'Territoire sous mandat' devenant de fait 'colonie française' que Paris devait défendre bec et ongles contre les nationalistes locaux regroupés dans *l'Union des Populations du Camerun - Section camerounaise du Rassemblement*

Démocratique Africain (UPC-RDA) et ses alliés du Parti Communiste Français (PCF).

Pour temporiser et également s'opposer aux visées de Washington sur l'AEF, l'AOF et sur ses possessions coloniales en Asie et aux Amériques, Paris fomente le regroupement politique de ses colonies dans le cadre d'une '*Union Française*' sous la bannière - et la direction jalouse - de la métropole évidemment. Acte insupportable aux patriotes camerounais. La pensée du Général de Gaulle, devenu le chef du Gouvernement français de l'après-guerre, se résume ainsi : perdre l'Union Française équivaudra à perdre la suprématie et donc l'indépendance de la France dans le contexte mondial issu des Accords de Yalta entre les 2 Grands (URSS et USA) venus au secours des Européens assaillis par Hitler.

Dès sa création, en Avril 1948, l'UPC s'est positionnée comme l'obstacle majeur au projet colonialiste. On comprend donc que son élimination soit devenue aussitôt la priorité des priorités pour les colons et pour Paris. 'Qui veut noyer son chien l'accuse de rage' dit le proverbe. Les prétextes ne manquèrent pas, car Paris, allié aux adversaires locaux de l'UPC, les forgaient de toutes pièces : '*l'intransigeance upéciste*' (pour l'indépendance immédiate et totale), '*le communisme de Um Nyobè*' (le chrétien convaincu qu'était Um aurait vendu le Cameroun à Moscou !), '*la naïveté des dirigeants upécistes*' (les revendications adressées par Um Nyobè à l'ONU et ses discours prononcés en personne devant son Assemblée Générale à New York), '*l'évaluation incorrecte du rapport des forces*', etc. Toutes ces fausses 'thèses' ne tiennent plus la route aujourd'hui, face aux recherches réalisées par des historiens de poids, dont le sérieux n'a pas été démenti.

Que voyons-nous depuis 1960 : un régime incapable de réclamer des comptes à la France - ne serait-ce que pour la dignité nationale -, concernant les massacres de masse dont furent victimes les populations camerounaises sous prétexte de lutte contre les 'communistes' de l'UPC. Le Cameroun n'appartient à aucun parti et celui qui est aux commandes a le

devoir moral de demander des comptes au gouvernement français pour le véritable GENOCIDE perpétré sous l'ordre colonial dans les années 1950 et ensuite sous le régime fantoche mis en place, conseillé et épaulé par Paris.

La faiblesse originelle du gouvernement camerounais, c'est son mutisme concernant le *contentieux historique* franco-camerounais. La solution n'est pas seulement une exigence de l'UPC, c'est une préoccupation qui devrait être mise au-dessus des intérêts de chaque parti politique. Car ce problème resté entier concerne notre peuple et doit donc mobiliser toutes les forces vives de la nation camerounaise. Il s'agit, en effet, pour notre pays, de ne plus accepter de vivre dans le mensonge et l'oubli, et de chercher à réparer, même a posteriori, dans la mesure du possible, les injustices commises. Il s'agit, pour notre peuple, de récupérer sa fierté en célébrant ses véritables héros et leurs hauts faits.

On comprend comment Kodock, inspiré par nos écrits sur *'l'Esprit d'Avril' (voir en annexes)*, s'est exclamé sur la terre martyre d'Ekitè: « Sur quoi allons-nous bâtir le Cameroun ? On ne peut pas prospérer avec le sang dans les mains. Il faut donc réconcilier le peuple avec lui-même, réconcilier le Cameroun avec son Histoire. On ne peut pas bâtir une nation prospère sur une montagne d'injustices ». Voilà la preuve que toutes les 'fractions' upécistes portent en elles, consciemment ou non, la revendication originelle du parti : *Indépendance et Réunification du Cameroun.*

Tôt ou tard, le moment viendra où la Direction de l'UPC et le peuple camerounais exigeront ensemble du gouvernement camerounais et de l'Etat français, qu'ils assument enfin leurs responsabilités historiques, à tous niveaux, dans ce qui s'est passé chez nous. Car le Cameroun d'aujourd'hui, sa condition précaire, et l'état actuel de l'UPC, sont avant tout la conséquence des choix stratégiques de Paris. C'est cela 'l'œuvre' coloniale et néocoloniale française. Reconnaître qu'il existe bel et bien un contentieux historique franco-camerounais honorerait la France. Une nation qui oublie des pans entiers de son Histoire la falsifie et risque d'en pâtir lourdement. Cette France qui veut paraître différente d'hier, 'solidaire du Sud',

'amie de l'Afrique', etc. mais qui persiste dans son rôle de gendarme ou de pompier pyromane, aurait tout à gagner en participant à l'édification d'États solides et stables sur le Continent. Or la 'durabilité' politique implique l'alternance démocratique au pouvoir et une économie prospère que favorise la paix sociale, donc la justice sociale.

Assumer le Passé fait aussi partie de la paix sociale. Réhabiliter des morceaux entiers de l'histoire camerounaise passés à la trappe, fait également partie de la paix nationale. Et nous n'oublions pas les 'indemnités' matérielles à reconnaître aux victimes individuelles et à l'Etat Camerounais représentant son peuple : la France doit assumer également cette 'responsabilité' chiffrée.

En faisant de Ruben Um Nyobè, Félix-Roland Moumié, Ernest Ouandié des héros nationaux, l'Etat camerounais a quand même reconnu implicitement sa dette vis-à-vis autant de l'UPC que des centaines de milliers de familles camerounaises qui ont perdu leurs filles et fils dans la lutte pour libérer et réunifier notre pays. Pour les mêmes raisons, la France doit payer sa 'dette de guerre totale' à l'Union des Populations du Cameroun et au peuple camerounais en entier. C'est pourquoi l'avenir des relations franco-camerounaises passe par la reconnaissance et la solution de ce contentieux historique.

2. Légitimité et justesse des stratégies upécistes

L'UPC n'a jamais voulu la guerre pour parvenir à ses fins, c'est pourquoi elle avait choisi l'ONU comme tribune dès la fin des années 1940 : que l'on entende mondialement la voix des Camerounais aspirant à un Etat souverain. Qui dit *ONU*, dit *négociations*, moyens diplomatiques, donc pacifiques. En outre, l'UPC n'était pas du tout préparée à la guerre.

Contrairement à la version concoctée par les colonialistes, et répandue depuis 50 ans par leurs agents divers, quand Um Nyobè entre en clandestinité le 10 mai 1955, ce n'est pas pour

'faire la guerre' mais dans un triple objectif : 1° échapper à son arrestation programmée par l'administration coloniale pour le 6 juin suivant, en profitant de l'audience d'un procès en diffamation qu'Um a intenté au colon de Gillis ; 2° déjouer les tentatives répétées d'attentats contre les dirigeants de l'UPC, dont Um lui-même, comme à Foumban en 1953, où il n'avait dû la vie sauve qu'à la vigilance des camarades locaux parmi lesquels Samuel Mekou, le père de Félix-Roland Moumié ; 3° poursuivre le combat politique et, à défaut du plein jour, vu le contexte violent instauré par les colons, choisir l'action clandestine.

En 1977, Richard Joseph historien originaire de Trinidad & Tobago dans les Antilles, a publié un livre traitant de l'UPC depuis sa fondation en 1948 jusqu'à 1955. Une traduction en français de l'original en anglais est parue sous le titre *Le mouvement nationaliste au Cameroun – Les origines sociales de l'UPC*. Dans la préface, le politologue français Jean-François Bayart - qui n'est pas un sympathisant de l'UPC, loin de là ! - contredit la 'thèse' suivante avancée par Paris : les dirigeants de l'UPC auraient *choisi* la lutte armée en 1955-56. Selon J.-F. Bayart, cette affabulation a posteriori est contredite par le très long délai (19 mois) qui s'écoulera entre les évènements de mai 1955 et les premiers attentats de décembre 1956 en Sanaga Maritime, attribués à l'UPC. Aucune organisation anti-colonialiste de l'époque - qui plus est de la carrure de l'UPC d'alors -, ayant 'choisi' la lutte armée pour libérer son pays, n'aurait déclenché des émeutes (préludant à la guerre totale de la France contre les populations favorables aux nationalistes) comme celles de mai 1955, sans s'être au préalable préparée militairement. Or c'est ce qu'ont prétendu malignement depuis un demi-siècle les colonialistes et leurs agents locaux. Une UPC '*prête au conflit armé*', déclenchant des émeutes urbaines, ne prendrait pas une vacance de 1 an et demi. J.F. Bayart résume la situation ainsi :

> « Um Nyobè avait toujours mis en garde ses partisans contre d'éventuelles provocations des autorités françaises qui leur auraient donné prétexte à une répression à outrance [...],

il n'avait cessé de soutenir que la lutte armée n'était nullement nécessaire à l'obtention de l'indépendance, tant celle-ci était inévitable; l'UPC, en outre, était en pleine expansion, n'avait guère intérêt à compromettre ses acquis par son entrée dans la clandestinité [...][8] »

Le statut particulier du Cameroun, *'Territoire sous tutelle des Nations-Unies'*, exigeait que nos revendications d'indépendance soient adressées en premier lieu à cette instance internationale qui, de plus, était alors capable de faire pression sur le colonisateur têtu. D'ailleurs, les revendications upécistes adressées de façon réitérée à l'ONU depuis 1948 ont atteint leur but en partie : les deux plus grandes puissances (USA et URSS) ont fait comprendre à Paris que l'idée d'une indépendance camerounaise prochaine n'était pas pur fantasme de la part des nationalistes locaux. En s'entêtant dans l'option colonialiste, la France était de plus en plus isolée diplomatiquement – ce qui se traduisait clairement lors des votes du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale de l'ONU. D'autre part, dans la brèche ouverte par l'UPC, grandissait l'audience des partis politiques africains partisans de l'indépendance nationale de chaque colonie.

Dans la France des années 1950, encore affaiblie par les conséquences de la Seconde Guerre mondiale et sonnée par la défaite militaire en Indochine, en plus de l'impopularité de la guerre coloniale menée massivement en Algérie, la classe politique et l'opinion publique sont divisées concernant la décolonisation. L'instabilité du régime de la IVème République en fait foi. Mener deux guerres coloniales simultanément (Algérie et Cameroun) épuise le Trésor français – sans parler des victimes humaines. L'Algérie s'achemine vers l'indépendance à travers sa lutte armée. Le revirement réaliste d'un De Gaulle, revenu aux affaires publiques avec le putsch de 1958, marquera la fin du renouveau illusoire de l'Empire Français.

---

[8] In Joseph, Richard: *Le mouvement nationaliste au Cameroun – Les origines sociales de l'UPC*. Karthala, Paris, 1986, p. 15.

Paris va décider alors d'accorder une indépendance frelatée à un Cameroun délesté de l'UPC et des dirigeants upécistes authentiques. Comment expliquer cette élimination systématique si la stratégie de l'UPC était si '*puérile*'- comme d'aucuns l'ont prétendu. Quand Um fut assassiné, il ne portait sur lui aucune arme sauf son stylo et du papier. Moumié ne tomba pas en plein maquis, sur le champ de bataille, mais assassiné à Genève, dans une Suisse 'neutre', tandis que le président Ouandié était fusillé après s'être rendu au tyran Ahidjo... Aucun de ces trois leaders upécistes n'était un fou de guerre mais tous les trois étaient des hommes politiques avant tout et leur programme d'action était celui de l'UPC : *Indépendance et Réunification du Kamerun.*

Il faut souligner qu'alors les 'nationalistes modérés' étaient rares au Cameroun où s'affrontaient 2 camps : d'une part les supposés 'aigris' (ceux qui voulaient l'indépendance nationale) ; d'autre part les partisans du 'camp libre' (ceux qui, comme Okala Charles, affirmaient que les Camerounais ne pouvaient pas aspirer à l'indépendance en ne sachant même pas fabriquer une aiguille... La France choisit la carte 'Ahmadou Ahidjo' pour défendre ses intérêts - parce qu'il jouait son jeu depuis toujours. Mais voici comment cela advint.

Ahidjo, qui étudia à l'école régionale, passait la plupart de son temps, même les grandes vacances, chez son ami Onana Awana Charles à Elig Essono. C'est en tant que traducteur des chefs du Nord à l'Assemblée qu'il se fera remarquer. De telle sorte que, quand le médecin français Louis-Paul Aujoulat, déjà député, créera en 1951 son parti, le *Bloc Démocratique Camerounais (BDC)*, il recrutera Ahidjo. Plus tard, celui-ci toujours aux ordres des colons sera promu Vice-Premier ministre dans le gouvernement dirigé par André-Marie Mbida, puis ministre de l'Intérieur sans grand pouvoir, car celui qui commandait réellement était son directeur de cabinet, un gendarme français. Quand Paris cherchera un remplaçant à l'encombrant Mbida, devant le refus de Paul Soppo Priso - autre supposé '*nationaliste modéré*' qui craignait la réaction upéciste -, elle nommera Ahidjo...provisoirement. Mais celui-ci fera tout pour convaincre son protecteur qu'il peut être la marionnette

idéale en définitive. En 1959, soit moins d'un an avant l'indépendance, Ahidjo déclarait devant l'Assemblée camerounaise que la France avait développé le sud du pays, et maintenant qu'elle s'apprêtait à développer le nord, *'on parle d'indépendance'*... C'est tout dire sur le nationalisme de cet *'ami de la France'* : Ahidjo était totalement opposé à l'indépendance de son pays...

Quand les upécistes voudront se débarrasser de Ahidjo, le Dr. Moumié lui-même, depuis Dakar, interdira l'exécution de la décision par le biais des camarades Moungoumou Alphonse et Koumda Ignace. Car Moumié estimait que Ahidjo n'était qu'un instrument aux mains des Français. Pour sa part, Ahidjo n'aura pas ce genre de scrupules, car il fera assassiner le Président Ouandié, sans délai. Ahidjo était donc contre l'indépendance, pour l'élimination violente de tous ses opposants. Ceux qui le défendent aujourd'hui ont certes le droit de le faire, mais ils doivent le défendre tel qu'il fut en réalité, et pas son image d'Epinal. N'oublions jamais les centaines de milliers de Camerounais décimés sur ses ordres.

Nous, de l'UPC, n'avons nulle nécessité d'occulter notre trajectoire, avec ses hauts et ses bas. Les historiens de la politique camerounaise les plus sérieux, réputés pour leur objectivité, sont nos avocats quand ils relatent la grandeur des combats qui furent les nôtres, pour l'indépendance réelle de notre pays. Mais en dernière instance c'est à nous qu'incombe le devoir de relire de manière critique notre parcours, afin de trouver des remèdes aux maux qui rongent aujourd'hui l'UPC. Nous ne pouvons pas nous comporter aujourd'hui comme si tout le patrimoine politique, historique, intellectuel, engrangé par l'upécisme, n'aura servi à rien. Les trahisons auxquelles nous assistons depuis quelques années, seraient alors comme une seconde mort, un second assassinat de nos chefs historiques comme des centaines de milliers de Camerounais ayant péri sous les balles françaises pour l'indépendance du Cameroun. Cela s'appelle aujourd'hui le 'devoir de mémoire' à nos martyrs. Car un parti sans mémoire est voué à la disparition. Son effacement dans les consciences individuelles signifie

également son élimination de l'Histoire. Quelle tristesse demain, pour l'histoire de notre parti, si notre commandant Kissamba ne devrait être rappelé que sous les traits de ses derniers déboires, en se laissant confondre avec tous les mercenaires que le régime Biya met périodiquement sur la route de l'UPC, pour enfanter des UPC-croupions...

La France décida de 'donner l'indépendance' – c'est bien le terme qui correspond à l'acte de passation-cession - à ceux qui collaboraient activement au maintien de sa suprématie sur notre pays, après s'être opposée à toute idée d'élection avant cette échéance, alors que partout en Afrique les forces nationalistes l'avaient remporté. Elle réussit à faire passer une motion à l'ONU prévenant toute élection chez nous et stipulant que le gouvernement local – donc elle-même - conduirait le pays à l'indépendance. Néanmoins, le Dr. Moumié parvint à faire remettre à l'ordre du jour le problème des élections au Cameroun.

La marge de manœuvre était réduite, mais la France étant affaiblie diplomatiquement par la guerre d'Algérie en phase terminale cruciale, on pouvait encore espérer quelque résultat positif à l'ONU. Les Etats-Unis favorables lors de la Conférence de Brazzaville en 1944 au démantèlement des vieux Empires européens à travers la Décolonisation, vont avec le début de la Guerre Froide en 1948 prendre le relais de la France, et ce sont eux qui mèneront la partie contre la tenue d'élections dans notre pays avant l'indépendance. Ahidjo ne se déplacera plus à l'ONU où les Senghor et Houphouet-Boigny iront défendre la position de la France devant l'Assemblée Générale. Les Américains obtiendront même la suspension de l'Assemblée. La date de l'indépendance étant annoncée, il ne restait plus à l'UPC qu'à peser de tout son poids pour que la Communauté Internationale prenne conscience de la manœuvre et la prévienne. Les manifestations des upécistes sont alors sauvagement réprimées et le représentant français à l'ONU banalise le soulèvement dans le pays Bassa, qu'il présente comme des querelles de succession au sein des chefferies traditionnelles - ce qui indigne les upécistes. Suivront les

massacres de Yaoundé, à 'L'Âne Rouge', au cinéma 'Le Portique', ainsi que la destruction d'importantes quantités de monnaie française.

La provocation coloniale réussit : tout Béti n'allant pas à la messe est suspecté et arrêté ; tout Bamiléké barbu est un terroriste à emprisonner ; tout Bassa en tenue blanche ou porteur d'un parapluie est détenu. Celui qui n'a pas les ongles taillés court est un upéciste. Toute réunion à trois personnes est interdite. Dans chaque quartier, un 'chef d'îlot' organise les assassinats nocturnes. Il faudra beaucoup d'imagination aux upécistes pour pouvoir se retrouver et se concerter. Ils recourront même à des funérailles fictives...

3. La guerre *contre* et *dans* l'UPC après le 1er Janvier 1960

- La chasse aux upécistes

C'est dans cette atmosphère répressive, ayant causé des centaines de morts et rempli les prisons, que notre pays sera déclaré 'indépendant' le 1er Janvier 1960. Dans cette ambiance de deuil, des Camerounaises et des Camerounais, militants de l'UPC, vont choisir de préparer la résistance au néo-colonialisme français adossé au parti au pouvoir.

L'une des premières mesures de Charles Assale, Premier ministre de Ahidjo, sera de suspendre les arrestations et libérer certains prisonniers upécistes. Mais la répression se poursuivant, les upécistes seront forcés à l'exil. À Accra, le président Moumié est excédé de les voir arriver si nombreux alors qu'il prépare sa rentrée au pays pour y intensifier la lutte armée. Il décide l'envoi des cadres upécistes dans les camps d'entraînement en Chine, au Vietnam, en Tchécoslovaquie, et dans les territoires libérés du FLN algérien.

L'assassinat du Dr.Moumié en 1960 par les services spéciaux français viendra compliquer de nouveau la situation de notre parti. D'un côté, les difficultés matérielles et financières augmentent et, de l'autre, l'indiscipline monte dans les rangs de l'UPC. À la fin de l'année 1961, le Président Ouandié est obligé de précipiter son entrée au maquis dans les circonstances suivantes : Singap Martin, nommé par Moumié après la trahison de Momo Paul, envoie par Fotso Samuel (un cousin de Tankeu Noé), un rapport critique vis-à-vis de la direction du parti, dont la photocopie se retrouve en dehors des instances centrales, ce qui irritera Ouandié et forcera son retour clandestin au pays.

Entre-temps, les militaires formés dans les pays amis sont revenus à Accra.. Certains d'entre eux, formés en Algérie, fuyant le carnage, trouveront 1000 raisons de ne pas rentrer au Cameroun. Ceux qui choisiront le retour n'auront pas les moyens de leur décision. Le premier contingent de militaires upécistes sera bloqué à Accra. Alors que l'on croit Ndeh Ntumazah à Conakry, où on le cherche en vain, il s'est déplacé en fait pour l'Europe et à Accra sa femme refuse de donner de l'argent aux militaires sans une 'procuration' de son mari. En octobre 1962, une réunion élargie des cadres du parti sera organisée dans la résidence de Ntumazah à Accra, avec pour but le retour des militaires au pays et la réorganisation du secrétariat administratif. Ntumazah remettra une partie des fonds de l'UPC, mais la même nuit, une bombe éclate dans sa résidence. Ce sont les 'événements d'Accra' qui démarrent.

Les jours qui suivront verront l'interpellation d'Abel Kingué d'abord, ensuite celles de Massaga et de Ndoh. À l'initiative de Ossendé, une déclaration signée 'Kingué Abel' condamne l'attentat. Mais quelques jours après, Kingue sera de nouveau interpellé et cette fois-ci écroué, en compagnie d'une centaine de cadres upécistes qui seront éparpillés dans les principales prisons d'Accra : 'James Fort', 'Aboba Camp' et 'N'sawan'. Le but recherché - empêcher le retour des militaires upécistes dans les maquis camerounais – est atteint.

Entre-temps, ayant rejoint le maquis, le Président Ouandié réorganise la direction du Parti en créant le *Comité Révolutionnaire*. Cette initiative est mal accueillie par Abel

Kingué qui ne se reconnaît que dans le *Comité Directeur*. Pour sa part, l'UDEFEC se positionne à équidistance des deux Directions. L'UPC est tiraillée donc à l'extérieur entre 3 pôles d'influence, et ainsi, victime de sa renommée, va-t-elle entrer dans sa phase auto-destructive. Les deux directions adverses, encouragées par les Etats qui défendent leurs propres intérêts, vont s'enliser dans une lutte fratricide.

À l'intérieur du Cameroun, la France installe son armée comptant plusieurs bataillons, un escadron blindé et des chasseurs-bombardiers. Les militaires vont mettre en oeuvre leur double expérience de guerre coloniale en Indochine et en Algérie. Les maquis upécistes sont affaiblis par manque de logistique. Les villages seront entièrement rasés, leurs populations déportées. Ceux qui s'obstinent à demeurer chez eux ou qui résistent sont assassinés. Les avions brûlent tout. Dans les forêts et rivières des cadavres pourrissent.

Malgré l'héroïsme de Ouandié, qui continuait de diriger la résistance armée, le peuple Bamiléké est décimé - sans réaction du monde 'civilisé'. Il faut ici rendre hommage aux valeureux combattants upécistes, les remercier pour le sacrifice de leur vie. Gloire à Singap Martin ! Gloire à Tankeu Noé ! Gloire à notre valeureuse jeunesse qui a affronté courageusement la mort dans le pays Babimbi !

On a parlé d'excès, de dérapages, dans l'action des maquisards upécistes. Mais quelle lutte armée n'en a pas connus : FLN d'Algérie, ANC d'Afrique du Sud, MPLA d'Angola, FRELIMO du Mozambique, PAIGC de Guinée-Bissau...sans revenir sur les 'bavures' de la Résistance française après la défaite de l'Occupant nazi.

- Les frictions internes

À l'extérieur du pays, la lutte armée pour un pouvoir upéciste reste l'objectif commun aux deux directions adverses qui optent pour l'ouverture de fronts militaires.

Ossendé Afana se rend le premier au Congo-Brazzaville. Depuis 1963, il a d'excellentes relations avec les

dirigeants de la toute récente 'Révolution', sympathisants des thèses de Pékin – aux antipodes de la 'Coexistence pacifique' prônée par Moscou, l'autre 'Camarade'. Ossendé compte un ami en la personne du Secrétaire Général Ambroise Noumazalaye - que l'on soupçonne d'entretenir des relations douteuses avec Elise Ossendé. Celle-ci est farouchement anti-Massaga qu'elle accuse de tous les maux, dont la mort de Moumié. Se faisant passer pour un Marocain, Ossendé se rend à Nsouanké pour préparer son action et il rencontre l'incontournable 'Tamar', belle-mère de 'Valentine' (Massaga).

Le Comité Révolutionnaire vient de recevoir le rapport du déplacement à Brazzaville de ses émissaires Njawe Nicanor et Ndongo Diyé. Ceux-ci estiment 'complexe' la situation de ce pays, mais avec certaines possibilités d'activités pour l'UPC, notamment concernant l'acheminement logistique jusqu'au maquis de Ouandié. Le CR décide d'envoyer Massaga pour cette mission. Entre-temps des spécialistes tchécoslovaques sont mobilisés et voyagent avec l'upéciste Tsala Pius dans le même avion pour Brazzaville, sans que celui-ci sache qu'ils sont là pour la même mission. Cependant, la Direction de l'UPC n'a pas pris toutes les mesures facilitant leur entrée au Congo-B : ils n'ont pas de visa. La présence des Tchécoslovaques à l'aéroport de Brazzaville est suspecte et attire l'attention des autorités. Même Agostinho Neto, le Président du MPLA, ne pourra rien pour eux. Seul le camarade Tsala, passant pour angolais, sera autorisé à séjourner. Notre parti perd ainsi l'important savoir-faire des spécialistes tchécoslovaques, aguerris pendant de la Seconde Guerre mondiale dans l'acheminement transfrontalier de l'armement.

L'UPC a été très active au Congo-B où elle a consolidé les liens de fraternité entre les peuples camerounais, congolais et angolais. Il faut toutefois reconnaître que la présence de forces militarisées dans la jeune République congolaise effervescente n'a pas été de tout repos. Les rivalités croissantes et les contradictions inter-congolaises au sein du MNR (le parti de la Révolution) n'ont rien facilité.

A Brazzaville, l'UPC a aidé à la neutralisation des espions anti-mulelistes. Pierre Mulele était un rebelle appuyé par Pékin

dans sa lutte armée visant la chute du pouvoir de Léopoldville (Kinshasa) déjà entre les mains du colonel Joseph-Désiré Mobutu. L'UPC développa une forte connivence avec le MPLA et le gouvernement congolais (Brazzaville). Ainsi, le légendaire Hoji ya Henda commandant du MPLA, était 'sécurisé' dans la capitale par les forces upécistes et passait la nuit chez le camarade Emock Elang Thomas dit 'Antonio da Costa'. Face à la menace de l'ex-sécessionniste katangais Moïse Tschombé, devenu Premier ministre du Congo voisin, de transformer Brazzaville en une commune de Léopoldville, les autorités congolaises firent appel aux militants de l'UPC. Mais notre parti n'a pas atteint son principal objectif qui était alors de redynamiser la lutte du peuple camerounais à partir du territoire congolais(B).

Le même groupe du MNR congolais qui donnait son appui à l'une des deux Directions de l'UPC menait simultanément la lutte contre l'autre ! L'UPC était ainsi à la fois aidée et neutralisée. Contrastant avec l'activité ouverte de la 'fraction Ossendé' - qui prit l'avion à Brazzaville pour rejoindre le Front -, les préparatifs du 'Groupe Massaga' pour le second front se firent dans la clandestinité - avec l'aide des Cubains de Fidel Castro. Si l'échec du camarade Ossendé a peu surpris à cause des défaillances de préparation et des moyens réduits dont il disposait, la débâcle du deuxième front mérite que l'on s'y attarde.

Les camarades du second Front se sont acheminés vers la frontière camerounaise à bord de camions loués. Alerté, le groupe anti-Massaga au sein du MNR - animé par Noumazalaye – a informé le gouverneur de la zone de Ouesso, Lambert Ngalibali, du passage de 'révolutionnaires' upécistes dans son secteur. L'un des camions – tous en piètre état – est tombé en panne et les combattants sont donc obligés de demander de l'aide au gouverneur Ngalibali qui profite de l'occasion pour signaler leur présence. En même temps qu'il leur fournit la pièce de rechange dont ils ont besoin, Ngalibali mobilise la population locale pour barrer le passage aux upécistes. Ceux-ci forceront les barrages. Mais le bruit est tel, dans cette région

frontalière infestée par la sécurité d'Ahidjo, que ce dernier finit par en être averti. La veille de la traversée de la frontière Congo-Cameroun, le petit groupe des Cubains est exclu - ce qui ne fait pas l'unanimité.

Les militaires upécistes se sont donné comme consigne de n'ouvrir les hostilités qu'après trois mois de présence à l'intérieur du pays. Mais cette sage décision ne sera pas respectée par manque de discipline. Leur présence sera trahie par un exploitant forestier français qui alertera par radio les autorités du coin.

Lorsque les combattants reviendront au Congo-B après l'échec du second front, les rapports de force ont changé au sein du MNR et le Pouvoir n'est plus le même. De son côté, Ahidjo exige la peau des combattants. Devenu Président du Congo, Marien Ngouabi expulsera Woungly Massaga, convaincu qu'il est un agent des services secrets occidentaux. Quelque temps après, certains combattants upécistes, invités à rentrer au pays, seront assassinés par Ahidjo. La parenthèse congolaise se fermera ainsi, tandis que le Président Ouandié, dépourvu de logistique, continue la résistance armée jusqu'au moment où, trahi et contraint à la reddition, il va à la mort.

On doit rechercher les causes de l'échec de l'opposition camerounaise aujourd'hui, car ce pays ne s'est pas endormi après le 1er janvier 1960 pour se réveiller seulement en 1990. Les femmes et les hommes ont fait des choix. Certains ont cautionné ou participé à la gestion UC-UNC-RDPC, d'autres ont choisi la Résistance, le Maquis ou l'exil. Cette Histoire de notre pays, certains n'aiment pas se la rappeler, tandis que ceux qui ne 'prennent pas position'- se dérobant ainsi à leurs responsabilités citoyennes - seront les mêmes qui participeront directement ou non, demain, à la falsification de l'Histoire actuelle de notre pays.

II.

FACE AU MARASME ET AUX DANGERS DE L'ERE BIYA

Amnésie du Passé, amalgame entre vrai et faux, absence régionale sidérante malgré les guerres dévastant toute l'Afrique Centrale depuis les 'ouvertures démocratiques' de 1990 et la chute des Partis-Etats, le régime du 'Renouveau'/Biya n'est pas seulement inapte à conduire le Cameroun, il porte en lui des dangers d'implosion nationale. Pour se maintenir à tout prix au pouvoir, sa nocivité – tribalisme, répression et corruption - n'a d'égale que son immobilité morbide tant sur les plans intérieur qu'extérieur.

Face au marasme général du pays, l'UPC propose à la véritable Opposition une alliance stratégique efficace – un Front Uni – pour remporter les élections et passer enfin à l'étape nécessaire de la reconstruction nationale.

Nous allons passer en revue les éléments, causes ou conséquences, participant du mal camerounais, de l'intérieur vers l'extérieur.

1. RDPC = amalgames, mégestion, répression

- Banalisation, amalgames, mensonges

Le '*Renouveau*' du Président Biya a réussi à tout banaliser dans notre pays : la pratique du Bien agir est sans importance,

tandis que le Mal agir passe inaperçu. Le gouvernement UC-UNC-RDPC, principal organisateur du pillage du pays, parle de 'lutte contre la corruption' et 'bonne gouvernance', alors qu'il dirige le peloton des gouvernements les plus corrompus de la planète ! Les élections ? A quoi servent-elles si le RDPC les gagne toutes à l'avance ! Le gouvernement met tout en scène pour démobiliser les populations et, à l'inverse, rien n'est fait pour intéresser le citoyen à la chose publique. Et si l'on parle d''Opposition', il est dit tout simplement qu'elle 'a échoué', qu'elle 'ne vaut rien', et que toutes ses composantes se ressemblent, se valent. Tout est donc confondu et banalisé. Pourtant Fru Ndi, Ndam Njoya, Kodock, Tchameni, Ekanè, Moukoko Priso, Ekindi, Hameni Bieleu, Hogbè Nlend, Bouba Bello, Mack-Kit, etc. représentent des réalités et des pratiques politiques fort différentes. Il peut fort bien exister des similitudes dans les comportements de ces divers acteurs politiques, mais pas jusqu'à les confondre tous. À qui profite donc cet amalgame ?

Les Camerounais savent que la plupart des pseudo 'poids lourds' de l'Opposition sont des 'revenants' : ex-ministre de Ahidjo, ex-secrétaire d'État d'Ahidjo, ex-ministre de Biya, ex-haut cadre de l'UNC-RDPC, ex-fonctionnaire de la Sécurité d'État... Mais, chez nous, le passé des hommes politiques ou des politiciens, leur comportement au quotidien, rien ne compte. La morale, l'éthique politique ? Pure invention occidentale, pensent certains.

Progressivement, le Pouvoir chez nous s'efforce de créer un monde artificiel, sans mémoire, ni valeurs ni principes moraux. Le loup est traité comme l'agneau, car le loup d'hier serait devenu un agneau ! Il ne s'agit pas de nier les capacités de changement et d'adaptation de l'homme, mais il faudrait plutôt valoriser l'homme et ses choix dans le temps, et rester vigilant face aux 'métamorphoses' opportunistes. Aujourd'hui, le Cameroun entier scrute les cadres patriotes du RDPC pour l'important rôle qu'ils doivent jouer dans le dénouement de la crise du pays, car demain, certains cadres de ce parti rejoindront l'UPC. L'Opposition ne doit pas être un refuge d'aigris et d'ex-

Système, car être opposant c'est avant tout une conviction, une force ancrée profondément dans son intérieur : un loup recouvert de la laine de l'agneau reste un loup.

Car au Cameroun, tous le savent : on triche et celui qui triche, celui qui vole, celui qui corrompt, 'réussit' et est porté aux nues ! Alors que celui qui combat cette perversion des valeurs qui honorent l'humain, est considéré comme un 'extra-terrestre', un fou. On triche sur tout et partout. Rien n'est épargné, même l'Histoire du Cameroun – nous l'avons vu précédemment. L'UPC - dont l'enracinement populaire, la force, la richesse résident dans son histoire, souffre de cette situation car elle n'a pas encore les moyens ni eu l'occasion de faire découvrir aux militants d'aujourd'hui, au peuple tout entier, aux nouvelles générations, ce que le parti fut et ce qu'il peut être pour notre pays et notre Continent. Comment les Camerounais nés après 1960 pourraient-ils savoir ce qu'a été l'itinéraire de leur patrie alors que le nom des héros de l'Indépendance et de la Liberté leur est largement inconnu, car nulle avenue, nul boulevard, nulle école, nul quartier, nulle ville, etc. n'ont été nommés d'après ces martyrs !

Ceux qui nous gouvernent dissimulent les causes profondes de la situation actuelle du pays. Même 'l'Opposition' - en réalité sécrétée par l'UNC-RDPC - n'a pas de culture politique et fait 'comme si' la lutte pour le Cameroun nouveau et démocratique n'a débuté que dans les années 1990 ! Mensonge ! Ainsi notre peuple, notre jeunesse sont-ils désorientés, paralysés par ce vide qu'ils sentent sous leurs pieds, anesthésiés par les hypocrisies officielles de tout acabit. Convaincus que l'UNC-RDPC et l'Opposition camerounaise agissent de la même façon, dans le même but, qu'ils 'font la même chose', qu'ils sont 'tous des menteurs, des voleurs, des corrompus, des tribalistes'..., les jeunes Camerounais sont démobilisés. Voilà une posture redoutable pour consolider la démocratie chez nous, elle qui a déjà tant de mal à s'imposer.

Evidemment une telle vision de la classe politique camerounaise peut se comprendre, eu égard aux déceptions et frustrations d'un peuple désenchanté depuis longtemps par la pratique négative et répressive du long régime UNC-RDPC.

Mais concernant l'UPC qui, pour sa part, n'a connu que la répression, l'exil et la clandestinité et jamais le Pouvoir, il est inadéquat de l'accuser de tous les maux car notre parti n'a jamais volé, n'est pas corrompu, ne triche pas et n'est pas tribaliste. L'UPC n'a jamais jusqu'ici fait partie d'un quelconque gouvernement, ni même de l'Assemblée Nationale. Elle a les mains propres.

- Gestion véreuse et Terreur significative

La tare la plus visible du RDPC, c'est sa gestion désastreuse du pays depuis plus de quatre décennies, avec toutes les conséquences que nous subissons aujourd'hui : précarité généralisée, misère galopante, grandes pandémies et endémies non contrôlées, chômage, insécurité officialisée, corruption institutionnalisée et évidemment répression forcenée de toute critique voire de la moindre résistance...

Concernant les finances publiques, les dirigeants camerounais, par incompétence, par manque d'amour-propre et de patriotisme, dilapident des milliards, pour ensuite se mettre à mendier des millions, avec la bénédiction des pays étrangers 'amis', qui favorisent la mauvaise gouvernance et le pillage de nos richesses. Des milliards sont volés par les plus hauts dirigeants de notre pays, et toute leur politique se résume à la gymnastique minable d'insertion du Cameroun sur la liste des pays les plus pauvres ! Quelle humiliation pour un peuple fier, travailleur, brave et méritant, qui bénéficie d'un territoire bourré de richesses mais hélas est taré lourdement par une direction carrément anti-nationale. Car le Cameroun n'est pas un pays pauvre, s'il souffre c'est uniquement d'être pillé et galvaudé par ses gouvernants.

Le RDPC est un parti taré d'office de par son héritage : l'UC devenu UNC du sinistre Ahidjo, qui permit par les 'accords militaires' passés avec la France l'extermination des indépendantistes, à laquelle ses militants participèrent. Le RDPC est l'alter ego de l'UNC, de ce groupe d'individus qui,

au temps des Um, Moumié et Ouandié, ont choisi de combattre les armes à la main l'indépendance de leur pays, participant ainsi aux massacres des Camerounais. Après cette trahison sanglante, le RDPC a persisté en signant encore d'autres 'accords militaires franco-camerounais' de la même veine.

Concernant la répression biyiste, l'exil forcé de certains compatriotes révèle, s'il était besoin, la marque indélibile d'une dictature. Ce que vivent les populations ces derniers temps est encore plus révélateur de la violence d'Etat à travers ses forces de l'ordre et ses paracommandos. Les Camerounais sont soumis en permanence aux rafles, aux violences et viols quand ce ne sont pas des exécutions sommaires, extra-judiciaires, avec des cadavres trouvés au matin... Les coupables appartiennent ausdites 'forces de l'ordre', qui pratiquent impunément sur les civils pillage, racket, torture quelquefois jusqu'à ce que mort s'en suive... Des fosses communes parsemaient déjà notre pays au temps colonial et sous la dictature Ahidjo, Biya suit donc ses maîtres à penser en la matière.

Si le Cameroun a toujours vécu cet état de violence exercé contre le peuple dit aussi 'Etat d'exception', Biya a encore innové dans ce domaine avec le *'Commandement opérationnel'* de la Gendarmerie, aux attributions mal définies mais de type éminemment fascisant. Le régime UNC-RDPC craignant le peuple, auquel il a subtilisé l'indépendance, s'accroche ainsi au pouvoir par tous les moyens, alternant démagogie et terreur.

Parce que les milliers de morts camerounais ne pèsent rien face aux intérêts des intérêts des puissances occidentales, la 'Communauté Internationale' – si mal nommée – bien avertie de ces exactions reste muette. Comme elle est restée silencieuse hier, durant la lutte ensanglantée de l'UPC pour la conquête de l'indépendance camerounaise... Hier, les Camerounais étaient sacrifiés sur l'autel de la Guerre Froide, aujourd'hui les âmes onusiennes ou européennes 'bien pensantes' rétorquent en temporisant à notre demande d'appui véritable à la démocratisation chez nous. Car la situation en Afrique Centrale étant 'explosive' – alors que l'implosion de la Sous-Région a déjà eu lieu depuis belle lurette ! -, 'il faut éviter au Cameroun

de tomber dans le même gouffre'. Comme si l'ornière où git notre pays n'était pas le premier palier vers le même gouffre...

2. Tribalisme, Régionalisme, Sécessionisme

La télévision montre souvent des 'images du monde', où des populations s'entredéchirent pour diverses mauvaises raisons – de nos jours le plus souvent ethno-religieuses, mais aussi causées par des problèmes d'occupation de la terre ou de partage de l'eau. En fait le politicien n'est pas loin derrière pour instrumentaliser 'sa région' ou 'ses congénères', quel qu'en soit le prix à payer par les concernés sur le terrain. Et il est fort cher la plupart du temps. Tout patriote véritable ferait n'importe quoi pour éviter ce malheur à son peuple et au pays tout entier. Mais au Cameroun, il semble que les dirigeants trouvent leur compte dans ces altercations sanglantes entre nationaux...

Le Cameroun, cette 'Afrique en miniature', est reconnu pour sa diversité naturelle et ethno-culturelle – la complémentarité de sa géographie, de son climat, de ses populations est – plutôt pourrait constituer une chance – pour notre pays. Or les ennemis de notre peuple insistent pour faire de notre diversité la source de haines et de divisions dangereuses voire explosives.

Depuis l'indépendance, le Cameroun a été aux mains des dictateurs, Ahmadou Ahidjo puis Paul Biya.

Sous Ahidjo le sanguinaire, natif de Garoua, pour réussir le plus souvent il fallait avoir des accointances *aladji*, et l'apparence la plus 'nordiste musulmane' possible. Le chanteur populaire Jean Bikoko dit 'Aladin' dut aller s'expliquer à la Sedoc (Sécurité d'État), pour sa chanson '*Chaque chose a son temps, les Haoussas aussi ont leur temps*'. Titulaire d'un certificat d'études primaires, le Camerounais originaire du Nord pouvait voir s'ouvrir des portes que même le baccalauréat n'ouvrait pas à ses compatriotes des autres régions camerounaises. Ahidjo disparu, la 'préférence nordiste musulmane' s'est

volatilisée, laissant nos populations du Nord aussi dépourvues d'ailleurs que du vivant d'Ahidjo !

Sous Biya, le 'prince-dictateur' de Mvomeka, en pays béti, on parle de '*bétisation*', car après les élus du clan nordiste, c'est au tour des élus du clan sudiste, 'les Béti ', de passer à la soupe. Les 'Bétis du Président' se taillent ainsi la part du lion aux ripailles nationales sur le dos des populations. Quand le peuple camerounais chassera le fils de Mvondo du Palais d'Etoudi, Biya s'en ira, mais la communauté Béti, elle, restera dans la même pauvreté qu'elle a toujours connue.

L'UNC-RDPC est constituée d'un groupe d'individus, ressortissants de la plupart des régions du pays. Ils s'enrichissent depuis plus de quatre décennies, tandis que notre peuple, du Nord au Sud et d'Est en Ouest, gémit dans la misère et les maladies. Lesdits 'individus' – qu'ils soient d'origine *béti bamiléké, bassa, sawa, bamoun,* etc. - s'entendent comme larrons en foire, en se partageant les miettes lancées par leurs 'patrons' étrangers. Tous s'enrichissent ainsi de façon faramineuse et surtout crapuleuse, pendant que nos populations se paupérisent à un rythme accéléré.

Depuis l'indépendance, une certaine élite anglophone - ayant trahi les aspirations les plus lointaines des '*Southern Cameroons*' - s'est toujours bien 'alimentée', parallèlement à ses acolytes de l'UNC-RDPC. Ces mêmes individus s'activent encore aujourd'hui à exploiter la pauvreté, le dénuement, l'ignorance des populations locales, captives de leurs élites, instrumentalisées et sacrifiées dans des soulèvements dont elles ne savent ni les tenants ni les aboutissants.

- Le SDF et la sécession

Face au problème vital de *l'unité nationale*, le SDF – puisqu'il s'agit bien de ce parti – par le canal de son leader et Président John Fru Ndi – présente ainsi le mouvement sécessionniste SCNC qui s'acharne à diviser le Cameroun : « Moi-même, j'en suis membre, je suis le conseiller du SCNC. D'après ce qu'ils ont décidé à Buea, il n'y a aucun anglophone

dans le RDPC, ou dans le SDF, qui n'appartienne pas au SCNC. Tous les anglophones sont dans le SCNC. Moi-même je suis du SCNC, je veux que ça soit clair ». Une gaffe ou un chantage à la John Fru Ndi ? A moins qu'il ne s'agisse d'un populisme, d'un opportunisme extrême, démontrant l'irresponsabilité d'un politicien plus que dangereux. Le 'Chairman' veut banaliser ainsi son adhésion au SCNC. Qu'une cause comme la sécession de notre pays bénéficie de l'adhésion du RDPC et du SDF - et qu'on puisse s'en targuer ! -, voilà une révélation publique de taille ! Imaginez un seul instant le scandale que provoquerait l'appartenance revendiquée d'un dirigeant de grand parti européen en France ou en Espagne, au mouvement séparatiste basque, breton ou corse !

Pourtant, il est des causes qui devraient mobiliser toutes les élites et le pays entier, des causes plus importantes que les couleurs ou les sigles des partis, des causes nobles et valeureuses telles la souveraineté nationale, l'unité nationale, le progrès matériel et culturel de toutes les populations du pays... ou encore la défense de ce symbole de la Nation camerounaise qu'est le Cardinal Tumi ou bien sûr l'avenir de nos jeunes et fougueux footballeurs '*les Lions Indomptables*'.

La présence de l'UNC-RDPC dans le SCNC ne nous surprend guère, cohérence oblige - rappelons-nous que ce parti a lutté contre *l'Indépendance & la Réunification* de notre pays. Les upécistes anglophones n'ont rien à voir avec le SCNC : notre peuple a une mémoire et une histoire difficiles à altérer, car toutes deux ont été écrites, il n'y a pas si longtemps, avec son sang, le sang des patriotes. *L'Indépendance & la Réunification* ont coûté très cher aux populations du Cameroun, nous l'avons vu précédemment, des centaines de milliers de vies, *Southern Cameroons* inclus. Nous honorerons la mémoire de tous ces patriotes tombés en barrant la voie à ceux qui voulaient et veulent encore diviser notre pays. Les upécistes doivent mobiliser le peuple camerounais pour commémorer la victoire du 1er Octobre 1961, afin que ses ennemis - qui ont perdu lors de la *Réunification* - ne reprennent pas aujourd'hui ce qu'ils n'ont pu obtenir en Octobre 1961. Car, lors de la lutte pour la Réunification, il y avait un courant sécessionniste

minoritaire qui a survécu, et ensuite bénéficié de la gestion désastreuse de l'UNC-RDPC à travers la politique ahidjiste de division et désunion nationales. Ce courant tente encore d'exploiter la misère et l'exclusion des populations.

Quant au SDF 'dans le SCNC', c'est une autre affaire. La petite phrase de son 'Chairman' est antinationale, inacceptable pour le parti d'envergure nationale qu'il prétend être. Cette posture dangereuse doit être combattue sans tarder. Démuni de tout principe, le SDF court vers un seul but : le pouvoir à tout prix ! Toute opportunité, tout opportunisme est bon à prendre ! Ayant bénéficié de l'appui populaire upéciste, il s'est empressé de recruter dans ce milieu pour, ensuite, faire la cour à nos dirigeants afin qu'ils adhèrent...au SDF ! Fru Ndi est mutique lorsque le pouvoir néocolonial écrase l'UPC, car il craint une UPC forte. Voilà qui traçait bien les limites de nos alliances électorales d'Octobre 1992.

- Le 'problème bamiléké' ?

À partir d'une réalité concrète et reconnue comme telle, c'est-à-dire le dynamisme et la débrouillardise du peuple Bamiléké, les divisionnistes et autres politiciens semeurs de troubles ont créé et tiennent encore à alimenter de tout bois le 'Problème Bamiléké'.

Les hauts dirigeants du Cameroun, kleptocrates et incompétents, ont fait de leur pays l'un des plus appauvris de la planète. La 'gymnastique' quotidienne, les humiliations permanentes et autres compromissions des entrepreneurs et hommes d'affaires locaux pour parvenir à survivre – même pas à prospérer ! - ne sont plus un secret d'alcôve depuis longtemps. Parmi ceux qui arrivent malgré tout à s'en sortir, on trouve nombre de Bamiléké. L'habilité, et surtout la solidarité communautaire de nos compatriotes bamiléké, et leur réussite sociale provoquent l'envie, la jalousie des autres – pour les moins concernés - mais aussi la crainte et la hire des concurrents. Ce qui a contribué aisément à susciter - pas tout à fait 'naturellement' il faut le souligner - la 'bamiphobie'

ethniste fortement ressentie au Cameroun. Les médias en ont rajouté pour manipuler cette 'différence'.

Le même 'dynamisme' de ses populations a fait du pays bamiléké l'un des grands bastions de notre lutte historique contre le colonialisme français et ses collaborateurs locaux. Les Bamiléké ont été en effet à l'avant-garde du combat nationaliste et patriotique, en lui fournissant ses principaux dirigeants politiques et les chefs militaires de l'ALNK, son armée de libération. On ne peut donc pas envisager un quelconque avenir pour un Cameroun libre, indépendant, intégré économiquement et politiquement dans la Sous-Région, sans la participation prépondérante du 'génie' bamiléké. Il faut le dire haut et fort : le dynamisme bamiléké est un moteur sans égal du dynamisme camerounais tout entier, l'un des piliers fondamentaux du développement national, et une source de fierté légitime pour notre pays, pour tout notre Continent !

Mais au lieu de faire de notre diversité une richesse à nulle autre pareille, les dirigeants camerounais anti-patriotes en font une source de jalousie, de haine, d'opposition feutrée ou violente entre nos populations qu'elles instrumentalisent ouvertement et sans vergogne, au risque de provoquer bientôt un ou des génocides à la façon rwandaise ou burundaise - pour ce qui a trait à l'Afrique Centrale...

'Diviser pour Régner' : le gouvernement néocolonial camerounais 'produit du tribalisme', et autres divisions à l'échelle locale, régionale, nationale, uniquement dans le but de se maintenir au pouvoir ! Tous les Camerounais le savent. Le peuple averti connaît dans son tréfonds la manière de combattre et vaincre ceux qui veulent sa division, sa perte. Sa mémoire est bonne et l'histoire récente est source de grands enseignements. Mais pour l'heure, hélas, prisonnier d'un État menteur, voleur, démagogue ou brutal selon les cas, il temporise encore. Pour tous les peuples du monde, leur libération de la tutelle coloniale, aristocratique, théocratique ou la mise à bas d'un tyran quelconque, a été ou constitue encore un motif de fierté nationale. De plus, la lutte de libération a créé en général une forte dynamique d'unité nationale. Le même cas s'est passé au Cameroun. L'Union des Populations du Cameroun, grâce à son

mot d'ordre *'Indépendance immédiate & Réunification'*, a mobilisé les populations dans la lutte *'Un seul Cameroun pour Tous'*, qui a engendré une dynamique irrésistible d'union nationale ayant profondément marqué notre peuple. Seulement cette force potentielle n'a jamais été exploitée par les dirigeants camerounais, et pour cause : ils craignaient avant tout l'unité populaire du Nord au Sud et d'Est en Ouest qui les aurait fait chuter irrémédiablement et sans tarder. Ces usurpateurs du pouvoir populaire ont donc opté pour l'amnésie générale, en décrétant l'oubli de tout ce qui s'est passé dans notre pays *avant l'indépendance*, et notre peuple s'est carrément vu dépouillé de son arme défensive et offensive la plus efficace : l'union nationale. Il n'est pas anodin que l'appellation de notre Parti soit celle-ci : *UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN.*

Les upécistes de toutes les régions du pays - Béti, Sawa, Bamiléké, Bafia, etc. - doivent tous, *comme un seul être*, se mobiliser et se transformer en *upécistes bamiléké* lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts des Bamiléké villipendés ou attaqués; de même qu'ils doivent tous se transformer en *upécistes sawa* quand il s'agit de défendre les intérêts bien compris des Sawa, et ainsi de suite... Tout comme ils doivent d'ailleurs tous 'devenir' des *anglophones* pour défendre le *Southern Cameroons*, manifestant ainsi leur patriotisme upéciste, cet amour véritable de la Nation camerounaise. N'oublions pas que l'upécisme est essentiellement un humanisme, source de solidarité et fraternité, car nous sommes tous enfants du même pays de nos ancêtres que nous devons transmettre 'en bon état' à nos enfants ! L'Union des Populations du Cameroun est un grand parti, parce qu'il veut un Cameroun moins étriqué que la plupart des autres organisations politiques, et qu'il lutte pour une Nation toute entière unie donc forte.

D'une part, il est évident que chacun de nous est né quelque part et que personne ne peut se targuer d'avoir 'choisi' de naître Sawa plutôt que Beti ou Bamiléké, d'autre part, on ne peut prétendre être défenseur du peuple camerounais quand on n'est même pas capable de défendre les intérêts de son propre

village. Voilà deux postures complémentaires plus que contradictoires. Un pays aussi varié et divers que le nôtre, s'il veut se développer, nécessite de bander toutes ses énergies – locales et nationales. Nos populations ont toutes besoin les unes des autres, elles doivent à la fois *donner* et *recevoir*, chacune transmettant aux autres ce qu'elle a de meilleur et apprenant des autres ce qui lui fait défaut. Cette complémentarité est le sel du monde vivant. C'est seulement ainsi que nous pourrons édifier le Cameroun de nos rêves.

Restons vigilants vis-à-vis de ceux qui essayent d'exacerber nos différences et faire de certaines de nos populations des étrangers dans leur propre pays. L'*exclusion* est devenue une banalité pour justifier les pogroms de demain. Chassons-la, combattons-la, effaçons-la sans répit, à chaque fois qu'elle se manifeste, comme les termites dans le bois de notre maison qui risque sans cela de s'écrouler sur notre tête. Les exemples hélas qui nous entourent partout dans l'Afrique actuelle nous avertissent des dégâts humains et matériels, des souffrances endurées par les populations victimes de la manipulation guerrière de leurs élites et des conséquences politiques néfastes à moyen et long termes.

À l'ère de la 'Globalisation', au moment où ce sont les grands ensembles qui comptent réellement, seulement une Afrique des Grandes Régions autorisera enfin le démarrage et la progression de ses populations. Or, les ennemis du peuple camerounais s'obstinent à le dévoyer, à le divertir dans des luttes intestines dangereuses...

L'upécisme, l'expression la plus fidèle du nationalisme et du panafricanisme camerounais, demeure l'outil le plus sûr pour combattre le tribalisme et toutes autres divisions fomentées à l'encontre du peuple camerounais et à son insu. L'UPC reste le parti garant de notre indépendance, de notre unité nationale et de notre intégration régionale.

3. Vacance régionale ou Panafricanisme ?

Mais où en sommes-nous donc de l'intégration régionale ? Où se situe le Cameroun dans cette Afrique Centrale ? Tout y bouge, tout s'ébranle autour de nous, mais le Cameroun lui que fait-il : il reste coi ! La Sous-Région dans laquelle est inscrit le Cameroun bouge beaucoup et dans tous les sens, mais l'Etat du Président Biya est muet là-dessus, comme absent. Que cache cet apparent désintérêt ? Quel sont les enjeux véritables de notre Etat en Afrique Centrale et Australe ? La politique de la 'chaise vide' est-elle payante ? Comment devrait réagir l'opposition – dont l'UPC fait partie – face à cet immobilisme morbide ?

Voyons d'abord les 'grandes' 'turbulences' régionales et leur détail.

La guerre en Angola a mis près de trois décennies à s'éteindre (2002). En Ouganda, le parti NRA de Yoweri Museveni, appuyé sur les forces tutsi rwandaises en exil, a pris les rênes depuis bientôt deux décennies (1986). Le Rwanda a subi le génocide massif de ses Tutsi (avril 1994), perpétré par la partie majoritaire hutu instrumentalisée par le pouvoir d'Habyarimana, et un nouveau pouvoir politico-militaire en est sorti : le FPR/APR (Armée Patriotique Rwandaise) du Général-Président Paul Kagame. Précédant le génocide des Tutsi rwandais, le putsch militaire sanglant dirigé contre le premier Président burundais hutu élu, Melchior Ndadaye (octobre 1993), a réouvert le cycle du retour au pouvoir exclusif des Tutsi à Bujumbura. Au Zaïre, à la sortie peu glorieuse du Maréchal-Président Mobutu vaincu par la 'guerre-éclair' de l'AFDL kabiliste, ont succédé l'arrivée au pouvoir du 'revenant' *mai mai* Laurent-Désiré Kabila, appuyé par les troupes de l'Angola, du Rwanda, de l'Ouganda, de la Tanzanie, entre autres Etats 'alliés', et la proclamation d'une nouvelle 'République Démocratique du Congo' (mai 1997). Tandis qu'en face, au Congo-Brazzaville, des affrontements internes violents ont mis fin au régime du Président Pascal Lissouba

(1997). Puis à nouveau la guerre civile a repris en R-D Congo (1998) – encore une fois venue de l'Est (Kigali et Kampala) mais dirigée cette fois contre l'ancien protégé Kabila, tandis que le Congo voisin n'était pas encore 'calmé'.

L'Afrique est en flammes depuis les années 1960, avec les sécessions et rébellions du Congo-Léopoldville (Kinshasa), la sécession du Biafra (Nigeria), les luttes de libération en Afrique australe pour se débarrasser des colonialismes portugais (Guinée-Bissau, Sao Tome & Principe, Angola, Mozambique), afrikaaner-anglais (Afrique du Sud, Namibie), britannique (Rhodésie du Nord et Rhodésie du Sud) - l'Algérie s'étant débarrassé finalement du joug français en 1962. Mais les deux dernières décennies ont aligné encore d'autres guerres – intestines - tout aussi dévastatrices et violentes. Jamais notre Continent n'a connu autant de conflits armés. Les peuples africains, écrasés, déchirés, ne savent plus vers où ni vers qui se tourner pour les sortir de cet enfer.

Au fil des années 1970, 1980, 1990, et jusqu'en ce début du XXI ème siècle, s'alignent déjà des millions de morts, handicapés à vie, déplacés, réfugiés. Les pays qui souffrent des effets à retardement de la guerre prolongée qui les a embrasés, sont pêle-mêle le Soudan, l'Angola, le Tchad, l'Ethiopie, l'Erytrée, la Somalie, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone, le Liberia, le Congo-B, le Congo-K, et plus récemment le Centrafrique, la Côte d'Ivoire... Les Etats africains impliqués de gré ou de force dans les conflits armés de leurs voisins sont pêle-mêle l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi, le Zimbabwe, l'Angola, le Tchad, la Namibie, le Nigeria, le Burkina Faso, le Sénégal, la Guinée-Conakry, la Zambie, l'Afrique du Sud...

Les puissances occidentales, elles, s'y penchent de loin en loin - sauf quand il s'agit de fournir l'armement aux divers belligérants ou d'installer un nouveau régime. Ce sont évidemment les USA et leur allié britannique, la France et la Belgique toujours à la recherche de leurs Empires perdus. D'autres grandes ou ex-grandes et moyennes puissances interviennent aussi – l'ex 'Camp Socialiste', la Chine Populaire.

Voyons de plus près quelques-uns de ces conflits régionaux qui ont dévasté et dévastent encore l'Afrique centrale.

- L'Angola après 40 ans de guerre

La guerre civile, démarrée en 1974, alimentée par la Guerre Froide et surtout par l'Afrique du Sud de *l'apartheid*, a eu comme conséquence de faire émerger l'une des armées les plus puissantes du Continent : les FAPLA (Forces Armées du MPLA, parti au pouvoir depuis la déclaration d'indépendance en Novembre 1975). Ayant sévi sur quasiment trois décennies, l'affrontement impitoyable entre les trois belligérants (MPLA, FNLA, UNITA) n'a pas eu d'égal en violences – jusqu'ici – sur le Continent. Grâce aux deux grandes puissances mondiales - à l'époque l'URSS et les USA - les armes militaires les plus sophistiquées, les plus meurtrières ont été utilisées par tous les belligérants. Résultat : des centaines de milliers de morts, des handicapés à vie, des déplacés et des réfugiés dans un pays défiguré par la destruction massive de toutes ses infrastructures. Sans oublier évidemment le traumatisme psychique général subi par tout un peuple ... Une guerre causée par l'appétit exclusif des richesses nationales (pétrole, diamant, et autres potentialités).

S'ajoutent aux quelque 30 ans de guerre civile impitoyable, les 13 années précédentes de guerre anti-colonialisme portugais, soit un total de plus de 40 ans de violences armées, avec leur cortège impressionnant de victimes et déprédations. La guerre angolaise s'est tellement installée dans les esprits, qu'elle s'est banalisée. Elle a même été oubliée par le reste du monde, en particulier par l'Occident à la fois donneur de leçons et pourvoyeur d'armes ! Du moment que les puits de pétrole *off shore* sont 'sécurisés', que le diamant sort en quantité et peu cher, il n'y a pas de quoi s'inquiéter. Au contraire... L'Angola partage une longue frontière passoire avec la R-D Congo (non loin des mines de diamant angolais), et une plus courte frontière au Cabinda avec le Congo-Brazzaville (proche des gisements

pétroliers *off shore*). Dès lors, on comprend la préoccupation des dirigeants angolais face à l'instabilité politique et militaire de ses deux voisins et en dernière instance son implication dans leurs conflits internes.

Malgré la pression considérable qu'a fait peser la guerre sur toute la vie nationale, l'Angola indépendante a accompli son devoir de solidarité envers les autres luttes de libération qui devaient en principe converger vers une Afrique indépendante et unie. L'Afrique lui doit ainsi les indépendances du Zimbabwe, de la Namibie et la chute de l'*apartheid* en Afrique du Sud.

- La R-D Congo occupée par le Rwanda et l'Ouganda

La *République Démocratique du Congo* (ex-Zaïre), reconnue au niveau international comme un Etat souverain membre des Nations Unies, membre de la Communauté Economique des États d'Afrique *Centrale* (du temps de Mobutu) puis *Australe* (L-D Kabila entrera dans la SADEC). Une RD-C où subsistent quantité de problèmes irrésolus : démocratie, citoyenneté, stabilité politique, reprise économique, mais aussi rapports avec les Etats voisins. Une RD-C qui abrite encore – voire utilise les diverses rébellions sanctuarisées chez elle - génocidaires rwandais *(miliciens interahamwe)*, rebelles burundais hutu des FNL, rebelles ougandais de la LRA, rebelles soudanais de la SPLA, rebelles centrafricains du général Patassé et, jusqu'à la mort de Jonas Savimbi en 2002, rebelles angolais de l'UNITA...

En 1996, le Rwanda et l'Ouganda ont décidé d'investir militairement le Zaïre de Mobutu pour sécuriser leurs frontières passoires d'où provenaient effectivement les attaques régulières et meurtrières de leurs rébellions respectives contre les régimes de Kagame et de Museveni mais aussi contre les populations locales. Leur 'promenade de santé' s'est rapidement terminée en triomphe à Kinshasa, avec l'installation de leur 'poulain', le katangais L-D Kabila. A peine plus d'un an après, la lune de miel se termine brutalement avec le renvoi par Kinshasa des

militaires de Kigali très (trop) impliqués dans la direction de la R-D Congo. Cette fois, sous prétexte de 'garantir la sécurité de leurs frontières', les ex-alliés de Kabila agressent le pays au Nord, à l'Est et jusqu'à l'extrême Ouest sur la côte atlantique. Cette seconde 'épopée' militaire des nouveaux *kadogos* congolais (enfants-soldats) et de leurs parrains s'achèvera par un fiasco à l'Ouest et par une double occupation étrangère de plus de la moitié du territoire national - sous couvert de 'rébellions' multiples et scissipares. Ce qui causera des millions de déplacés, réfugiés, et surtout des centaines de milliers de victimes directes ou indirectes de cette guerre - sans affrontements militaires sérieux -, ainsi que la mise en coupe réglée des richesses minières et agricoles du pays. Le (très) bref passage au pouvoir de *M'zee* L-D Kabila aura-t-il été moins dévastateur pour son pays que le régime mobutiste, c'est à voir. Le conflit opposant Kinshasa à Kampala, et surtout à Kigali, ne pouvait-il, ne peut-il vraiment se résoudre que par les armes ? On en doute fort à voir les alliances contre nature et in extremeis qui se sont nouées et dénouées tout au long du conflit, jusqu'aux accords boîteux forcés par la 'Communauté internationale', en l'espèce ceux signés à Prétoria, donc sous médiation sud-africaine, dits '*Accord Inclusif et Global*'.

Le Rwanda et l'Ouganda ont de très bonnes relations avec les USA et ainsi tandis que leurs économies bénéficient de prêts fort avantageux du FMI, de la Banque Mondiale ou de la Communauté Européenne, leurs armées elles bénéficient de l'équipement militaire le plus sophistiqué. Derrière les deux Etats agresseurs se profile l'agressivité économique et politique de Washington et de ses alliés britanniques et autres. Plus modestement, la France se veut la conseillère de 'l'entente cordiale' sur le partage du pouvoir - entre Hutu et Tutsi - à Bujumbura comme à Kigali. La France 'parraine' lourdement le jeune Président Joseph Kabila arrivé de façon impromptue sur 'le trône' après l'assassinat de son père à Kinshasa (2001).

L'ex Zaïre – 'scandale géologique' mais aussi 'ventre mou de l'Afrique'- sous régime mobutiste abritait la rébellion de l'UNITA. Entraînement militaire, appui logistique, soutien diplomatique étaient de règle entre les deux complices : le

Maréchal Mobutu Sese Seko et Jonas Savimbi. Ce qui explique aisément que le MPLA au pouvoir en Angola ait choisi de faire tomber Mobutu comme Mobutu tentait de le faire tomber via son appui à l'UNITA.

Pour tout pays, un avenir sans conflit majeur implique la non-ingérence militaire dans les affaires intérieures du pays voisin, mais surtout chez soi la démocratisation, le partage du pouvoir avec la participation de toutes les sphères sociales sans exclusive. Mais, une telle reconstruction de l'Etat et de la société n'est pas seulement une affaire bi ou multi-latérale entre deux ou plusieurs Etats belligérants, c'est un dossier *panafricain à régler d'urgence*, car toutes les forces du progrès en Afrique ont intérêt au retour de la paix, à la stabilité socio-politique et au progrès économique de chacun des pays du Continent. Le redressement et l'émergence demain de l'Afrique de la Sous-Région comme moteur économique du Continent tout entier en dépendent.

- *Le Congo-Brazza malade de son pétrole*

Le Congo-Brazzaville s'est lui aussi enlisé dans une longue guerre dévastatrice en hommes et en biens. Au démarrage, Bernard Kolélas, maire de Brazzaville, et Pascal Lissouba successeur élu du Président Sassou Nguesso, avaient-ils les moyens d'une telle hécatombe ? Qui a armé le maquis du pasteur rebelle Ntoumi dans la région du Pool ? Qui a facilité les deux guerres de Brazzaville avec les terribles affrontements tribalistes et régionalistes ? Pour quels intérêts étrangers aux dépens des intérêts du peuple congolais ?

- *L'Afrique du Sud post-apartheid*

La République Sud-Africaine (RSA) post-*apartheid* est encore une puissance continentale sur les plans militaire, économique, technologique, financier, mais également politique et diplomatique. Le pays est dirigé par le parti majoritaire *African National Congress* (ANC) encore dépourvu des

ressources matérielles et humaines à la hauteur de son credo politico-social d'hier et peut-être aussi de ses aspirations 'intermédiaires' d'aujourd'hui. Le pays en est hélas encore au point où les compagnies multinationales jouent un rôle prépondérant dans les investissements, ce qui a entraîné des concessions ou compromis indiscutables dans le programme populaire originel de l'ANC. Les cadres de l'ANC sont insuffisants, en qualité et quantité. Leur inexpérience, en tant que gestionnaires d'un Etat aussi sophistiqué et puissant que l'ex Etat de l'apartheid, constitue un frein majeur au progrès des populations africaines majoritaires. En conséquence, la marge d'action réduite de l'ANC dans la conduite des affaires politiques, économiques et financières explique que l'Etat sud-africain soit encore si fortement influencé par les grandes puissances occidentales.

Dans les conflits actuels en Afrique Centrale, l'Afrique du Sud n'a pas convaincu. A bord de l'*Outenika* en 1997, le Président Nelson Mandela a vainement tenté d'intervenir en faveur d'un dernier 'quart-d'heure' au pouvoir pour un Mobutu déjà dans un autre monde face à un Kabila triomphant. Encore peu avant, soit en 1996, des armes sud-africaines étaient débarquées discrètement à Goma (Zaïre) pour la rébellion hutu rwandaise sanctuarisée dans les camps de réfugiés à la frontière ouest du Rwanda - d'où la hire justifiée de Kigali contre Kinshasa et Prétoria. Au Burundi, où Mandela est intervenu comme 'facilitateur' des négociations entre les deux élites protagonistes hutu et tutsi, le résultat de sa médiation n'a guère convaincu. La position sud-africaine dans la Sous-Région a pu au départ être interprétée comme un blanc-seing par les extrémistes des deux bords, un 'laisser-faire', en faveur des 'Rebelles' Hutu, mais par la suite cette attitude s'est éclaircie.

Malgré ses investissements en RD-Congo, la RSA s'est opposée à l'intervention militaire du Zimbabwe destinée officiellement à 'défendre les intérêts économiques de Kinshasa'. Il est vrai que le Président zimbabwéen Mugabe s'est retrouvé ainsi dans le même camp que l'Angola allié et sauveur de Kinshasa. Or la RSA a du mal à établir des relations 'cordiales' avec l'Angola, à cause du soutien du MPLA à la

ZAPU de Joshua Nkomo du temps de la guerre de libération dans l'ex-Rhodésie du Sud - alors que l'ANC appuyait la ZANU de Mugabe. Mais surtout, le flirt sud-africain (post-apartheid) avec l'UNITA de Savimbi et la suprématie militaire angolaise devenue indéniable dans une Sous-Région traditionnellement régie par la RSA, ont instauré une rivalité entre deux puissances régionales qui devraient plutôt se compléter pour servir les intérêts généraux du Continent.

La guerre en R-D Congo aura été un défi pour notre Continent. Conséquences de problèmes réels - que seule l'unité de l'Afrique prônée par le panafricanisme pourrait résoudre -, les conflits armés se sont répandus comme une traînée de poudre dans toute l'Afrique centrale. Au-delà de cette Région, partout sur le Continent éclatent des guerres fratricides pour le pouvoir, qui ne profitent qu'aux puissances non africaines avides de nos richesses acquises ainsi au 'marché noir' au plus bas prix. Les Etats occidentaux sont muets ou absents - tout comme l'Etat Paul Biya d'ailleurs.

- 'Radeau de la Méduse' ou panafricanisme ?

'Quand la case de mon voisin brûle, j'apporte de l'eau car ma case craint aussi l'incendie' dit le proverbe. Rien de tel de la part de l'Etat biyiste. Pourtant, jusque-là, de par sa situation géostratégique et grâce à ses potentialités diverses, le Cameroun avait joué un rôle de premier plan dans la Sous-Région '*Afrique Centrale*'. Mais cet engagement s'est effacé ces dernières années à cause de la gestion rétrograde de l'Etat camerounais - et sans doute aussi du pragmatisme du président gabonais Bongo.

L'UNC-RDPC - qui a bénéficié d'abord de l'indépendance nationale contre laquelle elle s'était battue et qui a ensuite conduit notre pays à sa ruine actuelle - se tient en réserve non par sagesse ou par prudence, mais parce qu'elle est entièrement dépassée par tous ces événements dramatiques. Le Cameroun de Biya est KO, muet, dépourvu de diplomatie comme de politique intérieure. Sans doute les dirigeants sont-ils

convaincus que le compte à rebours a commencé pour eux et qu'ils doivent avant tout s'occuper de l'embrasement domestique prochain avant de mettre le nez dans les affaires régionales. D'ailleurs seraient-ils seulement capables de donner des conseils sages et avisés à leurs voisins déstabilisés voire en détresse, alors qu'ils ne sont ni sages, ni avisés chez eux - tout au contraire ! La paix et la stabilité régionale ? Voilà bien le moindre de leurs soucis !

Le caractère rétrograde de l'UNC-RDPC s'exprime dans l'absence de représentation régionale de notre pays, la politique de la 'chaise vide', la mollesse et l'incohérence de son Gouvernement – sans parler de son opportunisme. Voici une anecdote à ce propos. Lors de son passage à Luanda, encore en plein conflit militaire, le ministre camerounais des Affaires étrangères, le 'Monsieur *Zéro-mort'* (surnommé ainsi après son fameux 'bilan' de la répression sanglante des forces armées contre la population camerounaise), a voulu plaire aux Angolais en leur disant à la TV que « la position de l'UNC-RDPC vis-à-vis du conflit angolais n'a jamais été ambiguë, que l'UNC-RDPC a toujours été du côté du gouvernement angolais »... Pourtant, nous ne nous en étions pas rendu compte jusque-là !

Ayant pratiqué et pratiquant de plus en plus une politique suicidaire identique à celle de feu son homologue Mobutu - en enrichissant les siens, paupérisant la majorité du peuple, instituant division, précarité, arbitraire et répression, visant en fait la survie même des Camerounais -, Biya reproduit les mêmes causes qui donneront tôt ou tard les mêmes effets... Ce que nos voisins ex-Zaïrois ont 'récolté', mûrit à grande vitesse chez nous ! Désormais, la peur campe au niveau du pouvoir : le Changement est devenu inéluctable, la fin de l'ère UNC-RDPC est à l'ordre du jour. Et les gouvernants camerounais ne l'ignorent pas !

On peut rapprocher cet état de choses du célèbre tableau du peintre français Géricault *'le Radeau de la Méduse'* qui nous montre le naufrage de la frégate 'Méduse' et ses rares rescapés accrochés aux bois d'un radeau déjà brisé par l'océan en furie - drame de la mer qui se déroula réellement sur la côte

occidentale africaine en 1816... On imagine aisément qu'ils ne s'en sortiront pas, à moins d'un 'miracle'...

L'opposition camerounaise ne peut pas rester indifférente face au drame sanglant qui a investi toute la Sous-Région. L'Union des Populations du Cameroun - dernière héritière du *panafricanisme* - doit mobiliser la solidarité et l'appui des peuples pour défendre le DROIT LEGITIME des Nations à leur souveraineté et à l'intégrité de leurs frontières territoriales. Il devrait nous être insupportable que des Etats africains s'entredéchirent aux dépens de leurs populations et de leur avenir, pour servir les intérêts des grandes puissances occidentales. Les États eux-mêmes n'auraient-ils donc aucun intérêt à intervenir pour rétablir une paix durable chez leurs voisins en guerre ? Des pays comme la France, la Belgique, la Hollande, la Suède, et même la Grande-Bretagne, auraient-ils davantage intérêt à la paix 'à tout prix' – telle qu'ils la conçoivent pour leurs seuls intérêts – que les Africains ? Soulever ces questions, c'est envisager déjà une autre Afrique.

Tout en luttant pour leur pays, le Cameroun, les upécistes ont appris par expérience, autant que par culture politique, que la solidarité entre peuples africains était une condition de survie et de progrès du Continent. Les upécistes ont appris, depuis la fondation de leur parti, à vivre les problèmes de l'Afrique entière comme les concernant, étant *les leurs*. Notre culture panafricaniste s'est toujours située aux antipodes du nationalisme chauvin, conservateur, réactionnaire. Nous nous sommes toujours conçus et avons fonctionné *dans* le contexte global africain. Aussi ne peut-on pas s'étonner si nous disons et réaffirmons que les upécistes ne se sentent pas plus Camerounais que les Congolais ou Angolais, mais également pas moins Centrafricains, Rwandais, Ougandais, Burundais ou Sud-Africains. Ce sentiment qui s'appelle le *Panafricanisme* a été 'tué' avec les assassinats du Premier ministre congolais Patrice-Emery Lumumba et de l'upéciste Félix-Roland Moumié. Ce même panafricanisme pourrait renaître en R-D Congo où Zimbabwéens, Namibiens, Angolais ont uni un jour leurs efforts pour défendre le pays agressé.

La 'globalisation' ou 'mondialisation' est la caractéristique de l'époque actuelle. C'est une réalité à la fois contraignante et incontournable pour tous les Etats et tous les peuples du monde. L'événement notable à l'échelle internationale, très récemment, a été le lancement de l'*euro,* monnaie commune européenne. Les Européens ont jubilé à son 'arrivée' en clamant que désormais le monde ne serait plus comme avant, le *dollar* US et le *yen* japonais devraient lui céder place bon gré mal gré. A ce jour, la valeur fiduciaire du nouveau venu dépasse celle du *dollar.* L'*euro* ne devrait pas seulement contenter l'esprit européen d'indépendance par rapport à la suprématie des USA, mais contribuer également à un certain équilibre des économies mondiales et à la stabilité monétaire. Conséquence en Afrique : les réserves monétaires des Etats de la zone CFA vont être reconverties en *euros*.

A quand la *monnaie unique* sur le Continent africain ? C'est évidemment une question qui n'est pas à l'ordre du jour et que le Cameroun à la tête de l'ex OUA devenue 'Union Africaine' n'a pas soulevée.

Les Africains ont compris qu'il ne leur faut rien attendre de la 'Communauté Internationale'. L'apathie, le désintérêt, la paralysie, du Conseil de Sécurité de l'ONU face aux conflits africains les plus sanglants - Soudan, Angola, Sierra Leone, Liberia, Congo-Brazzaville, R-D Congo... -, témoignent d'une politique à deux vitesses en son sein : les grands moyens s'il s'agit de peuples européens, les moyens ridicules ou absents s'il s'agit de populations africaines. Les cas les plus récents en RD-Congo et au Darfour soudanais sont explicites à ce sujet.

Nous assistons à la remise en question de l'Unité Africaine (UA), espèce d'ONU continentale sans réel pouvoir ni volonté d'ailleurs – à part d'être le syndic des dinosaures africains -, aussi inutile que gouffre d'argent et de bonne conscience. Les voix africaines autorisées s'élèvent pour que l'UA devienne un instrument, enfin efficace, de démocratisation et d'intégration effective du Continent. Ce qui implique l'élargissement des frontières traditionnelles de nos pays. Or, le régime

camerounais actuel, qui a peur de son peuple et ne veut donc pas démocratiser, est incapable d'ouvrir ses frontières à d'autres peuples.

L'UPC, connue et reconnue dans toute l'Afrique, doit servir de passerelle à l'opposition camerounaise pour engager le Cameroun sur le terrain de la solidarité régionale et continentale – la solidarité africaine. Le devoir de solidarité s'impose plus que jamais à notre parti et à notre pays, pour éteindre durablement les guerres déjà enclenchées mais aussi étouffer les foyers de conflits armés éventuels, au moyen de rencontres et concertations régionales. Faire tout pour éviter le déclenchement de la guerre, car une fois celle-ci déchaînée, il est difficile de la stopper. Interdire l'avènement de la démocratie, pervertir le développement d'un pays et de ses populations, freiner l'union des peuples africains par toute une série de lois discriminatives ou d'actions xénophobes violentes, c'est évidemment préparer le meilleur bois de l'embrasement général. Les panafricanistes tels Kwamé Nkrumah, Patrice-Emery Lumumba, Félix-Roland Moumié, etc. savaient cela quand ils combattaient le colonialisme. L'avenir des Camerounais se joue aussi dans les provinces angolaises dévastées par la guerre, dans les affrontements internes des deux Congo, dans les affrontements au Tchad, en Centrafrique, au Soudan, au Rwanda et au Burundi... Demain, si le Cameroun s'embrasait par la faute du régime biyiste, l'Afrique Centrale en entier en subirait les conséquences.

Si le gouvernement camerounais ne réagit pas face à la situation dramatique de toute l'Afrique Centrale, l'Opposition elle doit prendre position, mobiliser notre peuple pour qu'il manifeste concrètement sa solidarité avec les peuples frères. Nous devons intervenir pour exiger la fin du martyr des populations voisines, pour le seul bénéfice des seigneurs de la guerre et de leurs alliés ou donneurs d'ordre africains et/ou occidentaux.

Il nous faut prévenir le feu dans notre maison, éteindre aussitôt toutes les étincelles dangereuses et paralyser les pyromanes qui ne manquent pas chez nous. Les forces armées

camerounaises, la Sécurité, la Police, la Gendarmerie, les Eglises, les Organisations Non Gouvernementales, tous les patriotes au sein de l'UNC-RDPC doivent exiger de ce parti qu'il prenne une position de médiateur résolu dans tous les conflits de la Sous-Région.

4. Fausse et vraie Opposition face à l'UPC

Une maxime dit que les peuples ont les dirigeants qu'ils méritent. Le Cameroun doit constituer l'exception qui confirme la règle. En plus de sa jeunesse avide de s'élancer 'à l'assaut du ciel'- cf encore *'les Lions Indomptables'* -, ses femmes et ses hommes hautement qualifiés et compétents en tous domaines, c'est un peuple doté d'une conscience nationale, patriotique, évidente. Il ne s'est pas résigné à vivre en esclave, malgré les entraves de ses bourreaux et tout ce qu'ils lui ont fait subir depuis des décennies. Il s'est redressé de très bonne heure, les armes à la main, pour retrouver sa liberté première. Aujourd'hui, l'équipe minable qui l'entrave est championne de la corruption, des prévarications, du mensonge tous azimuth, déshonorant le nom même du pays. Quel gâchis ! Face à cette situation, une question : de quelle *Opposition* disposons-nous au Cameroun pour contrer un tel Gouvernement ? Les *Opposants* vrais ou faux sont-ils à la hauteur des aspirations de notre peuple, à la hauteur des enjeux concernant notre Sous-Région ?

- *Du SDF aux* ' luttes fratricides', *selon Biya*

Quand l'arrogant M. Biya évoque les ralliements d'opposants fourbus 'd'avoir trop attendu' – ceux-là qui comptent moins d'une décennie de pseudo 'opposition' ! -, quand il dit que son Secrétariat Général est « submergé de candidatures pour demandes d'emploi de la part des opposants », il sait très bien qu'il parle de 'son' opposition SDF, UNDP, Kodock,

Hogbe Nlend, et tout le reste. Les véritables upécistes ne mangent pas de ce pain-là. Certes, à plusieurs reprises, le patron de l'Etat camerounais nous a invités à sa mangeoire ...mais ce fut en vain.

M. Biya s'irrite, insatisfait du double jeu du Chairman du SDF, mais aussi du fait que sa marge de manœuvre concernant la reconnaissance légale de l'UPC, se réduit comme peau de chagrin. Car les upécistes de la base comprennent que les ministres mercenaires – les Kodock, Toko Mangan, Hogbe Nlend ou autres -, vont à la soupe pour leur seul ventre. Les cadres upécistes, s'ils en tirent quelque chose, c'est au prix d'humiliations, de bassesses, de chantages 'à l'emploi' pour tenter de leur faire oublier leur engagement militant...

Il y a quelque temps, le même Biya s'est confié à une publication 'afro-parisienne'[9] qui l'a décrit comme « apaisé », avec « l'impression de surfer sur une vague – certes, fragile - de félicité »... M. Biya a avoué avoir lâché le Chairman John Fru Ndi, confirmant ainsi ce qu'a toujours dit notre parti, en n'échappant ni à la jonglerie ni au mensonge. Que cache donc cette confession du lâchage de John Fru Ndi par le camp présidentiel ?

Biya persécute les upécistes, mais son comportement vis-à-vis du SDF est tout autre. Car le *Social Democratic Front*, apparu lors des pseudo 'ouvertures' des années 1990, figure dans l'opposition le jour mais pratique l'alliance stratégique 'constructive' – avec le Pouvoir - la nuit... C'est ainsi que le SDF siège à l'Assemblée Nationale avec le résultat que le peuple camerounais sait. Il profite de l'exclusion de l'UPC, en encourageant même le régime Biya dans ses manœuvres de marginalisation de notre parti. Pourquoi le SDF reste-t-il muet sur la construction de l'unité de l'opposition : parce qu'il est à table avec le régime ! Le SDF devrait d'abord convaincre le pays tout entier des bienfaits de sa politique avant d'oser penser qu'il peut occuper la place historique de l'UPC !

Revenons à l'entrevue journalistique. M. Biya avoue qu'il aide le Chairman Fru en expliquant comment, contrairement à

---

[9] Voir *Jeune Afrique L'Intelligent*, mai 2000.

ce qu'il 'fait avec l'UPC', il s'est opposé à la 'création' du SDF-S (Souleymane), en interdisant la tenue du Congrès du groupe de M. Souleymane Mahamat. D'autre part, il a 'refusé l'entrée dans son gouvernement des dirigeants du SDF', lesquels n'attendent que son feu vert. 'Entre parents', il conseille au Chairman plus de démocratie interne, et une meilleure conception du pouvoir. L'aveugle conseille-t-il le borgne ou vice versa ? Mais M. Biya ne s'arrête pas là. Lui pourtant peu prolixe en 'révélations', ajoute à son questionneur que 'le Chairman ne se rend même pas compte de cette aide' !

De deux choses l'une : ou M. Biya dit la vérité, et alors nous avons là une idée des pensées profondes du 'Chairman', ou bien Biya ment - mais pourquoi mentirait-il ? Pour dissimuler les liens qui les unissent et cacher les compromis du SDF avec le RDPC ? Normalement, on serait enclin à laisser ces deux-là entre eux pour qu'ils règlent définitivement leurs problèmes 'familiaux', mais le Prince Biya, à force de vouloir humilier publiquement le Chairman, n'en finit pas de dévoiler lui-même sa conception de la démocratie ! À force de vouloir déshabiller John Fru Ndi, Biya se retrouve nu ! La sagesse africaine conseille : 'Si tu cours pour attraper un fou, mieux vaut être habillé normalement'.

Très étonné semble-t-il de se retrouver encore 'locataire' du Palais d'Etoudi - puisque tant de ses homologues du voisinage ont mordu la poussière, Mobutu entre autres -, M. Biya se perd en conjectures : « Peut-être, parce que le peuple camerounais a conservé le souvenir des *luttes fratricides* qu'il ne veut plus revivre, peut-être parce qu'il sait mieux que d'autres maîtriser ses passions »... A quoi fait allusion le prince-dictateur ? De quel pays parle-t-il ? Du Cameroun ? *'Des luttes fratricides'* : Biya oserait-il confondre l'héroïque lutte armée de notre ALNK pour conquérir l'indépendance nationale avec sa *'lutte fratricide'* ! Certes, cette infâmie de la part d'un Président de la République du Cameroun adoubé par son prédécesseur choisi lui-même par le colonialisme français d'Aujoulat à Foccart, ne nous étonne guère, mais de là à le susurrer à la presse étrangère !... A moins que Biya ne soit encore hanté par

la querelle de famille UNC/RDPC – le duel Ahidjo/Biya, le père et son fils 'spirituel' aux prises pour le captage exclusif de l'héritage -, 'passassion de pouvoir' qui se termina dans un bain de sang, avec le putsch militaire d'avril 1984 ?

Dans tous les cas, et une fois de plus, M. Biya se trompe lourdement. Le peuple camerounais n'a pas encore chassé le dictateur du Palais d'Etoudi, non parce qu'il sait *« maîtriser ses passions »*, mais parce que notre peuple a mûri et qu'on ne trompe pas deux fois un homme averti. Aujourd'hui, les Camerounais se préparent en étudiant bien la leçon du Passé, la 'prochaine fois' sera la bonne...

- Une opposition vendue ou sans ambitions

Notre peuple a démontré à maintes reprises qu'il était combattif et prêt à se sacrifier pour se libérer de ses tortionnaires - en l'occurrence l'UNC-RDPC. Il s'est efforcé à faire se réunir une *'Conférence Nationale'* en recourant à la méthode non-violente des *'villes mortes'*. Et qu'a-t-il obtenu ? Rien. L'Opposition camerounaise, ce peuple ne l'a pas méritée tant il la dépasse en grandeur. Cette Opposition toujours prête à jouer demain les seconds rôles comme députés, ministres, sénateurs... pour 'bouffer' à l'auge du Pouvoir mais en se contentant des miettes qu'il lui jette !

Ce comportement indigne est logique concernant les partis alimentaires 'frères' ou 'bis', c'est-à-dire issus de l'UNC-RDPC, mais venant d'une 'Opposition' le coup est dur à supporter. Comment pourrait-elle être encore crédible, quand notre peuple, après leur avoir consenti de lourds sacrifices, voit ses dirigeants baisser les bras dans les coulisses du pouvoir qui les a happés. Une Opposition qui change ses mots d'ordre au jour le jour, n'est pas responsable ne peut être crédible, ni au Cameroun, ni à l'extérieur de nos frontières. L'opposition camerounaise ne fait de bruit que pour se faire entendre puis se vendre au plus offrant. Elle ne parvient pas à se regrouper, à discuter ou à se concerter pour des actions communes. Elle continue le jeu du 'chacun pour soi' et cela au plus grand profit de l'UNC-RDPC dont la durée de vie est ainsi prolongée.

L'UNC-RDPC n'a qu'à lever le doigt pour que l'Opposition à sa traîne se précipite pour 'négocier' ou plutôt conspirer contre le peuple – négociations stériles pour démobiliser le peuple.

Autre exemple : les privatisations. Le comportement de chacun de ces partis illustre bien ce qu'ils sont et valent. L'UNDP, le frère jumeau de l'UNC-RDPC, est à l'image de son maître, Bouba Bello. Au début des années 1990, ce roublard nous a 'oubliés' en se mettant à table. Au premier plat présenté, ce qu'il a dit ou signé s'est volatilisé, concernant par exemple le bradage des biens public par le pouvoir – en l'occrence ce que l'on désigne par 'privatisations'. Quant à l'attitude du SDF, dont le Chairman fut soutenu par notre parti en 1992, elle n'est pas plus reluisante. Bien qu'il ait alors bénéficié de l'électorat traditionnel upéciste, Fru Ndi ne s'est pas élevé contre les manœuvres d'exclusion dont a souffert l'UPC. Au début, il appuyait les privatisations, espérant une 'invitation' du pouvoir au moment de la curie, mais les choses n'étant pas de son goût, le voilà qui les boude, mais en se démarquant du NON upéciste franc et sans ambigüités face au pillage de l'économie Une telle opposition oeuvre en fait *contre* le changement démocratique qui lui serait également fatal puisqu'elle n'a pas confiance en notre peuple et que celui-ci en retour ne lui fait aucune confiance. On peut conclure que le gouvernement et l'opposition camerounaises sont *en crise* et l'une des causes en est la non-reconnaissance de l'UPC authentique - nous le démontrerons plus loin.

Face au 'mercenariat' politique, dont l'UPC est aujourd'hui la victime principale, la *vigilance* de tous les citoyens est de rigueur, de toute urgence. En effet, tous ceux qui luttent pour l'avènement d'une véritable démocratie au Cameroun, au moyen de partis *véritables*, subiront le même sort que l'UPC originelle s'ils s'avéraient qu'ils peuvent mobiliser un électorat massif, trop prometteur de concurrence pour le régime biyiste. Un tel paysage brouillé à volonté nuît avant tout à l'installation et à l'établissement d'une démocratie 'durable'.

- *L'UPC historique et les UPC-bidons*

Dans la plupart des pays africains, des partis politiques historiques ont soulevé leurs peuples pour la conquête de l'indépendance nationale. Par exemple, le Frelimo au Mozambique, le FLN en Algérie, la Swapo en Namibie, le MPLA en Angola, la ZANU-PF au Zimbabwe, le PAIGC en Guinée-Bissau & Cap-Vert, l'ANC en Afrique du Sud... pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus célèbres.

Au Cameroun également, la lutte pour l'indépendance a été menée par un parti : l'UPC. Notre peuple a payé cher son refus du colonialisme : massacres de populations entières s'apparentant à des génocides répétés, avec incendies des biens et de l'espace de vie pour ne laisser aucune chance aux rares rescapés – cela afin de ne laisser ni survivants ni traces, à l'instar du quartier 'Congo' à Douala. Dans ce pays, nous avons eu aussi nos 'trains de la mort' – à l'instar des convois de déportés juifs et résistants anti-Nazis roulant vers les terribles 'Camps de la Mort'. Chez nous aussi, des centaines de patriotes ont été entassés dans des wagons, pour leur 'dernier voyage'. Après leur défaite cinglante en Indochine, les troupes coloniales françaises ont commis des exactions terribles au Cameroun. Des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité passibles aujourd'hui des tribunaux internationaux. Le peuple camerounais a donc payé le prix le plus cher pour arracher sa liberté et sa souveraineté à la France colonialiste – indépendance aussitôt confisquée, donc incomplète et ce après un demi-siècle !

Le mensonge peut aisément être élevé au rang de vérité dès lors qu'il est relativement bien 'enveloppé', seriné quotidiennement, martelé selon la bonne vieille méthode répétitive découverte par le français Coué. Mais l'adage dit qu'on peut tromper une partie du peuple pendant un certain temps, mais que l'on ne peut pas tromper *tout* le peuple jusqu'à la fin des temps... Le président de l'UPC Ernest Ouandié aimait à dire que 'la vérité voyage sans passeport'. Au Cameroun sous la férule de M. Paul Biya, plus la vérité est grande, plus le peuple est censé fermer ses yeux et boucher ses oreilles, par crainte de

voir se réveiller en lui des problèmes de conscience, qui l'obligeraient sans nul doute à assumer enfin ses responsabilités. Depuis longtemps, l'UPC dit des vérités qui ne plaisent pas, qui dérangent même.

L'UPC dit que le gouvernement camerounais et son opposition sont *en crise*, et que la cause principale en est leur politique commune de non-reconnaissance de l'UPC historique volontairement marginalisée. Le pouvoir a toujours empêché notre parti de fonctionner et aujourd'hui encore à travers son appui et sa complaisance face à la multiplication et à la division de l'UPC originelle. Car derrière les UPC-Kodock, UPC-Hogbe Nlend, UPC-Ntumazah, que le pouvoir autorise à fonctionner sous le sigle dérobé 'UPC', il y a bien M. Biya et le RDPC soutenu par la fausse Opposition.

L'UNC-RDPC provoque volontairement des troubles en profitant des divisions ou de la confusion au sein des partis de l'opposition – vraie et fausse. C'est ainsi que le parti au Pouvoir multiplie à l'envi les UPC-bidons : UPC-S, UPC-T, UPC-N, UPC-H, UPC-M, etc.

Voici l'exemple significatif - jusqu'à la caricature ! -, de l'UPC-Kodock, à travers le double enregistrement du *« nom commercial » UPC* et de la *« marque déposée » UPC*, auprès de *l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI)* – un office public (OAPI - BP 887, Yaoundé).

Le 19 février 1991, ont été déposés à l'OAPI le dossier d'une demande d'enregistrement du *'nom commercial'* et de la *'marque' 'Union des Populations du Cameroun (UPC)'* ainsi que son emblème encadré. Le 14 juin 1993, suite au constat de *« régularité du dépôt effectué sous le n° 50 130 »* (pour le *'nom commercial'*) et au constat de *« régularité du dépôt effectué sous le n° 80 299 »* (pour la *'marque'*), et après *« acquittement des taxes exigibles »* - respectivement 30 000 Fcfa et 145 000 Fcfa - réglées *« en espèces »* le 19 février 1993, le double agrément - sous le *n° 10 774* pour le *'nom commercial'* et sous le *n° 32 156* pour la *'marque'* -, a été signifié aux demandeurs et publiés au bulletin officiel de l'OAPI (3/1993).

L'adresse de ladite 'firme commerciale' était ainsi libellée : *'UPC BP 5118, Douala, République du Cameroun'*. Les « *déposants ou mandataires (le cas échéant)* » en étaient : 1° Le Docteur SENDE Joseph (BP..., Yaoundé) ; 2° Maître BILONG Jean-Calvin (BP..., Yaoundé). L'ampliation du double enregistrement leur a été adressée en lettre recommandée le 11 août 1993, dans les termes suivants :

« Services des NOMS COMMERCIAUX
PJ n° NC 501

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire tenir l'ampliation de la décision d'enregistrement du nom commercial... 'UPC'... accompagnée du certificat d'enregistrement n° 10 774.
Veuillez agréer, Messieurs, ... (etc.)

Pour le DirecteurGénéral de l'OAPI :
Le Chef de Service des Noms Commerciaux
(signature et tampon)

« Services des MARQUES
PJ n° X 301

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire tenir l'ampliation de la décision d'enregistrement de la marque 'UPC' accompagnée du certificat d'enregistrement n° 32 156.
Veuillez agréer, Messieurs, ... (etc.)

Pour le DirecteurGénéral de l'OAPI :
Le Chef de Service des Marques de produits et services

(signature et tampon)

Union des Populations du Cameroun
BP 5118
Douala – (Cameroun) »

Sur le formulaire de l'OAPI les cases-questions étaient ainsi remplies :

- « Demande d'enregistrement d'une marque par le déposant : *UPC*
- « Reproduction de la marque : *Union des Populations du Cameroun*
- « Revendication de couleur : *verte*
- « Marque collective (le cas échéant) : (aucune réponse)
- « Tous les produits de classe* : *16, 24, 25*
  (* voir l'annexe des produits et services)
- « Nom du déposant : *UPC (BP 5118, Douala)* »

Ledit formulaire d'enregistrement a été dûment rempli ou coché par les 'mandataires', Docteur Joseph SENDE et Me Jean-Calvin BILONG. La preuve de cette forfaiture nous a été fournie *noir sur blanc* lors du Congrès de l'UPC à Douala, en août 2004. (Voir son *fac simile* à l'annexe final B)

C'est donc ainsi que l'imposteur KODOCK considère l'UPC : une 'marque' de 'produit' relevant du domaine de l'artisanat ou de l'agriculture, enregistrée comme société commerciale – telle une vulgaire marque de savon déposée par un (faux) laboratoire de recherche ! L'UPC, le seul parti ayant lutté durablement, avec son sang et sa sueur, pour que le Cameroun appartienne au peuple camerounais, est ainsi passé sans tambours ni trompettes, grâce à Kodock et à tous ses semblables, à l'état de 'chose' *rentable* dont on doit se garantir l'exclusivité !

Après cette imposture, d'une bassesse rarement égalée, Kodock a été 'choisi' par Biya comme ministre d'Etat chargé de l'Agriculture – et cela à deux reprises ! Biya a désigné Kodock à ce poste pour pouvoir ensuite clamer dans sa basse-cour que « *l'UPC gouverne elle aussi* » ! Même si tous les Camerounais éveillés savent que l'UPC-Kodock n'est qu'un faux-semblant. Car le tremplin politique que constitue certainement toute référence à l'UPC – trois lettres de garantie ! - ne fonctionne heureusement pas 'sur commande' : les faits

sont têtus et la mémoire n'est pas effacée. Kodock l'imposteur est un délinquant qui devrait passer en justice pour 'abus de confiance' et 'vol de marque' – deux délits commerciaux sévèrement punis sur le marché capitaliste 'avancé'.

Mais que s'est-il donc passé pour qu'un politicien opportuniste doive recourir aux bons offices de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) pour faire légaliser 'son' parti lors de l'ouverture démocratique (biaisée) de 1990 ? Normalement, c'est au Service de l'Administration Territoriale dépendant du Ministère de l'Intérieur, que Kodock via ses 'déposants' Sende et Bilong, aurait dû s'adresser. Mais voilà ! *L'Union des Populations du Cameroun* (en sigle: *UPC*) est un parti déjà répertorié depuis sa création en 1948 puis mis à dessein 'hors-la-loi' à l'époque du maquis d'Um Nyobè. La *légalisation* n'est pas un ré-enregistrement comme si l'UPC n'avait jamais existé, comme si le vide coupable de l'Histoire officielle camerounaise sur la période de la lutte d'Indépendance nationale était sanctifié ! Comment faire alors pour contourner cet obstacle juridique majeur ? Si Kodock veut 'bouffer' au ratelier du Pouvoir, il doit lui apporter un gros cadeau : l'UPC-pieds et poings liés, autrement dit une UPC-bidon, l'UPC-Kodock ! Il lui reste donc à se rendre à l'OAPI pour y remplir le formulaire de demande d'agrément d'une 'société commerciale' avec 'marque' et emblème à la clé...

Pourtant même si les partis SDF et UNDP ont de sérieuses contradictions, internes et entre eux, il n'y a pas eu jusqu'à présent d'apparition spontanée de SDF-F, SDF-O, SDF-T, ni de UNDP-T, UNDP-S, etc. Pourquoi ? Parce qu'étant la seule véritable alternative pour un changement démocratique au Cameroun, *l'Union des Populations du Cameroun* constitue en priorité 'la bête à abattre' – parce que ce parti se distingue évidemment des autres ! D'abord 'on' le multiplie, 'on' l'affaiblit, 'on' le salit, car 'on' veut le déconsidérer définitivement aux yeux des populations de tout le pays, les en dégoûter ! Stratégie vaine, car l'UPC historique tient bon : côté militants réels et côté peuple - si tant est que les deux ne sont pas confondus...

Voici un autre exemple du traitement 'différent' 'accordé' à l'UPC ou plutôt subi, par rapport à tous les autres partis dits d'opposition. Se souvient-on des dissensions dans le SDF et des différentes gesticulations d'une certaine ambassade occidentale, qui s'est surpassée en initiatives pour 'résoudre les contradictions' d'une part à l'intérieur du SDF, et de l'autre dans l'UNC-RDPC ? Envers l'UPC, le 'traitement' de ladite ambassade a été et est bien différent : face à la scissiparité meurtrière provoquée pour faire disparaître l'UPC originelle, aucune critique audible, alors que les upécistes véritables sont bien connus de ces diplomates ! Si notre parti combattait contre l'Occident et qu'il faille pour cela l'éliminer à tout prix, nous pourrions comprendre cette attitude irréaliste et tellement improductive pour tous les bords...

L'UPC est un parti indépendant, qui croit en un monde meilleur. L'UPC lutte pour un monde où la vie d'un Nègre africain aura la même importance que la vie d'un Européen ou d'un Américain (du bon teint). Un monde où les centaines de milliers de civils tués, blessés, déplacés et réfugiés, de toutes les sales guerres africaines auront le même poids que les morts et les exilés de Bosnie ou du Kosovo, dans l'ex-Yougoslavie européenne. Quelle est l'importance réelle, stratégique et économique, du Continent Africain dans le monde 'globalisé' et unipolaire d'aujourd'hui ? Une Afrique où des centaines de 'Résolutions' des Nations-Unies sont ignorées impunément par ceux-là mêmes qui les premiers les élaborent et les signent : les Occidentaux ! Quels sont ceux qui ne parlent aux Africains que d'Aide Alimentaire, 'Contrôle du Sida', 'Embargo sur les Armes', 'Résolution des Conflits Armés', 'Réconciliation & Impunité', et tutti quanti, alors qu'ils sont les premiers à enfoncer notre Continent par tous les moyens, licites et illicites ! Ces grands 'donneurs de leçons' sont par ailleurs les premiers à intervenir militairement ou économiquement là où ils jugent leurs intérêts en danger - sans nul besoin d'un 'laissez-passer' onusien !

L'opposition camerounaise – celle qui combat sérieusement le régime actuel - devrait admettre au moins que la légalisation et le fonctionnement *normal* de l'UPC sont aussi *son* problème. L'UPC ne devrait avoir à supplier aucun parti pour être légalisée, reconnue. Notre parti doit tout aux peuples camerounais et africains, et rien à l'UNC-RDPC, encore moins aux UNDP, SDF, etc.

Reconnaître l'UPC comme le parti historique de l'opposition camerounaise, c'est comprendre que l'on ne peut s'opposer véritablement au régime néocolonial en vigueur sans appuyer les efforts de l'UPC pour sortir de l'isolement, de l'exclusion dont elle est victime. Il faut avoir le courage de reconnaître qu'on ne peut prétendre combattre le gouvernement de Paul Biya tout en acceptant que soit marginalisé le seul parti qui a osé affronter armes en mains le colonialisme français puis son successeur le régime néocolonial camerounais. Voilà où est le Talon d'Achille de l'Opposition, et résoudre cette question fondamentale constituera l'une des clefs d'un futur véritablement démocratique au Cameroun.

Que l'Opposition la plus honnête le reconnaisse au moins : accepter la mise à l'écart de l'UPC authentique, c'est faire le jeu de l'UNC-RDPC ; accepter ou suivre en 'observateur' les cabales ourdies contre notre parti, c'est encore défendre l'UNC-RDPC telle qu'elle se présente aujourd'hui, ou sous un autre maquillage.

Hier l'UPC tendait une main fraternelle quasiment à tous les grands partis historiques africains et, aujourd'hui, ceux-ci lui rendent la pareille. Même dans les capitales où d'autres partis camerounais se sont précipités pour usurper notre place, c'est l'UPC qui est réellement reconnue car seul ce parti a exprimé réellement le nationalisme et le panafricanisme camerounais. Un parti qui a rassemblé un congrès de plus de 15.000 membres à Yaoundé en 1996, ne pouvait pas sortir sans élus des élections de 1997. Au lieu de privilégier les rencontres dans des capitales occidentales, l'Opposition camerounaise devrait se concentrer sur le Continent pour y faire condamner le régime anachronique et criminel de Paul Biya.

Le peuple reconnaîtra la véritable Opposition oeuvrant pour le Changement, à travers un esprit de sacrifice, des positions cohérentes, une détermination d'abattre le régime actuel par tous les moyens.

Davantage encore que l'Opposition, le gouvernement néocolonial camerounais sait que le Changement est à l'ordre du jour. Le Président Biya lui-même sait qu'il a peu de chances de terminer son septennat auto-octroyé contre la volonté populaire. Le changement est possible dans notre pays, et il n'est pas seulement au bout du fusil comme l'UNC-RDPC le fait croire, en préparant la guerre civile par des brutalités tous azimuth. C'est maintenant que toutes les forces de la Nation unies doivent peser pour le changement. Il faut sans plus tarder sortir notre peuple de ce néant. L'upécisme est une idéologie humaniste appuyée sur une pratique socialiste. Le développement équilibré et équitable – 'durable' - ne peut émerger que de cette voie-là.

La perpétuation du régime dictatorial de l'UNC-RDPC est en train de semer les graines d'une violence qui risque d'embraser bientôt le Cameroun. Seule l'union de l'opposition au sein d'un *Front Patriotique*, pourrait faire céder l'UNC-RDPC, et briser son infernale machine à tricheries électorales. Autrement, il faudrait, comme dit le poète martiniquais Aimé Césaire *« se ceindre les reins, et marcher la tête haute »* [10] vers une autre forme de combat.

---

[10] Cf. Césaire, Aimé : *Cahier d'un retour au pays natal.* Présence Africaine, Paris, 196 ?

III.

'KUNDE I SEKI ! ' : L'ESPRIT D'AVRIL POUR REFONDER L'UPC HISTORIQUE

'Kundé i séki' [11] telle est l'expression-symbole émise par le fondateur de notre parti, le *Mpodol* Um Nyobè, qui évoquait les difficultés de l'Indépendance, quelque temps avant son assassinat au maquis par la troupe coloniale française. Rien n'a changé après plus de quatre décennies de règne de l'UNC-RDPC. L'indépendance pour laquelle s'est battu notre peuple est toujours confisquée, *'suspendue'*... aux serres de ceux qui, non seulement n'ont rien fait pour elle, mais l'ont même combattue !

L'UPC, qui a donné les meilleurs de ses militants pour libérer de haute lutte le Cameroun de la tutelle coloniale et parvenir jusqu'à l'indépendance nationale – toute formelle car déjà pervertie par le néocolonialisme français -, fait partie du problème camerounais et donc nécessairement de sa solution. Mais il faut redonner à notre organisation la cohérence et la force de persuasion qu'elle avait à sa naissance, le 10 avril 1948 – ces qualités indispensables à recouvrer, que nous caractérisons comme *'l'esprit d'Avril'*.

'Kundè i sèki' guidera non seulement nos militants mais également notre peuple et tous ceux qui veulent qu'advienne le changement réel au Cameroun. Les upécistes doivent oeuvrer à la construction d'un grand *Front Patriotique* de l'opposition camerounaise, seul capable de représenter équitablement la

---

[11] Expression en langue bassa pouvant se traduire par : *« L'Indépendance est suspendue, il faut l'arracher »*.

diversité non antagonique des aspirations de notre peuple, un front uni seul capable de défendre les intérêts du plus grand nombre en même temps que les intérêts du Continent Africain. Mais avant cela, l'UPC doit retrouver son âme première.

Beaucoup de questions nous assaillent. Pourquoi parlons-nous de 'récupérer' le parti, de le 'refonder' ? Pourquoi la grande masse des upécistes a-t-elle rejoint les mercenaires Toko Manga, Ntumazah, Omah Bettow, Bitjeki, Kodock, etc.? Sommes-nous actuellement à l'abri des erreurs du passé ?

1. Rétablir sa cohérence

Depuis quelque temps, nous admettons enfin que l'UPC est malade, malade de 'l'unité à tout prix'. Mais ce mal n'est pas incurable et, de plus, nous possédons le médicament qui peut nous guérir. L'UPC va s'en sortir et retrouver sa place de premier et plus grand parti du Cameroun. Au nom des sacrifices consentis par ses militants tout au long de son existence – plus d'un demi-siècle ! -, forte de son expérience et de son capital humain et intellectuel, l'UPC doit retrouver le rang qui lui revient. Face aux autres partis camerounais qui montrent aujourd'hui leur vrai fond, nous devons récupérer notre crédit historique, et cela se fera plus tôt que certains le pensent. L'UPC est forte, riche de ses militants femmes et hommes dont la qualité évidente a été acquise au cours de la lutte clandestine prolongée.

Mais, avant tout, notre parti doit se redresser, être *lui-même*, affronter la réalité telle qu'elle est, c'est-à-dire ne pas tricher avec ses possibilités, ses capacités, la force réelle de ses militants – comme hélas le font tant d'autres partis. L'UPC doit être une organisation *cohérente* qui parle *vrai* au peuple camerounais qu'elle est censée servir en l'organisant et en le guidant.

- *L'UPC/MANIDEM*

Au début des années 1990, notre stratégie a été le '*Rassemblement de tous ceux qui se réclament de l'UPC* ' et cela a échoué. Il faut accepter cet échec et l'assumer. Changer son fusil d'épaule en envisageant un autre mode de pensée et d'organisation.

La stratégie qui a échoué nous avait été dictée en partie par le manque de moyens qui nous caractérise, et aussi par le souci d'aller plus vite. Or l'UPC ne devrait pas être un parti démuni de moyens. Un parti comme le nôtre, ayant agi comme il l'a fait pour ce pays et pour le Continent, ne devrait pas être pauvre. Car le Cameroun est riche et l'Afrique aussi est riche. Notre parti a investi ses forces en Afrique et il y est encore crédible, mais malgré cela, nos dirigeants sont démunis. Mettons alors cette tare sur le compte de notre mentalité et de nos insuffisances dans le domaine de l'organisation. Nous n'avons pas compris assez vite que si l'on pouvait lutter le ventre vide durant quelques jours, on ne pouvait pas éternellement diriger une lutte comme la nôtre en étant pauvres, en vivant de mendicité, avec en permanence le ventre creux. 'Ventre affamé n'a point d'oreilles' dit-on. Dans notre cas, le manque de réalisme a été préjudiciable au parti.

Il faut assumer l'échec et admettre que nous sommes allés trop loin en voulant 'rassembler' - jusqu'à piétiner nos principes. Par modestie ou autre, nous avons laissé dans l'ombre, entre parenthèses, notre période de lutte clandestine, pour ne pas froisser ceux qui n'ont pas combattu à l'époque, comme si nous étions coupables, nous, d'avoir pris les armes contre la dictature ! Nous avons tout avalé, et nous en sommes arrivés à une caricature de l'UPC originelle.

Aujourd'hui, pour guérir et repartir au combat, le remède de l'UPC c'est le *militantisme*.

L'UPC n'est pas un regroupement ou un front d'organisations indépendantes, c'est *une seule et même* organisation ayant effectivement une lutte historique à son actif, et ce

depuis... 1948. C'est l'UPC du Comité Central, l'UPC issue du *Manidem*. Si d'autres organisations upécistes ont lutté pendant la dictature du parti unique, qu'elles se signalent - à notre connaissance, il n'y en a pas. Que les personnalités upécistes se signalent également. C'est ainsi que nous associerons l'UPC issue du Manidem avec celles et ceux qui se réclament de l'UPC – en prouvant concrètement leur pratique militante. Nous disons que le *militantisme* est le remède, car il apparaît comme le critère objectif de l'égalité et de la sincérité de nos membres. Si l'UPC veut changer le Cameroun, elle doit savoir mettre à plat la vérité, faire le décompte de ses vrais militants, ne tricher ni avec la réalité, ni avec elle-même et évidemment pas avec ceux qui lui font confiance.

L'UPC issue du MANIDEM a été active, et elle peut le prouver. A l'intérieur du pays, à travers ses dirigeants : Ndema, Njassep, Louka, Philombe, Mouen, Batoum, Boum, etc. qui ont connu les prisons camerounaises pendant la dictature ahidjiste. A l'extérieur, avec ses dirigeants : Woungly-Massaga, Ndoh, Kuissu Abbo, Moukoko Mack-Kit, Emock Elang, Thomas da Costa, Ngon Daniel, etc. C'est également l'UPC/MANIDEM qui a représenté notre Parti dans le monde. Il faudrait que les autres 'serviteurs du peuple' autoproclamés, disent ou écrivent – et prouvent - ce qu'ils ont fait dans ce sens.

Des personnalités en divers domaines, se réclamant de l'UPC, ont tenu bon durant les 'années de plomb' sous Ahidjo et Biya. Elles ne se sont pas souillées en se frottant à l'UNC-RDPC. Ce sont les Nicanor, Njawe, Bakang Tonge, Mongo Beti, Kom David, Tagain, etc. Il y a les upécistes du début des années 1990, ceux qui nous ont rejoints depuis et ceux qui adhèrent aujourd'hui. Ce monde-là doit réorganiser l'UPC, sans complexe d'ancien ou nouveau militant, tous étant upécistes mais chacun sachant *qui est qui*, et *qui a fait quoi*. Pour le bien de tous, et du Parti en entier.

Les upécistes ne gagnent pas d'argent en militant, au contraire : ils dépensent des millions de francs *cfa* pour 'leur' organisation et ses représentations à l'étranger. Il faut être bien clair là-dessus. Quant aux mercenaires qui se réclament de

l'UPC pour la diriger et recevoir ainsi argent et postes de 'responsabilité' dans l'UNC-RDPC, leur espace et leur temps sont comptés, tout comme leurs commanditaires qui les entraîneront dans leur chute. Mais il ne faut pas les laisser prospérer tranquillement là où ils sont – grâce à l'argent du peuple. Il nous faut les apostropher, les acculer de telle manière qu'ils craignent les rencontres upécistes, qu'ils les évitent et qu'ils se dévoilent ainsi aux yeux des populations. Ce sont des opportunistes et des profiteurs certes, mais ce sont surtout des traîtres à la cause du peuple camerounais et à la cause africaine en général. Ils doivent être démasqués et marginalisés sans délai.

- La Posture upéciste

Les termes sont importants dans la lutte upéciste – car le terrain idéologique fonde notre action politique. Nous employons par exemple la dénomination '*upéciste fidèle*' et elle est incorrecte. Pourquoi ? Parce que cette expression induit dans la pensée d'autrui que les '*upécistes fidèles*' seraient une '*tendance de l'UPC*', ce qui est faux. Les upécistes fidèles à Um, Moumié et Ouandié ont toujours représenté *toute* l'UPC historique et uniquement elle. Ces militants-là sont l'incarnation du seul upécisme qui soit : celui de l'Union des Populations du Cameroun, telle qu'on l'a connue dans ce pays et ailleurs, en Afrique et dans le monde. Ce n'est qu'à l'intérieur de cette *unique* UPC fidèle à son histoire et à ses martyrs qu'il peut y avoir des nuances voire des 'tendances', mais ce seraient des tendances souscrivant toujours aux textes organiques du Parti et non des tendances centrifuges voire antagonistes - celles-là mêmes qui conduisent à la paralysie d'un parti et à sa mort.

Nous savons qu'il y a des upécistes croyants - musulmans, chrétiens, etc. -, aussi bien que non-croyants ; des upécistes marxistes et des non-marxistes ; des upécistes aspirant à 'davantage d'État' dans la gestion nationale et d'autres qui veulent 'moins d'Etat, qui défendent la propriété privée, etc. Mais tous se revendiquent et agissent comme des *upécistes,*

avant tout. Ils sont patriotes et panafricanistes : deux caractéristiques de l'upéciste, nous l'avons déjà dit.

En majorité, les upécistes appartiennent au grand courant idéologique qu'on désigne en Occident comme *'La Gauche'* – par rapport au courant de pensée 'droitier' qui a toujours gouverné au seul profit des 'privilégiés', laissant 'la masse populaire' à l'écart. L'UPC, qui a opté depuis sa naissance pour représenter et défendre les intérêts du peuple camerounais et des plus démunis – la majorité de la population –, est donc 'à Gauche' si on veut la caractériser sur le plan idéologique. En son sein se sont toujours retrouvés deux courants : la 'Gauche traditionnelle' et la 'Gauche Centriste' ou 'Centre Gauche'. Et si l'on doit évoquer des 'tendances upécistes', elles sont *internes* à notre organisation et non externes, elles visent à renforcer l'UPC par la diversité de ses militants et non par une concurrence insensée face aux postes de direction.

Il ne faut pas confondre ce qui est différent de nature : 'on ne peut additionner des chèvres et des choux', selon un dicton. Ceux qui proviennent de l'UNC-RDPC, tels les Kodock, Moukoury, Toko Mangan, Bitjeki, etc. ne sont nullement upécistes, ils ne font pas partie de l'UPC. Et ceux qui sont liés aux 'mercenaires' Toko Mangan, Hogbe Nlend, Kodock, etc. le sont non à cause de leur 'upécisme', mais pour d'autres raisons beaucoup moins glorieuses : 'la politique du ventre' étant la plus évidente et le tribalisme la moins ragoûtante. Car on ne peut à la fois être upéciste et rouler pour l'UNC-RDPC ! On ne peut à la fois être upéciste et se battre pour les intérêts du néocolonialisme ! Mais n'oublions pas que dans un front patriotique uni, l'UPC peut bien collaborer avec une droite nationaliste, dès lors que celle-ci défend *effectivement* les intérêts nationaux face aux prédateurs internationaux.

Une autre critique que nous pouvons formuler à l'encontre de certains de nos camarades, c'est leur attachement insensé, contre-productif, à l'ancienne métropole, à la marâtre France ! Cette France que nous voyons partout et à tout moment - comme un Diable ou, au contraire et paradoxalement ... un Bon Samaritain ! N'oublions jamais que nous sommes avant tout

affrontés à des Camerounais traîtres à leur patrie, même si le ou la marionnettiste n'est pas loin derrière.

Les conséquences d'une telle 'dépendance' mentale peuvent être à la limite aussi malvenue que lors du décès de notre Secrétaire Général, Michel Ndoh. Certains d'entre nous n'ont-ils pas vu dans sa mort la main cachée de la France, seulement parce que Paris lui avait refusé un visa d'entrée pour s'y faire soigner ? Si nous revendiquons la souveraineté de l'Etat camerounais, pourquoi vouloir dicter à la France ce qui nous plaît – serait-ce au nom d'une nécessité humanitaire urgente ! Paris est libre de tous ses choix – les bons comme les mauvais.

Dénonçons plutôt le fait qu'après plus de 40 ans de pseudo indépendance, le riche Cameroun ne peut guère offrir à ses nationaux d'infrastructure médicale ad hoc ! Nous ne devons pas dépendre des autres – qu'ils soient nos amis ou nos adversaires. Nous devons compter sur nos propres efforts avant de rechercher toute aide extérieure, ceci afin de changer ce pays de fond en comble en le débarrassant de tous ses complexes et de toutes ses entraves.

D'autre part, si nous devions passer par une aide étrangère, il y a d'autres portes que la France auxquelles sonner. Même le gouvernement laquais UNC-RDPC l'a appris à ses dépens, avec le passage-éclair à Yaoundé du Président français Jacques Chirac en 'tournée africaine' : en fin de compte, le Cameroun, s'il importe à Paris, n'est pas encore la pièce maîtresse de *'la politique françafricaine'*, ni dans la Sous-Région, ni sur le Continent...

La première tâche des upécistes 'réels', c'est de *restructurer* leur parti affaibli par les attaques répétées de ses ennemis acharnés qui sont au Pouvoir et dans la fausse Opposition. La seconde tâche upéciste, c'est la construction d'un *Front Patriotique*. Cette double tâche difficile ne se fera pas dans l'urgence et sans principes. Les upécistes ne doivent pas chercher des solutions de facilité, ils doivent fuir cette voie trompeuse, éviter à tout prix les raccourcis piégés. Leur ténacité, leur persistance dans l'effort sont légendaires - aussi

bien au Cameroun qu'à l'étranger où ils étaient exilés. Alors, soyons à la hauteur des sacrifices des générations de valeureux militants qui nous ont précédés. Attelons-nous à rechercher nos erreurs et nos faiblesses pour erradiquer les premières et remédier aux secondes.

Dénonçons le culte du gain rapide et facile tel que le régime néocolonial biyiste l'inculque à notre jeunesse. Il faut dire qu'au Cameroun, à part le laissez-faire, s'est aussi installée la culture de la facilité : pour atteindre un objectif, nul besoin de se battre ou de se sacrifier, de peiner ou souffrir – surtout s'il s'agit d'un objectif noble, désintéressé, tel le Bien de la collectivité nationale ! Pour 'réussir' au Cameroun, il suffit de tricher, d'arnaquer ses compatriotes ou de se laisser corrompre, de vendre son âme au plus offrant. Cette voie n'a rien de commun avec la voie royale de l'upécisme ! Ceux qui viennent à l'UPC, doivent savoir que ce n'est que par leur travail et suite à des sacrifices multiples que nous réussirons à libérer et à construire notre pays. La patience, le courage, l'abnégation, la valeur morale et le patriotisme sont les critères de base du 'bon upéciste'. Sur ces traits de caractère, se bâtira le reste : la formation et l'éducation du militant.

Le nationalisme upéciste a une couleur symbolique : le rouge du sang de nos martyrs, de ceux qui nous ont permis d'accéder à cette indépendance captée aussitôt par le néocolonialisme, le même rouge du sang versé par tous les peuples africains et tous les autres peuples du monde qui accouchent de leur liberté.

Fuir les solutions de facilité, c'est refuser ipso facto tout '*congrès unitaire*' qui nous mettent sur le même plan, que les faux upécistes ou les pseudo 'dissidents'. Plus avant, nous évoquerons la fable de cette 'unité introuvable' de l'UPC.

- *Légalisation ou pas*

Les upécistes doivent également refuser l'autre diversion : '*la lutte pour la légalisation de l'UPC*' – arguties juridiques et gouffre sans fond pour notre argent, notre temps, notre énergie,

ces trois éléments indispensables et que nous devons investir en priorité dans un sol non miné et gage de succès.

L'UPC doit s'adapter à la conjoncture actuelle, apprendre à combattre dans le cadre qui lui est imposé - légal, dans la mesure du possible, semi-clandestin ou clandestin. Ce ne sont pas les upécistes qui commandent ces caractéristiques de leur lutte, ce sont les circonstances et les rapports de force en vigueur à l'une ou l'autre époque de l'histoire du pays.

Les upécistes doivent apprécier comment œuvrer dans le cadre le plus sain comme le plus sûr possible – tant pour les autres que pour eux-mêmes. Le recrutement, la formation de nouveaux membres sont au prix de la sécurité de chacun quelle que soit son importance dans le parti, et hors du parti concernant nos sympathisants. Cela démontre la responsabilité de nos militants depuis la base jusqu'à la direction, et leur respect de la vie d'autrui et du peuple qu'ils servent.

Le problème de la légalité est certes sérieux, mais il ne doit nullement être au centre de nos préoccupations. C'est un casse-tête pour le gouvernement UNC-RDPC, dont le seul but est la conservation du pouvoir exclusif, et ce à tout prix ! Laissons-lui ce nœud-là à démêler, mais sachons que s'il nous 'légalise', ce sera pour mieux nous contrôler et nous mettre encore et toujours des bâtons dans les roues. Ne lui facilitons donc pas la tâche en intégrant des 'mercenaires', des 'upécistes' de la 25ème heure dans nos rangs, sous prétexte de 'congrès unitaire'.

C'est l'UNC-RDPC qui nous a exclus de la vie politique camerounaise, c'est donc à elle de nous 'réhabiliter', mais comme nous ne sommes pas naïfs, nous nous repositionnerons tout seuls, une 'réhabilitation' en comptant sur nos propres forces, pas sur celles de l'adversaire !

2. **Unité à la base ou 'Congrès Unitaires' ?**

L'UPC vit ces dernières décennies dans un cercle vicieux de victoires et d'échecs, qui l'empêchent d'aller décisivement vers la conquête du pouvoir. Cet enchaînement, qui semble 'fatidique' aux esprits les plus simples, il nous faut le briser. Pour cela, nous devons mieux appréhender les tenants et aboutissants de nos actes et de nos actions. Notre survie en dépend. C'est tout le problème du choix à faire pour l'UPC : ou bien c'est *l'unité à la base* qui nous mobilise ou bien c'est la tenue de énièmes congrès prétendument '*unitaires*' avec les transfuges ou les 'upécistes' de la 25ème heure...

- Le MANIDEM dans la 'démocrature'

En 1971, suite à l'assassinat du Président Ouandié, dans plusieurs secteurs des camarades ont voulu relancer le Parti lourdement touché - par exemple, le groupe Ekwalla-Njem à Conakry en Guinée. Mais le seul résultat tangible de ces diverses tentatives sera l'éclosion du MANIDEM, qui réussit non seulement à s'organiser mais à tenir, en 1982, son grand congrès clandestin 'Omega', avant même la chute de la dictature ahidjiste. Un véritable défi, une victoire indéniable ! Mais du même congrès 'Omega', naissait 'le malaise' suivi du désespoir et de sa conséquence : une forte saignée des cadres upécistes.

Après le IVème Congrès, alors que le Parti réussissait à sortir dudit 'malaise', quand nous commencions à gagner des points sur le plan diplomatique, que presque tous nous prévoyions la fin des régimes de dictature néocoloniale – soit en 1990 -, au lieu de contribuer à resserrer nos rangs, le camarade Kissamba [Woungly-Massaga] nous quittait ! Certains de nos cadres, croyant le Grand Soir arrivé, commençaient également à se positionner, chacun à sa manière, et le parti est sorti de la clandestinité sans autorité. Après l'Indépendance kidnappée, le

Développement perverti, voilà qu'advenait la Démocratie piégée par la dictature ou 'démocrature'.

Comme un malheur en entraîne d'autres, voici que nous sommes surpris à l'époque par une grande offensive du gouvernement UNC-RDPC, qui se traduit par la non-reconnaissance du Congrès de Bafoussam, et l'aide massive aux 'mercenaires' dans la réalisation du Congrès de Nkongsamba. À ceci s'ajoute l'erreur fatale de la dissolution de l'UPC-Comité Central. Suite audit Congrès, nous avons perdu des cadres et a surgi la discrimination des cadres de l'extérieur qui ne peuvent plus occuper certaines fonctions - ce qui va démobiliser davantage notre communauté à l'étranger, et fera perdre au Parti son soutien matériel majeur. Le régime Biya persiste à ne pas reconnaître la véritable UPC, en même temps qu'il multiplie son aide politico-financière aux 'mercenaires'. Les journaux, la télévision et la radio officielles ne parlent que de Mayi Matip, Tchoumba, Toko Mangan, Dicka, Kodock, Ntumazah...

Surpris et partiellement démobilisés et désorientés - la structure clandestine du Comité Central ayant été dissoute -, nous n'avions pas suffisamment de moyens pour survivre, et encore moins pour contre-attaquer en expliquant aux upécistes ce qui se tramait réellement. Car il faut de l'argent, du temps, de l'énergie pour faire fonctionner un parti. Nos faibles moyens étaient concentrés sur la survie de l'UPC-Manidem, l'unique espoir de faire revivre la glorieuse Union des Populations du Cameroun. Nous disposions de trop peu de ressources pour expliquer à la grande masse upéciste comment et combien elle était bernée. Nous étions donc incapables de traquer publiquement les 'mercenaires', de dénoncer massivement l'amalgame orchestré par le pouvoir, qui faisait perdre chaque jour davantage de terrain à notre Parti.

En même temps qu'ils appuyaient les fossoyeurs de l'UPC, les médias UNC-RDPC présentaient l'UPC comme étant une organisation 'déchirée', 'incapable de s'entendre'... Cette situation s'est poursuivie jusqu'à la réalisation du grand Congrès de l'UPC-Manidem en Août 1995, malgré les intimidations du Gouvernement. Après la débâcle de 'l'UPC du Palais d'Etoudi'

aux élections municipales, il fallait à tout prix que les falsificateurs 'montent' un pseudo '*Congrès unitaire*' pour, d'une part, se refaire une notoriété aux yeux des upécistes et du peuple qui les avaient déniés et aussi atomiser l'opposition en affaiblissant le rival SDF, d'autre part, écraser l'UPC combattante Nous savions tous que ce congrès était une opération 'à haut risque', mais au niveau du Bureau Politique, au moins, aucune voix ne s'y est opposée. Malgré difficultés, humiliations, menaces mêmes - que nos camarades Ndoh, Moukoko, Mack-Kit et autres ont surmontées -, malgré le très petit nombre de nos représentants à ce Congrès, nous y sommes allés. La persévérance ainsi que la foi inébranlable en nos principes, en notre cause ont seules permis la victoire de l'UPC combattante ! Une victoire hélas mal gérée car, peu à peu, nous avons laissé la faction 'UNC-RDPC' – c'est-à-dire les Toko Mangan, Bitjeki, Moukoury - obtenir au niveau de la Direction de l'UPC ce que le Congrès leur avait refusé !

Malgré notre résistance et les conseils de certains partis-frères, l'UPC-Manidem a été dissoute sans tenir compte de données importantes. A vouloir satisfaire les exigences du régime UNC-RDPC, afin d'être légalisée et reconnue, la Direction du parti ne faisait que discréditer l'UPC originelle aux yeux des populations. L'exclusion manipulée des dirigeants de l'UPC combattante soulignera notre échec – cela à cause de notre manque de vigilance. Certains de nos dirigeants ne se sont révéillés de la victoire de septembre 1996 qu'après cette exclusion, mais il était trop tard : la légalité nous filait à nouveau entre les doigts...

Evidemment, depuis, un MANIDEM-bis s'est constitué...

- L'Union avec QUI ?

Il nous faut différencier UNITE et UNION. L'*unité* ne peut se faire qu'entre des éléments de même nature, non hétérogènes, comme on ne peut additionner chèvre et choux – nous l'avons dit - ou 'unifier' l'eau et le feu. Dans notre cas, l'unité ne peut se faire - ou se rétablir - que sur la base des principes upécistes de la première heure, car ce sont des

postures politiques inaltérables par le temps. Au contraire de *l'union* qui est un ralliement temporaire, provisoire, conjoncturel, voire opportuniste, de forces distinctes dans leur composition, leur qualité, leur quantité et surtout leurs aspirations ou buts avoués. Le *Front Uni* est l'appellation de cette convergence d'organisations différentes dans une entente politique pour atteindre un but commun bien précis.

L'UPC ne doit plus s'embarquer dans des 'congrès unitaires' sans avoir fait le bilan du Congrès de septembre 1996. L'UPC est unie par sa base, alors pourquoi un autre congrès 'unitaire' ? Qui le convoquera d'ailleurs ? Au lieu d'un congrès d'entente avec les Toko Mangan et Moukoury, pourquoi pas avec Biya lui-même, car autant avoir à faire avec le Grand Patron qu'avec ses valets, non ? Si l'UPC se complaît dans cette manœuvre dilatoire et suicidaire, pourquoi ne réunit-elle pas carrément un 'Congrès UPC/UNC-RDPC' ? ! Ce serait la dernière étape avant la disparition finale, la goutte qui ferait déborder la coupe empoisonnée !

Voici quelques exemples de nos errements passés.

Au début des années 1990, l'UPC a été surprise par une vaste offensive destructrice savamment orchestrée. A l'intérieur du parti, les mercenaires issus de l'UNC-RDPC, les Kodock, Dicka, Mayi-Matip, Hogbe-Nlend, Toko Mangan... torpillaient toute initiative constructive, empêchant ainsi le parti de fonctionner normalement. A l'extérieur du parti, d'une part, le gouvernement UNC-RDPC finançait, médiatisait les opérations de ses mercenaires, et refusait la légalisation de l'UPC, d'autre part, l'UPC acculée, du fait de ne pouvoir entrer de plain pied dans la vie politique, se jetait dans une alliance erronée avec le SDF...

Comme il fallait voter 'utile' pour le 'Changement', notre parti a sillonné le pays en contribuant ainsi à la popularité ...du SDF ! Pourtant, le parti de Fru Ndi joue le double jeu en trichant à tours de bras. Il trompe notre peuple en lui disant que l'indépendance nationale a été acquise il y a plus de 40 ans, et que l'UPC n'a donc plus de raison d'exister ! Il s'adresse aux partis-frères africains, d'abord en 'louant' l'UPC puis en

s'empressant de l'enfoncer avec des remarques assassines du genre : « l'UPC est très divisée, et la plupart de ses dirigeants préfèrent vivre à l'étranger »... Comme si certains d'entre nous n'étaient pas bel et bien interdits de passeport pour pouvoir rentrer au pays ou restreints de circulation intérieure et surveillés par les services du renseignement biyiste - cela, sans avoir jamais commis d'autre crime que celui d'être des patriotes conséquents !

Mais, dites-nous si le SDF lui-même ne serait pas 'divisé' nonobstant la 'protection' du régime biyiste ? Les véritables dirigeants upécistes vivant au Cameroun, les Moukoko, Kamga, Mack-Kit, Njassep, Ndema, etc. sont-ils réellement reconnus et jouissent-ils de la même marge de manœuvres que les dirigeants du SDF et de l'UNDP ? NON ! Voilà où se découvre le jeu du pouvoir.

Surpris par cette offensive, nous avons dû répliquer en nous engageant dans un nouveau combat pour démasquer les ralliés au régime et maintenir haut le drapeau de l'UPC originelle. Cela nous a pris du temps, mais l'expérience est venue du même coup. Le peuple camerounais fait la différence entre 'les upécistes du Palais d'Etoudi', dont le seul programme d'action est l'organisation de congrès-bidons ou la chasse aux postes ministériels, et la vraie UPC en lutte pour sortir notre pays de l'impasse mortifère où l'ont engagé les régimes néocoloniaux successifs.

Les upécistes ont mieux à faire que de se 'réunir' sur un sujet qui n'a pas lieu d'être : leur unité. Car ils sont UNIS autour des principes et sur l'histoire du Parti 'réel' et non pas sur des histoires fictives, montées de toutes pièces par des individus opportunistes qui n'ont jamais été upécistes.

Notre faiblesse nous oblige au pragmatisme : allons-nous continuer à ne pas considérer les Kodock comme des upécistes, alors qu'ils représentent l'UPC à leur manière depuis plus d'une décennie !? Allons-nous décréter que Louka n'est plus un upéciste? Et Kodock va-t-il continuer à désigner la 'tendance' Ndoh, Mack-Kit, Moukoko, nous tous, sous l'étiquette 'agents du bureau X', alors que nous avons prouvé amplement notre engagement upéciste depuis si longtemps !

Quelques 'grands' transfuges de l'UPC méritent notre attention, en particulier son ex Secrétaire Général passé à l'autre bord en 1990.

3. La position de Woungly-Massaga

Ces derniers temps, c'est le 'commandant Kissamba' qui a le plus théorisé sur la question de *l'unité upéciste*. Ce 'grand frère', comme on l'appelait affectueusement, n'est pas n'importe qui dans l'histoire de l'UPC. Malgré les hauts et les bas de sa trajectoire politique, nous reconnaissons à Woungly-Massaga – c'est aussi son nom - une contribution importante dans la reconstruction de notre Parti, avec la création du *Manidem*.

Les dernières interventions publiques du camarade Massaga, surtout son agression contre ceux qu'il a baptisés « la bande à Moukoko », nous renforcent dans la conviction qu'il défend une cause indéfendable depuis qu'il s'est senti obligé de quitter l'UPC, en 1990.

Il est douloureux d'évoquer dans ces circonstances quelqu'un que l'on a estimé, avec lequel on a eu de longs et grands moments de cohabitation et de communion politique. Nous espérons ardemment le retour du camarade Massaga parmi nous, après qu'il se soit réveillé de ce cauchemar et qu'il comprenne l'énormité des dégâts qu'il a provoqués et continue de provoquer dans l'UPC.

Nous décidons de parler ouvertement ici pour que les upécistes, également les Camerounais, prennent connaissance des faits et qu'ils jugent eux-mêmes. Nous n'entrerons pas dans la part 'sensible' du dossier, car notre organisation est affaiblie et sujette à tous les mauvais coups du pouvoir.

Que l'on me permette ici d'utiliser la première personne du singulier, dans la mesure où cette narration m'engage en particulier et en tant qu'auteur de cet ouvrage. Même s'il s'agit,

avant tout, de l'UPC et de la lutte du peuple camerounais, c'est aussi une étape de ma vie qui est en cause.

Je me considère comme un cadre upéciste privilégié, puisque ma formation politique a été assurée par des 'maîtres' comme Jacques Ondoua, Abbo, Ngon, Mack-Kit, Moukoko. Ensuite, j'ai bénéficié des enseignements de Woungly-Massaga, qui s'est occupé de mon éducation plus que tous les autres, d'autant que nous vivions l'exil dans la même résidence, en Angola. Quand le camarade Kissamba a rallié Biya en 1990, c'est le camarade Ndoh (alias 'Moussa') qui s'est occupé de mon encadrement politique. Je suis aussi un acteur privilégié, car j'ai assumé très tôt des fonctions importantes dans le parti. Depuis 1982, je représente l'UPC à l'étranger – en quelque sorte un diplomate upéciste -, ce qui m'a permis de voyager et contacter diverses personnalités étrangères. De la sorte, j'ai eu l'opportunité de connaître notre parti de l'extérieur.

- *Le clash avec Massaga*

Après la mort en 1986 du camarade Emock Elang Thomas alias 'Antonio da Costa', notre Représentant Spécial auprès du MPLA d'Angola, je ne pouvais enterrer seul à Luanda ce dirigeant upéciste - comme me l'avait recommandé la direction du parti. J'ai donc insisté auprès des autorités angolaises pour qu'une délégation de l'UPC soit présente aux obsèques. Comme nous utilisions de faux passeports, l'identité réelle des membres de la délégation n'était pas révélée. Il s'agissait en fait de Massaga et Ngon Daniel. Les autorités angolaises, qui s'attendaient à recevoir d'autres camarades, ne s'en sont rendu compte qu'à leur arrivée à l'aéroport et elles nous ont fait attendre plus de six heures avant de nous offrir des chambres d'hôtel... Moi, le 'dissimulateur', je devais prendre le même avion de retour que les camarades Ngon et Massaga, une fois achevées les funérailles de 'Costa'. Heureusement, un ami de notre parti était parvenu à débloquer la situation. Mes camarades sont donc repartis mais je suis resté à Luanda pour

'actionner' l'opération-retour de Kissamba, qui a réussi grâce à la complicité de certains autres amis.

La première partie du séjour à Luanda de Massaga s'est bien déroulée pour moi puisque je bénéficiais des enseignements du camarade alors Secrétaire Général de l'UPC. La discipline du parti était rude, stricte : par exemple, à 31 ans, il m'était toujours interdit de penser au mariage, car je devais me 'consacrer entièrement au Parti'. Même pour rencontrer une 'petite amie' de façon sporadique, l'autorisation du 'grand frère' était indispensable...

Le 'malaise' a démarré quelque temps après l'arrivée à Luanda de l'épouse de Massaga, la camarade Valentine. J'ai alors eu l'occasion de vérifier sur le vif comment notre plus haut responsable appliquait lui-même les principes du parti au quotidien, pour ce qui le concernait personnellement. En gros c'était l'illustration du proverbe : 'Fais ce que je dis et ne regarde pas ce que je fais'. Selon moi, quelque chose 'clochait' et j'étais assez naïf pour penser redresser la barre...

Au début, j'ai pensé que le Secrétaire Général n'était pas informé du comportement de la camarade Valentine. J'entrepris donc de résoudre ce qui me paraissait fort problématique. A ma stupeur, je me suis vite rendu compte que notre Secrétaire Général n'ignorait rien, mais surtout que 'le mal' était plus profond que je ne l'imaginais...

La conduite de la camarade Valentine devenait intolérable. Les fonds du parti étaient 'mal gérés' - gaspillés. Je connaissais les sacrifices endurés par nos militants au pays et à l'extérieur, pour payer les grosses cotisations au Parti - certaines familles upécistes n'y ont d'ailleurs pas survécu... J'ai tenté de faire raisonner le couple dirigeant sur cette base, mais ces critiques n'ont en rien modifié son comportement. Pour ma part, je ne pouvais supporter une attitude opposée à mes convictions les plus profondes - en fait à tout ce qui m'avait contraint à l'exil !

La crise s'aggrava et nos relations se sont détériorées. Nos hôtes angolais nous observaient de loin. Selon moi, nous avions échoué dans notre mission de représenter l'UPC en Angola, et

j'ai pris la décision de porter plainte contre le SG, au niveau du Comité central. Nous étions au milieu de l'année 1987.

C'est alors que le camarade Moukoko Priso alias 'Eyenga Mbuyinga' - nous rejoignit à Luanda, dans le cadre d'un 'Forum International de la Jeunesse'. Sa visite fut pour moi l'occasion de l'informer de ce qui se passait, et de ma décision d'écrire. Moukoko refusa de transmettre mon courrier, en évoquant le IIIème Congrès 'Oméga' qui l'avait traumatisé. Il était convaincu que j'étais dans l'erreur. Le SG l'avait assuré que le « jeune médecin (que j'étais) n'avait pas toutes les données du problème », et que lui, le SG, maîtrisait parfaitement la situation. Confiant, le camarade Moukoko était donc reparti pour l'Europe...

Entre-temps la 'crise' est devenue insupportable. Le SG, pour m'apaiser ou 'm'endormir', m'a proposé les fonctions du camarade Kuissu Simon alors Secrétaire Général-Adjoint. J'ai refusé en rétorquant qu'il n'avait rien compris à ma critique. Quelque temps après, le camarade Kuissu arriva à Luanda pour une visite 'de travail'. Ma tentative de l'éclairer sur la situation réelle que nous vivions, échoua à tel point qu'il me répondit en me conseillant d'exécuter « scrupuleusement les orientations du SG »...

Face à cette incompréhension dramatique, l'unique solution qui me restait était d'aller directement moi-même expliquer au parti la gravité de la situation. Je devais donc voyager. Mais je n'avais pas de passeport en cours de validité - tout comme aujourd'hui d'ailleurs, car les autorités camerounaises persistent à refuser sa délivrance. Un ami me conseilla alors de demander un passeport à l'Ambassade du Cameroun de Brazzaville, et à ma grande surprise, je reçus par la poste ledit passeport ! J'en informai immédiatement le SG Massaga. Et que fit-il alors ? Il s'empressa d'écrire à certains secteurs du parti que 'Dimax' « avait trahi, qu'il était désormais un agent de Biya » !...

Heureusement pour moi, au premier trimestre 1988, je reçus la solidarité du secteur upéciste du Congo. Cela me réconforta sérieusement, car mon inquiétude de ne réussir à convaincre ni Moukoko ni Kuissu – les principaux dirigeants upécistes de l'époque, avec Massaga – s'était transformée en

angoisse. Il m'apparaissait très clairement que le 'commandant Kissamba' était bien incapable de mener notre parti au succès tant qu'il en resterait le principal responsable. J'entrepris donc avec moins d'appréhension mon voyage.

À Brazzaville, l'accueil des camarades fut très chaleureux. Je passai de bons moments avec les anciens du 'Deuxième Front', qui me révélèrent la raison de leur solidarité : ce que le 'commandant Kissamba' me faisait endurer, ils l'avaient vécu eux-mêmes de sa part ! Le camarade Ngon était entièrement d'accord avec moi : il fallait tout faire pour destituer le SG.

En France, les camarades m'écoutèrent avec compréhension, tout en manifestant une certaine distance. Et pourtant, durant des années, la camarade Epanya, seule, s'est efforcée de nous ouvrir les yeux...en vain. Combien de fois, en pleine réunion, n'avait-elle pas défié Massaga ! Cette attitude m'était alors obscure, c'est pourquoi elle avait attiré mon attention. Je ne peux pas non plus oublier l'accueil plus que chaleureux des camarades Fotso Djemo et Moutoudou. Ils avaient certainement compris que je n'allais pas bien. Ces compagnons de lutte, si simples, si modestes, si sensibles aux problèmes des autres, méritaient d'occuper une place plus importante au sein du parti. Il en était pour eux d'ailleurs comme pour beaucoup d'autres upécistes véritables. Je n'eus pas le courage de leur suggérer de luttee clandestinement contre Kissamba. Mais le camarade Abbo, secrétaire du Bureau Politique, s'est joint à nous.

À Lausanne, je racontai mes difficultés au camarade Ndoh. Après une semaine de repos, je partis pour l'Europe de l'Est, sans toutefois avoir révélé au camarade 'Moussa' notre entente dirigée contre le SG, car il était allergique à ce genre de choses, ce qui semble rien moins que normal pour le dirigeant qu'il était.

À Moscou, le camarade 'Kim' était satisfait : j'avais tout compris, enfin ! Kim m'entretint sur de nos 'problèmes', entre autres les 'erreurs du parti', le Dr. Mandeng. Il me montra un souvenir cher à son cœur - une photographie paraphée du président Ouandié lors de son passage à Moscou – qu'il me confierait après sa mort...

Notre groupe se renforça rapidement avec deux autres membres du Bureau Politique, dont le camarade Kuissu. C'est ce groupe des Cinq - dans lequel j'étais le plus jeune et le seul à ne pas faire partie du BP - qui a coordonné la lutte pour la destitution du SG.

Lorsque le camarade Moukoko revint à Luanda, au mois d'avril 1990, je l'informai de notre décision de poser le problème de la destitution de Massaga, lors de la session du Comité Central en juin-juillet – sans toutefois lui révéler l'existence de notre groupuscule. Moukoko s'y opposa et je n'insistai pas davantage, d'autant plus que le SG s'était évertué à le tromper en présentant sous un jour favorable la situation catastrophique du parti dans notre secteur. Et pour impressionner le camarade Moukoko, le SG l'avait logé dans l'hôtel le plus chic de Luanda ! Mais, comme les autorités angolaises se refusaient à payer la note, le camarade Moukoko dut carrément 'partir à la cloche de bois', s'enfuir de l'hôtel sans régler sa note et revenir en France sans ses bagages... Quel déshonneur pour notre parti, mais ce fut la 'goutte' qui fit démarrer la croisade contre Woungly-Massaga.

Le SG, qui pressentait l'ouragan, savait qu'après toutes ses mensonges, inventions, promesses, il ne pouvait plus se présenter devant le Comité Central les mains vides. Or il avait vraiment échoué dans sa tâche première à Luanda. La voiture protocolaire mise à sa disposition par les autorités angolaises lui avait été retirée depuis longtemps, et c'est moi qui devais le véhiculer de temps à autre. De plus, il était forcé de partager sa résidence avec ... l'angolais Daniel Chipenda, ex-chef d'une dissidence du MPLA – la 'Révolte de l'Est' - rentré d'exil, qui ne lui faisait pas de cadeau. Massaga était ainsi confiné dans sa propre demeure ! Les autorités angolaises d'une certaine importance, ne le recevaient plus. C'est ainsi que l'unique et dernier espoir qui lui restait, c'était le périple pour l'Afrique Occidentale. Notre groupe prit ses dispositions pour que le SG revienne bredouille de cette visite...

La première session du Comité Central se réalisa sans le SG, encore en tournée, mais 'le problème Massaga' était cette fois au centre des débats. Le Comité Central était divisé en deux

factions : une partie (la nôtre), exigeait la destitution tandis que l'autre (dont Moukoko et Mack-Kit), surprise par l'ampleur de notre offensive, s'opposait. Le problème fut donc reporté à la session suivante, qui devrait se dérouler en présence de l'intéressé, Massaga lui-même. Quelques jours après, le S.G. arrivait et prenait connaissance du déroulement des travaux du CC en écoutant les cassettes, les séances du CC étant enregistrées. La dernière session nocturne du CC avec Massaga, restera longtemps dans nos mémoires. En bref, cette nuit-là le SG comprit que l'UPC était devenue matûre, exigeante. Ce n'était plus le même parti, et le camarade Massaga n'en était plus le maître ! La direction exigeait maintenant du SG des bilans d'exercice, des rapports d'activités concrets, à lui le camarade Kissamba ou Woungly-Massaga qui n'avait jamais rendu aucun compte !

Quelques jours après, il nous assommait littéralement par sa désertion - alors que nous exigions seulement sa destitution du poste de Secrétaire Général de l'UPC...

Le ralliement de Woungly-Massaga au régime Biya fut évidemment un rude coup pour le parti, une très mauvaise période à surmonter, parce que vraiment nous n'attendions pas ce coup-là. Ni d'ailleurs la soudaine ouverture démocratique en trompe l'œil 'accordée' par le Parti-Etat. Le peuple upéciste n'y était pas plus préparé que nous. Il nous fallait agir vite et bien pour dominer cet événement et surmonter la crise due à la soudaine défection du SG. Avec beaucoup de mal, nous avons pourtant réussi à nous sortir de l'ornière.

Alors que je ne parvenais pas à digérer la trahison de Massaga, à ma grande surprise, des partis-frères ne cachaient pas leur soulagement. Les faits suivants se sont alors éclaircis :

- Un parti-frère avait dû refuser le mandat de Représentation que Massaga m'avait délivré - et que j'ai toujours.

- Lors d'un voyage, un Chef d'État refusa de recevoir la délégation upéciste alors que son Directeur du Cabinet nous avait lui-même contactés. Le camarade Kissamba et moi avions attendu vainement toute la journée

- Après le passage de Mindja Hilaire, émissaire de l'UPC venu dynamiser les relations du parti, lors d'une réception, un

haut dirigeant du MPLA demanda à un Chef d'État en visite, ce qu'ils pouvaient « faire pour les amis upécistes », ce à quoi le Président en question lui avait répondu : « Je ne veux rien avoir à faire avec Massaga ».

- Un dirigeant historique angolais ne cessait de me marteler: « Le Président Ngouabi nous disait tout le temps que Massaga travaillait pour l'Occident, qu'il était un agent des services secrets français. Nous n'avions pas pris la chose au sérieux car le camarade Massaga avait eu à travailler avec nous, et nous avions du mal à l'imaginer sous une telle veste ».

- Lors d'un sommet tripartite de Chefs d'États d'Afrique Centrale, à Luanda, Massaga et moi avions longuement insisté auprès d'un ami Ambassadeur et de son Ministre, pour qu'ils abordent notre problème. Dès que l'on cita le nom de Massaga, l'un des participants s'empressa de dire : « Il paraîtrait que Massaga serait quelque part en France à s'occuper de mathématiques ». Tous s'étaient regardés et avaient changé de sujet – tout en sachant parfaitement que le Massaga en question vivait à moins de deux cents mètres d'eux.

- Après le 'congrès unitaire' de septembre 1996, lors d'une démarche auprès de nos amis angolais, je présentais les travaux du congrès. Quand j'ai cité le nom de Massaga figurant au Secrétariat de l'UPC, le camarade angolais m'a interrompu en disant qu'il ignorait les critères de cette élection, et que bien qu'il s'agisse d'un problème interne de l'UPC, il tenait à m'informer qu'il s'occuperait lui-même de Massaga si celui-ci remettait les pieds en Angola, en clair : il n'hésiterait pas à le faire arrêter.

Pour comprendre cette aversion non déguisée et largement partagée, semble-t-il, envers l'ex SG, il faut ajouter qu'avant son départ vers ses nouveaux choix et alliances politiques, Massaga avait tellement mis son nez dans les affaires internes angolaises, que s'il n'a pas été déclaré *persona non grata* et expulsé du pays-hôte, ce fut grâce au prestige dont jouissait encore l'UPC auprès de certaines figures historiques du MPLA qui n'ont cessé de souligner la dette morale de leur parti à l'égard de l'UPC.

Ainsi, par exemple, l'un de ces vieux nationalistes angolais nous répétait sans relâche que l'UPC les avait aidés matériellement, politiquement et diplomatiquement, au tout début de leur lutte de libération contre le colonialisme portugais - et ce, malgré ses propres difficultés et ses si modestes moyens. Moumié et ses compagnons les avaient intro-duits auprès des gouvernements et mouvements progressistes africains, dès la fin des années 1950. On nous rappelait aussi que l'UPC avait également participé à l'entraînement au Congo-Brazzaville des combattants anti-colonialistes angolais, sous la direction du 'commandant Kissamba'.

On comprend donc que la désertion de l'ex-SG ait choqué nos alliés. Même si leurs critiques sur Massaga allaient déjà bon train, ils se sentaient, eux aussi, soudain floués, trahis, par le fuyard. Réaction normale, eu égard aux risques politiques et diplomatiques encourus en tant qu'État indépendant, pour assumer leur solidarité avec l'UPC. Rappelons le contexte : leur propre pays, l'Angola, était alors ravagé par une guerre civile alimentée côté adverse par un certain nombre de régimes néocoloniaux africains, dont certains d'Afrique Centrale alliés de l'UNITA de Jonas Savimbi.

- A la recherche de l'Unité improbable

Nous nous attardons ainsi sur 'le cas Woungly-Massaga', parce qu'il est quand même celui qui a fait naître le *Manidem.* On peut donc avancer sans risque de se tromper que ces dernières années, le commandant Kissamba combat contre lui-même ! Il se démène à détruire ce qu'il a patiemment construit autrefois...

Ces dernières années, ce ne sont ni les théories ni les initiatives ni les mots d'ordre mobilisateurs qui ont manqué à l'UPC. De tout cela, le mouvement upéciste n'a rien fait. Ce qui lui est indispensable par contre et qui lui fait cruellement défaut, c'est une théorie appuyée sur une pratique et sur la connaissance tirée de notre expérience et de celle du mouvement d'émancipation mondial ou international. Nous

avons eu des '*Convergences*', des '*Cacdem*', etc., mais pas la sagesse de nous arrêter, de nous poser des questions sur le travail accompli jusque-là, de faire le bilan de nos activités et tirer enfin les leçons qui s'imposent. Nous allons toujours de l'avant – plutôt une fuite en avant – sans savoir réellement où nous mettons les pieds.

On nous convoque ainsi des 'congrès unitaires', en oubliant qu'il n'y a pas si longtemps – en septembre 1996 – s'en est tenu un. Comment le commandant Kissamba veut-il '*unir l'UPC*', sans tenir compte des *causes* de sa propre 'désunion', de sa véritable désertion dans l'armée ennemie ! ? Ces causes, pour certains, ce sont 'les intellectuels', pour d'autres, ce sont 'les querelles de chefs, de tendances'. Voici ce qu'écrit le camarade Ambroise Mandengue Ntone, dans le journal *Mpodol* : « Je pense que les différents responsables de notre parti sont à l'origine de cette division. Les responsables du parti parlent le langage du tribalisme. Beaucoup de militants à la base soutiennent des hommes, et non le parti ». Et les camarades du 'Groupe de Consultation pour l'Unité de l'UPC' d'ajouter : « Il faut unir tout le monde, les traîtres, les 'achetés', tout en promettant de punir avec une grande sévérité les chefs de tendance qui refuseront la main tendue pour l'unité »...

On voit donc que 'le commandant Kissamba' n'aide pas à débrouiller les nœuds du parti, au contraire il les serre davantage quitte à rendre caduque notre organisation. S'en soucie-t-il vraiment ?

Le commandant Kissamba ne joue pas le rôle qui aurait dû lui revenir à cause de son passé et de son âge tout simplement : il aurait dû être le trait d'union entre les générations. Il aurait contribué ainsi à la véritable unité du parti en situant le combat upéciste sur le terrain qui est le sien : la mobilisation et l'action au service des intérêts du peuple souverain. Son rôle aurait été d'expliquer pourquoi et contre qui lutte l'UPC, en montrant aussi pourquoi et contre qui lutte les Kodock, Hogbe, Ntumazah, Djon Djon, etc. Une réponse à ces questions aiderait à comprendre enfin de *quelle unité* et de *quelle UPC* l'on parle, puisque nous tous nous disons '*upécistes*', '*pour*

l'unité de l'UPC', et même pour la participation à un éventuel gouvernement...

Après avoir longuement analysé les activités de Kodock et Hogbè qu'il dit être depuis longtemps au RDPC, le commandant Kissamba est obligé de conclure qu'ils ont échoué, et qu'ils ont saboté l'unité du Parti. Mais il vole quand même à leur secours, en insinuant que leurs activités auraient bénéficié au Parti s'ils s'étaient comportés d'une autre manière ! 'Avec des si, on mettrait Paris en bouteille'... Massaga fait semblant d'ignorer que ce sont des créatures de l'UNC-RDPC, et que leurs démarches ne peuvent que viser à détruire l'UPC, puisqu'ils sont 'engagés' et rémunérés dans ce seul but. Aveugle semble-t-il, le commandant Kissamba ne s'en tient pas là, puisqu'il décide que, malgré toutes leurs actes nocifs, Kodock et Hogbè ont quand même 90 % des upécistes *Bassa* derrière eux... Massaga, qui veut profiter lui aussi de ces voix 'tribales' Bassa, pense qu'il est plus 'profitable' de s'entendre avec Kodock et Hogbè...

Le commandant Kissamba n'a sans doute pas oublié notre dernière rencontre. C'était de nuit, à l'Hôtel des Députés, où le camarade Bitjeki nous avait prévenus que la Direction élue au Congrès ne serait pas reconnue par le gouvernement biyiste si elle intégrait dans son Bureau Politique des anciens de l'UPC-Manidem... Ce qui s'est vérifié ensuite. Bitjeki était vraiment 'bien informé'. À moins que 'le commandant Kissamba' ait été convaincu d'avance que, cette fois-là, il n'y aurait pas d'élus de l'UPC-Manidem ?

Le camarade Massaga sait très bien que l'UPC fonctionne sans interruption depuis des décennies. D'où nous proviennent ces 'chefs de tendances' dont on nous rabat les oreilles depuis 1990 ? Quand et comment ont-ils commencé à militer dans l'UPC ? Où étaient donc lesdits 'chefs de tendances' quand les Boum Jean-Pierre, Ndema, Njassep, Batoum, et autres camarades, étaient torturés dans les geôles de l'UNC-RDPC ?

Au lieu d'assumer le vrai combat upéciste, le commandant Kissamba fait les yeux doux aux ministres du gouvernement UNC-RDPC et agresse indéniablement les upécistes fidèles à

Um Nyobè, Moumié, et Ouandié. Il devrait nous dire plutôt ce que le gouvernement biyiste a fait pour changer son comportement plus qu'agressif vis-à-vis de l'UPC, et même s'il est 'prêt' à perdre un peu de son pouvoir exclusif, à le partager un tant soit peu avec l'Opposition véritable !

Des ministres pseudo 'upécistes' dans les gouvernements successifs UNC-RDPC, il y en a eus ! Mais pourquoi donc n'ont-ils jamais laissé de trace dans la mémoire populaire qui pourtant retient longtemps le nom de ses bienfaiteurs – car ils sont si rares ! L'Afrique aussi porte en mémoire les vrais upécistes. Ce n'est pas pour rien que Ntumazah n'a pas été reconnu digne de succéder au Président Moumié par différents partis-frères.

Après le Congrès, nous étions fort sceptiques et opposés à la dissolution de l'UPC-Manidem, alors que les camarades Ndoh, Moukoko et Mack-Kit croyaient encore au 'congrès unitaire' et à ses bienfaits sur l'avenir upéciste.

Selon nous, l'exclusion voulue par le régime néo-colonial camerounais et soutenue par ses hommes de paille 'upécistes-bidon' est préférable à la mangeoire biyiste qui ne durera pas d'ailleurs. Plutôt que de 'participer' faussement à un gouvernement anti-populaire, anti-national, anti-patriote, répressif, corrompu, népotiste, tribaliste, etc., absent pour cause de faiblesse intrinsèque d'une scène régionale en feu, l'UPC se doit d'éviter l'auge du pouvoir où se vautrent des moins que rien, à l'avenir bouché. Nous garderons ainsi toutes nos énergies pour mobiliser et conduire le peuple à sa victoire. Le temps de refonder, rétablir notre valeureuse organisation sur ses pieds d'origine, et l'UPC se remettra en marche pour conquérir sa place dans notre pays. Les temps nous sont favorables.

Nous sommes pour l'unité des upécistes véritables : ceux qui portent haut les principes de l'UPC originelle et servent les intérêts de la grande majorité. Les autres, ceux qui n'apparaissent au jour qu'au moment des 'congrès unitaires', pour jouer leur rôle de 'diviseurs', pour semer la confusion, obscurcir à dessein le panorama upéciste, et au final pour récolter ensuite quelques miettes du pouvoir néocolonial, ceux-

là peuvent bien aller se faire pendre ! Aucune unité n'est possible encore une fois entre l'eau et le feu.

Nous sommes évidemment pour une UPC unie, forte et libérée de ses démons divisionnistes ! Nous sommes pour une unité de l'UPC qui n'accepte pas la 'condition préalable' : la tutelle de l'UNC-RDPC ! Ni celle-là, ni la main-mise de la France ou de toute autre puissance étrangère sur notre organisation, comme sur le Cameroun !

En 1996, à Yaoundé, nous étions en pleine réunion entre parents, lorsque deux cousins dévièrent les discussions en commentant abruptement « le retard de Ndom », le village d'origine de la famille. Selon eux, les régimes successifs UNC-RDPC avaient 'oublié' Ndom, à cause de l'intransigeance de Michel Ndoh et de son 'fils' - entendre par là Daniel Yagnye Tom, l'auteur de ce livre -, qu'il avait « entraîné dans sa lutte ». En guise de conclusion, les cousins demandaient d'accepter la proposition que le gouvernement nous faisait et eux-mêmes se chargeraient « du reste »... Je ne me rappelle pas avoir jamais vu Michel Ndoh dans un état de colère comme ce jour-là !... Après avoir longuement parlé, Michel Ndoh a conclu, qu'à son avis, « la famille était finie » - lui qui tenait tellement à la famille ! S'il se ralliait au régime de Biya, après avoir passé toute sa vie dans la lutte, combien de temps lui faudrait-il pour oublier un tel déni de soi-même, pour effacer de sa conscience une telle honte !?

Il faut spécifier qu'à l'époque, un troisième cousin avait été nommé ministre par Biya et, malgré cela, Ndom le village natal n'avait guère progressé ! Que lesdits cousins, le reste de la famille nous pardonnent d'évoquer ici cet incident, mais cela nous a semblé nécessaire pour illustrer la corrosion de nos mentalités qui prépare à la trahison de ces grands principes de vie qui ont si longtemps permis aux militants upécistes de survivre dans la clandestinité ainsi que dans les pires moments de la lutte armée pour la libération du Cameroun.

4. L'alternance démocratique

La fièvre qui monte au Cameroun à chaque échéance électorale ne doit pas nous dévier de notre objectif principal : la réparation de notre organisation afin d'en faire un outil bien aiguisé au service de l'alternance démocratique. Les militants et sympathisants doivent être mobilisés pour faire basculer la machine à tricherie électorale qu'est l'UNC-RDPC. Les Eglises, les Organisations Non Gouvernementales, la Société Civile camerounaise dans son ensemble, mais aussi les forces de l'ordre patriotiques, les patriotes dans tous les partis doivent peser ensemble pour faire accoucher notre société du vrai Changement politique.

- Aux élections !

Le scandale de la suspension du processus électoral du 23 juin 2002 n'est pas oublié. De même que la disparition de Biya pendant presque deux mois après un tel forfait ! Le 30 juin 2002, 'nos' politiciens se sont rendus tranquillement aux urnes et l'UNC-RDPC a magistralement gagné 'ses' élections ! 'Nos' politiciens se sont alors réveillés en nous submergeant de propositions. Les partis se sont divisés à qui mieux mieux, d'autres se sont regroupés, ont même fusionné, certains ont évoqué une 'recomposition', d'autres une 'refondation' à l'instar des grands partis français tombés en disgrâce populaire... Comment comprendre ce qui se passe ? Que doivent faire les patriotes, les upécistes en particulier ?

Nous devons admettre que le régime UNC-RDPC, si médiocre et impuissant soit-il, a réussi à crédibiliser 'ses' élections, tout en discréditant 'son' Opposition. D'une main, il lui distribue des milliards tandis que, de l'autre, il manie le bâton si elle ne se conforme pas à sa volonté. L'Opposition va donc d'échec en échec, de division en division, elle part battue d'avance, malgré ses 'recompositions' qui sont plutôt un aveu

d'impuissance, face à un adversaire jugé invincible. Certains vont même jusqu'à suggérer la 'refondation' du pouvoir UNC-RDPC, afin que ce parti « prenne enfin conscience du désastre qu'il a engendré dans le pays et change de comportement » ! Doux rêveurs que ceux-là ! Toujours à fuir les problèmes, à éviter les affrontements, adepte de la politique de l'autruche. Comme si la cause essentielle de leur débâcle électorale en juin 2002 était l'absence de 'recomposition' des partis !

Pourtant, devant l'obstination de M. Biya à maintenir son ONEL (Observatoire National des Elections), au lieu d'une Commission Électorale Nationale Indépendante, nous savions pertinemment qu'il nous préparait une grosse fraude dans tout le pays, néanmoins, nous sommes allés 'confiants' aux élections – comme le mouton va à l'abattoir... Il est vrai que certains pensaient s'en sortir, mais c'était oublier la cupidité des clans UNC-RDPC.

Dans ces conditions, l'UPC a prôné la non-participation à ces élections, l'abstention pure et simple. Nos prises de position sont taxées d''upécécentristes' hors de l'UPC, et d''extrémistes' à l'intérieur. Mes camarades ont participé à ces élections pour prouver à l'opinion que M. Biya, une fois de plus, après trois élections successives truquées, était bien incapable d'organiser des élections transparentes. En 2002, la démonstration en aura été éblouissante.

Dans le but d'éduquer le peuple au changement possible, l'UPC a combattu pour que soient élaborées et votées une nouvelle Loi Electorale, une nouvelle Constitution, une Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), tout cet appareil législatif utile pour barrer la route à Biya et à son régime destructeur.

En juin 2002, l'échec mérité de Fru Ndi, Bouba Bello, du SDF et de l'UNDP, n'était pas dû à la pléthore de partis – comme on l'a dit. En tenant compte des tricheries de l'UNC-RDPC flanquée de 'son' ONEL, nous pouvons admettre que le 'score' réel desdits partis était supérieur aux résultats annoncés, mais leurs crises internes successives, l'alignement sur l'UNC-RDPC, le fait d'être responsables du blocage de l'alternance

démocratique : tous ces éléments n'ont pas échappé aux électeurs le moment venu et ils les ont sanctionnés...

Les élections d'octobre 2004 se préparent hélas dans les mêmes mauvaises conditions que celles de juin 2002. L'Opposition, organisée en une coalition pour imposer au régime Biya une CENI neutre, a dû défiler fin août 2004 dans les rues de Yaoundé, encadrée par les forces de l'ordre biyiste ! Autant dire que ce régime autiste prépare à la nation camerounaise des lendemains violents puisqu'il ne veut pas céder la place par la voie pacifique...

La *Coalition Nationale pour la Réconciliation et la Reconstruction (CNRR)* est constituée principalement de 'revenants' et démontre son incapacité à conduire la lutte pour le changement démocratique. Elle exerce un chantage sur le *Front des Forces Alternatives (FFA)* et sur les dissidents du SDF. Seules des pressions venues de la base pourront lui faire changer son fusil d'épaule. Il faut nous l'avouer : à quelques semaines du scrutin présidentiel de 2004, CNRR et FFA n'ont pas réussi à créer les conditions minimales d'une élection libre et équitable, sans risque de violences... En septembre, d'ailleurs la violence s'abat près de Bamenda, où un dirigeant local du SDF est carrément abattu et l'on soupçonne fortement son rival du RDCP. Devant la réaction populaire, le régime aux abois promet une 'enquête' 'pour découvrir le coupable de ce crime'... A Yaoundé, des rumeurs insistantes évoquent l'assassinat prochain du Cardinal Tumi, un ténor de l'Opposition réelle... A quelques semaines d'octobre, la date exacte du passage devant l'isoloir n'a même pas encore été annoncée par le Pouvoir... Atmosphère électorale déplorable donc.

En juillet 2004, l'Opposition ne s'était toujours pas décidée sur un candidat unique. Le MANIDEM-bidon (sigle du 'Mouvement Africain pour la Nouvelle Indépendance et la Démocratie'), quant à lui, a désigné son candidat : Anicet Ekané.

Le candidat upéciste désigné au tout récent Congrès de Douala, en août 2004, est son Président Samuel Mack-Kit.

L'UPC a fait largement diffuser les conditions d'un vote valide - la plupart des clauses ne sont pas remplies actuellement et ne le seront certainement jamais sous Biya.

Malgré tout et pour faire face le mieux possible aux échéances électorales d'octobre 2004 (?), la *diaspora* camerounaise s'est organisée en un mouvement unitaire d'importance : le *Collectif des Organisations Démocratiques* (CODE). La grande majorité de nos compatriotes à l'extérieur du pays exige *le changement* passant nécessairement par le départ sans délai ni atermoiement du régime UNC-RDPC et de son 'patron', Paul Biya. Il est notable qu'étant éloignés géographiquement de la 'mangeoire' présidentielle, ces Camerounais-là ont moins de mal à s'entendre que leurs frères de l'intérieur. Le régime biyiste et ses mercenaires sont moins 'efficaces' à l'extérieur, moins nocifs, moins aptes certainement à semer la confusion et à acheter le vote des électeurs. Mais il n'est pas dit qu'en rentrant au pays, ceux-ci ne se feront pas 'phagocyter' par tout l'appareil biyiste et consorts mis en branle pour 'gagner'. C'est pour contrer ce danger, que la diaspora doit aller au-delà de son engagement dans le CODE : elle doit s'organiser dans des partis d'opposition réelle au Pouvoir. L'UPC en est un.

- La force de l'UPC

Ceux qui se battent pour 'refondre' l'Opposition devraient se poser deux questions : pourquoi 'l'UPC' fait-elle partie de tous les gouvernements Biya de l'ère pseudo-démocratique ? Quelle est la place de l'UPC dans l'actuelle 'refondation' de l'Opposition ?

Toute recomposition politique qui ne tient pas compte de la donnée upéciste a peu de chances de réussir. La décadence du SDF à ce propos est significative. Nous avons vu qu'après avoir bénéficié du soutien de notre parti, le SDF prétendait usurper la place de l'UPC, en s'en démarquant et en la débinant par derrière... Nous verrons ce qui restera du SDF dans dix ans.

Quant à l'UPC, ayant fait ses preuves depuis longtemps, elle occupe une place indélébile dans le cœur de notre peuple en lutte pour s'émanciper. Le Pouvoir le sait et s'en sert. Cette 'obligation' d'upécisme lui impose de faire figurer l'UPC dans ses gouvernements successifs. Le fractionnement de l'UPC permet au pouvoir UNC-RDPC de tenir un équilibre instable... Il finira par trébucher sous la pression de la rue en colère et s'écrasera sur les 'mercenaires' accrochés à ses basques.

Même les fraudes de l'ONEL n'ont pas réussi à exclure les vrais upécistes du Gouvernement. Ceux qui se réclament de l'Opposition n'ignorent pas cette donnée : il n'existera pas de changement démocratique sans l'UPC, car nous faisons partie de la lutte du peuple pour se libérer. Les patriotes camerounais devraient comprendre qu'il y va de leur intérêt de ne pas affaiblir l'UPC, mais au contraire de le renforcer, car notre pays a grandement besoin d'un parti enraciné dans son histoire, comme une mémoire vivante, et de militants qui l'ont servi corps et âme depuis si longtemps.

Ceux qui ont milité dans notre parti dans les années 1970 et 1980, se souviennent du long chemin qu'il fallait parcourir pour devenir un membre de l'UPC. Mes contacts avec le parti ont commencé en 1977. Militant de l'Union Nationale des Etudiants Socialistes du Kamerun (UNESK), l'aile étudiante du Manidem, je n'ai adhéré au parti qu'après 'Oméga', soit le IIIe Congrès de l'UPC en 1982 auquel j'ai participé en qualité de 'stagiaire'. Du temps de Ahidjo, et jusqu'à l'ère pseudo-démocratique de Biya, les choses étaient claires à l'intérieur et à l'extérieur de l'UPC. Personne n'aurait accepté des ministres upécistes dans le gouvernement. Kodock, Hogbè-Nlend, Ndam Njoya, Ekindi, Fru Ndi, etc., appartenaient à l'UNC-RDPC. Ntumazah n'était pas avec nous. Après ce IIIe Congrès, nous les Ndoh, Moukoko, Mack-Kit, Massaga, Mindja, Kuissu, Ngon, Ndema, etc. avons organisé en 1984 le IVème Congrès en brousse, en toute clandestinité.

Les grandes divisions au sein de l'UPC sont apparues fin décembre 1991, à l'occasion de la fausse ouverture 'démocratique', aux Congrès de Bafoussam et de Nkongsamba.

Il est compréhensible que des camarades upécistes, dissimulés dans l'UNC-RDPC pour diverses raisons, décident d'abandonner ce parti pour revenir dans le parti de leur cœur. Mais la méthode et la manière comptent, car M. Biya a usé de tous les moyens pour imposer au peuple camerounais 'l'UPC de Nkongsamba' et sa dérivée d'Hogbè-Nlend, tout en marginalisant 'l'UPC de Bafoussam'.

Au moins la tare tribaliste ne peut-elle être imputée à l'UPC. Voici deux faits illustrant la pratique upéciste *a contrario* : en 1991, le camarade Ndoh a été élu Président de l'UPC à Bafoussam, au détriment du camarade Kuissu originaire de cette localité, avec les votes des camarades de ladite région. D'autre part, le camarade Bassa Michel Ndoh a été hébergé toutes ces années par une famille upéciste non Bassa. Sommes-nous tombés à ce si bas niveau au Cameroun qu'il faille prouver à tout un chacun non pas que vous êtes un honnête homme, un patriote, mais que vous n'êtes pas un vulgaire tribaliste !

La vérité, c'est que les divisions aussi ridicules soient-elles – telles celles qui s'appuient sur l'appartenance ethnique ou clanique ou régionale des uns et des autres - affaiblissent notre peuple, tous les partis et donc aussi l'Opposition. Il n'est pas d'upéciste qui se sente à l'aise dans cette situation de divisionnisme aigu, même ceux qui sont à table avec M. Biya. Nos 'ministres upécistes' ne recevant que des miettes, aspirent à davantage. Disons-leur qu'ils 'pèseraient' plus en renforçant l'UPC unifiée.

L'unité de l'UPC est un impératif, un défi lancé à l'intelligence des upécistes car elle exige le dépassement des querelles intestines et des amertumes accumulées depuis des années. Il ne s'agit pas de tolérance mais d'une ligne stratégique majeure : voulons-nous voir l'UPC arriver véritablement au pouvoir, avec son propre programme à mettre en action, à défendre ? Quelle honte pour nous upécistes que le gouvernement UNC-RDPC nous oblige à présenter une liste commune pour avoir accès à la mangeoire !

Ayant opté depuis le Congrès Unitaire de Yaoundé pour une alternance du pouvoir par la voie démocratique, l'UPC doit prouver qu'elle est un parti contemporain, ouvert - mais pas béant ! –, attentif au monde moderne, osant réunir des sensibilités et des 'tendances' non antagoniques, y compris au sein de sa Direction Nationale. Le débat idéologique et politique pourrait se mener à l'intérieur du parti, ce qui prouverait que nous avons intégré à notre connaissance la fin de la Guerre Froide et la chute vertigineuse des partis-Etats *totalitaires* qui ont caractérisé cette période grise.

Aujourd'hui, l'UPC compte plusieurs 'lignes', qui sont en fait représentatives de la différenciation des intérêts de classe au sein de notre société, et sont portées par nos militants, citoyens comme les autres. Il est donc normal que les 'tendances' affleurent et quelquefois s'entrechoquent dans l'UPC. Il est certain que les intérêts généraux se recoupent, mais les intérêts particuliers et individuels peuvent s'opposer. A nous de savoir les distinguer pour ne pas crier 'Haro sur la traîtrise ou la dissidence ' alors qu'il s'agit d'une contradiction secondaire par rapport au programme d'action upéciste.

Ossendé Afana écrivait dans *L'étape actuelle de la révolution kamerunaise (*p. 87) :

> « [...] par sa propre expérience, chaque militant constate que l'unité du parti se heurte chaque jour à de nombreuses difficultés, non seulement d'origine extérieure, mais aussi d'origine intérieure. Certains veulent la lutte par tous les moyens et d'autres uniquement la lutte pacifique ; certains soutiennent le tribalisme et le néo-colonialisme, d'autres le combattent, certains respectent la discipline du parti, d'autres la violent, etc. Qu'arrivera-t-il si ces difficultés ne sont pas surmontées correctement et à terme ? Deux cas peuvent arriver : ou bien le parti perd son unité et se disloque en plusieurs groupes ou bien le parti garde son unité mais perd sa juste orientation et son programme

révolutionnaire. Dans les deux cas, la victoire de la révolution et du peuple devient plus difficile sinon impossible, au moins dans l'immédiat. La lutte à l'intérieur du parti constitue donc une nécessité vitale pour le parti lui-même [...]. Pour mener correctement cette lutte, il faut en connaître les causes : la politique des néo-colonialistes et de leurs agents, l'existence de plusieurs lignes de classe à l'intérieur du parti, l'insuffisance du niveau idéologique et de l'expérience des cadres dirigeants aussi bien que des militants, l'insuffisance de la pratique du centralisme démocratique [...] [12]».

[12] Afana, Osende: *L'étape actuelle de la révolution kamerunaise*. Texte édité par l'UPC, slnd, p.87.

CONCLUSION PROVISOIRE

POUR L'UPC DU PEUPLE

Quelle UPC voulons-nous laisser aux générations montantes ? Quel exemple sommes-nous pour le pays ? Quelle image donnons-nous aux autres – aux non-upécistes ? Comment surmonter nos différences et nos différents, nos querelles intestines, nos rancœurs ? Nous qui avons combattu sans trêve le colonialisme puis le néo-colonialisme dans leur phase la plus brutale, nous qui n'avons jamais joui des fruits de notre dur labeur, nous qui avons été pourchassés, assassinés, exilés, puis floués, doublés par des fictions d'UPC invitées à partager l'auge de la 'démocrature'. La période actuelle exige de nous un sursaut salutaire : à nouveau, DEBOUT et ENSEMBLE !

Après le Congrès de Douala, en août 2004, les militants upécistes ont élu la Direction suivante : Samuel Mack-Kit au poste de Président National ; Moukoko Priso Paul au poste de Secrétaire Général ; Yagnyié Daniel au poste de Secrétaire-Général-Adjoint.

Aujourd'hui, une seule UPC détient la légitimité de l'organisation historique créée par le MPODOL en 1948 pour libérer notre pays, totalement, et le réunifier. La légitimité est de notre côté sans aucun doute, mais pas encore la force. Or la force est nécessaire pour faire basculer le désordre établi depuis la fausse Indépendance camerounaise. Il nous faut retrouver cette puissance, cette masse qui nous a portés en avant si longtemps - avec les hauts et les bas que l'on sait. Il nous faut recruter des forces vives parmi nos jeunes qui, tels nos 'Lions Indomptables', pourront faire triompher les couleurs du

Cameroun dans le concert des nations souveraines, démocratiques et progressistes.

Mais avant de recruter de nouveaux militants, il nous faut faire le ménage dans la maison UPC – *il n'y en a qu'une* ! Nous sommes capables de 'séparer le bon grain de l'ivraie'. Et, sinon, nous allons tous disparaître. Si l'UPC meurt, QUI alors portera la mémoire vive du Peuple camerounais ? QUI concrétisera ses aspirations les plus profondes à la liberté, la souveraineté, l'équité, le progrès social ? QUI saura le guider dans les méandres de la fausse démocratie, dans la 'globalisation' impérialiste et, en général, dans le monde du XXIème siècle encore plus rapace envers les pays ex-colonisés que le siècle de tutelle européenne qu'ils ont enduré. QUI SINON L'UPC ?

L'interminable crise pour 'l'unité de l'UPC' constitue une temporisation, une diversion qui ne profite qu'à nos adversaires et surtout à nos ennemis. Le peuple camerounais sait depuis toujours *qui* sert ses intérêts et *qui* les a vendus ou les vend aujourd'hui au plus offrant.

Mais tant que le peuple considèrera l'indépendance *du dehors* - comme si elle ne lui appartenait pas, comme si elle n'était pas sortie de sa lutte, issue de son sang -, nous peinerons à le mobiliser. Le drapeau, le gouvernement, les institutions nationales lui apparaissent aujourd'hui comme étrangers, car le Camerounais moyen n'a jamais été réellement maître de sa destinée, *souverain* chez lui. Il ne les considère pas siens, étant totalement écarté de la direction du pays. Il ne peut donc pas susciter les conditions de sa libération et encore moins de sa progression. Or l'émancipation est indispensable à sa maturation.

L'unique solution au désastre actuel, c'est la réconciliation des élites politiques avec le peuple, la reconnaissance de sa *souveraineté*, la mise à bas des lois iniques qui le jugulent, la détermination d'une période de *transition démocratique* dirigée par un *gouvernement d'unité nationale.*

L'UPC fait partie du problème camerounais depuis sa naissance, et donc on doit passer par elle, nécessairement, pour trouver la solution. Mais pour ce faire, il faut redonner à notre parti la cohérence et la force de persuasion qu'il avait à sa naissance, le 10 avril 1948 – ces qualités indispensables à recouvrer, et que nous caractérisons comme *'l'esprit d'Avril'*.

L'heure est à l'union, une union sincère des frères upécistes, sans arrière-pensée ni ressentiment. Une union de la base au sommet de notre organisation, puisqu'il s'avère que si les élites upécistes sont multiples et distinctes voire opposées, le peuple upéciste lui ne fait qu'un. C'est pour lui et lui seul que doit se refaire l'unité upéciste. C'est pour lui que nous nous battons – il faut que nous le lui prouvions !

Nous avons opté pour la voie démocratique, pour le règlement des contradictions par la discussion, il faut que nous en soyons vraiment convaincus en clamant :

UPECISTES DE TOUTES LES TENDANCES, UNISSEZ-VOUS !

" KUNDE I SEKI ! "

ANNEXES

A.

L'ESPRIT D'AVRIL

ET LE RENOUVEAU DE L'UPC

(*Textes militants*)

Avertissement

Le cycle d'articles baptisé *'l'Esprit d'Avril'* – qui suit - est né à la fin de l'année 1997, à un moment d'extrêmes difficultés internes et externes pour l'UPC. Pour y faire face, et nous trouvant dans l'impossibilité de nous rendre au Cameroun - le passeport national nous ayant été encore refusé à cette occasion -, nous avions jugé bon de faire entendre notre voix à travers cette série de textes 'de combat', en les envoyant au Cameroun pour publication. Cette initiative nous semblait incontournable, eu égard à l'intransigeance de la direction du parti à persister dans une démarche à nos yeux suicidaire.

Plus d'un an après, un bilan s'imposait, qui nous permettrait de voir dans quelle mesure nos appels à un changement de stratégie avaient été entendus. Les objectifs de *'L'Esprit d'Avril'* n'étaient guère modestes. D'une part, sur le plan interne, il s'agissait de contribuer au sauvetage du parti, en en chassant les 'mercenaires', et en oeuvrant au lancement d'un puissant mouvement patriotique qui rassemblerait toutes les forces de progrès. D'autre part, au niveau international, il s'agissait de permettre à la glorieuse UPC de reprendre sa place parmi les grands partis historiques africains.

Nous avons choisi de regrouper et d'annexer à la réflexion qui précède, quelques-uns des articles de cette campagne. Bien entendu, certains des contextes invoqués dans ces écrits sont dépassés, mais excepté quelques corrections mineures, nous avons décidé de maintenir le texte originel, afin de mieux faire sentir au lecteur l'esprit de leur rédaction ainsi que la 'chaleur' de la polémique d'alors.

Il faudra lire ces articles en tenant compte de notre émotion face à la dérive de l'UPC, après les retentissantes désertions et trahisons, et la détresse dans laquelle nous avait plongé l'impuissance de l'exil. En outre, sévissait alors le contexte de

tension extrême provoqué par les conflits armés en Afrique Centrale, que le régime de Paul Biya avait choisi d'ignorer carrément en maintenant le Cameroun dans un isolat inacceptable - ce qui soulignait cruellement le vide camerounais, l'absence diplomatique et politique de notre pays dans des enjeux sous-régionaux et régionaux pourtant cruciaux pour tous.

1.

L'APPEL DE JANVIER 1998

Camarades upécistes !

Vous le savez bien. Les temps que nous vivons sont très graves. Qui l'aurait seulement imaginé, après les fantastiques retrouvailles de la famille upéciste au mois de Septembre 1996, après un congrès comme jamais il n'y en avait eu dans ce pays ? ! Qui aurait pensé une seule fois qu'un an après, notre parti perdrait tant de terrain? Cette UPC pour laquelle nous nous battons depuis des décennies, et qui progressivement nous file entre les doigts ! Car il faut se rendre à l'évidence : petit à petit, par un travail minutieusement préparé et bien exécuté, des mercenaires à la solde de l'UNC- RDPC ont envahi le parti ; notre parti ne nous 'appartient' plus. Au moins 2 questions importantes s'imposent aux upécistes : *Comment en sommes-nous arrivés là ? Que faire aujourd'hui ?*

À cette situation, il y aurait des causes externes et internes.

Banaliser systématiquement l'UPC, essayer de la réduire à un parti subalterne pour masquer l'évidence : au Cameroun, et en Afrique en général, notre parti n'est pas un parti comme les autres.

Le pouvoir dictatorial néocolonial s'obstine à présenter une UPC petite, déchirée, « ayant fait son histoire», et qui n'aurait plus rien à donner à ce pays et au Continent. Il est, du reste, relayé en cela par des partis de l'Opposition, dont les dirigeants et anciens membres de l'UNC-RDPC, qui n'ont découvert la lutte pour la démocratie qu'au début des années 1990, et auxquels inévitablement une UPC libérée des mercenaires, ferait de l'ombre. On fait semblant de ne pas s'apercevoir de l'acharnement permanent avec lequel le pouvoir est mobilisé

pour traquer notre parti, piétinant ses propres lois, ne nous laissant pas une seule seconde de répit.

Il n'est pas dans ce pays d'autre parti qui ait souffert d'autant d'ingérences et de violations.

Au début de la pseudo 'démocratisation', en 1991, bien que les vrais upécistes soient bien identifiés, la légalisation de l'UPC fut 'offerte' au duo Dicka-Kodock, ensuite à Kodock-Ntumazah, puis vinrent Ntumazah-Députés-Satellites UNC-RDPC. Aujourd'hui nous vivons l'opération Hogbe-Nlend-Satellites UNC-RDPC et Compagnie.

D'où viennent-ils, ces mercenaires ? Mais où étaient-ils depuis tout ce temps ?

L'UPC n'a jamais cessé d'exister, elle est même l'unique organisation politique camerounaise qui a combattu le régime dictatorial du parti unique depuis toujours, en tout cas depuis que le Cameroun est entré dans le processus devant le conduire à l'indépendance nationale, dans les conditions que l'on sait.

Vous voyez camarades, que tout est fait pour nous détourner de nos objectifs. On nous crée des fantômes, on nous divertit dans des luttes contre nous-mêmes : après le Congrès de Bafoussam, ils improvisent celui de Nkongsamba. Après le spectaculaire congrès de l'UPC-MANIDEM de 1995, nous sommes forcés d'en tenir un autre en Septembre 1996, seulement ce dernier, défiant tous les calculs de ses commanditaires, agit comme un boomerang : bien qu'il soit taillé sur mesure, concocté et dirigé par les mercenaires, et ayant pour objectif la liquidation du parti, *c'est l'UPC progressiste qui en sortira renforcée. Les mercenaires et leurs maîtres n'ont pas compté avec la maturité du peuple upéciste.*

Et si déjà l'on avait peur de notre parti, on comprend après cela que l'on ne peut 'faire confiance' aux upécistes ! Qu'il faut à tout prix les exclure de la vie politique! Le reste, vous le savez très bien : l'État de droit, déjà bien fictif, a encore plus reculé, les droits de l'homme sont oubliés.

On ne peut bien gouverner ce pays qu'avec les upécistes ; une politique sans les upécistes ou pire encore, *contre eux*, est

une politique de régression dirigée contre tout le peuple camerounais. Que l'opposition le comprenne une fois pour toutes. Que les upécistes comprennent aussi qu'ils ne doivent plus rien attendre de ce régime, que jamais l'UNC-RDPC ne reconnaîtra la légalité de la vraie UPC, cette UPC militante, indépendante et résistante, l'UPC des maquis, de la clandestinité, de l'exil et des prisons ; celle-là même qui, hier, mobilisait notre peuple et la communauté internationale pour l'indépendance immédiate et la réunification.

Notre UPC ne sera jamais reconnue par eux, et ils ne se trompent pas : reconnaître notre parti, c'est lui remettre le pouvoir qui lui a été jadis ravi. Ils savent que, malgré toutes ces balivernes sur la « petite UPC » qui « s'entre-déchire », le peuple, lui, ne se trompe pas : il reconnaît les siens. Et les peuples africains reconnaissent les vrais upécistes, ceux-là mêmes qui, par leur lutte, par leurs divers et modestes moyens, ont contribué à l'émancipation du Continent, à l'indépendance de la Guinée, de l'Algérie, de l'Angola pour ne citer que ces pays. Ces vrais upécistes qui, aujourd'hui encore, contribuent de près ou de loin à ce qui se passe dans la Région.

Dites-nous, camarades, qui de Kodock, de Hogbe-Nlend, de Moukouri ou de l'excité Toko Mangan menaçant nos vaillantes *Menzui* (= femmes, en langue bamiléké) au Congrès de Yaoundé, LEQUEL dans ce petit monde-là est reconnu comme upéciste hors des frontières de notre pays ? !

Qui sont-ils ceux-là, qui s'obstinent à vouloir diriger notre parti sans avoir rien de commun avec son parcours, son histoire, ses idéaux ? ! L'UPC a, certes, ses portes ouvertes à toutes les personnes, camerounaises, africaines et non africaines, sans distinction de race ni de religion, mais les upécistes doivent connaître qui les dirige.

L'UPC est un grand parti. Il a une histoire, il a une mémoire.

Nous ne disons pas que l'UPC ne peut pardonner ... notre parti est généreux, mais le pardon se demande ... et publiquement, même si 'le linge sale doit se laver en famille'. On nous a

parachuté : Ntumazah, alors que le même nous disait au début des années 1980 qu'on le laisse tranquille « avec ces histoires de l'UPC » ; Woungly-Massaga - avec le respect que je lui dois pour les moments passés ensemble, et pour avoir beaucoup appris avec lui - nous a joué de mauvais tours, et personne n'en parle ; de Hogbe-Nlend, nous savons qu'il a raté son dernier rendez-vous avec le camarade Ossende Afana juste avant l'entrée au maquis - admirable « instinct de survie » s'il en est - mais que, par la suite, il s'était 'converti' aux mathématiques et aussi à l'UNC-RDPC... ; quant aux Moukouri et compagnie, qui ont bien dépassé les trente ans, où étaient-ils pendant tout ce temps que nous luttions ? !

Mais notre situation n'est pas seulement due aux ingérences externes et aux violations des mercenaires. Nous vivons toujours de *graves carences matérielles et financières*, des *problèmes d'organisation et de fonctionnement*, nous avons perdu plusieurs cadres compétents qu'il faut essayer de faire revenir, mais nous ne pouvons oublier que certaines de nos erreurs politiques ont facilité la tâche à nos adversaires.

La première erreur fut la dissolution du Comité Central dans les circonstances que nous savons. Cette erreur fut remarquablement corrigée par un travail de titan, dans des conditions extrêmement difficiles, grâce au dévouement exemplaire des camarades Ndoh, Moukoko, Mack-Kit, et autres, en forgeant *l'UPC-Manidem*. La deuxième erreur, comme vous le devinez, fut la dissolution de l'UPC-Manidem, sans tirer profit de l'amère expérience de 1991, et alors qu'il y avait des voix qui se levaient contre cette procédure - nous éviterons de reproduire ici le débat et la nature des propositions avancées à l'époque. La vérité est que nous vivons une situation extrêmement difficile. On ne peut alors s'empêcher de se poser la question inéluctable : *QUE FAIRE ?*

Certains nous proposent de recréer l'UPC-Manidem. D'autres nous disent de nous démarquer du sigle *UPC* car ce sigle aurait 'fait son temps' et 'créer un autre parti' briserait, selon eux, cette confusion qui nous fait perdre du temps, après

les multiples congrès des 7 dernières années, tandis que le Président Biya se taillait un septennat sur mesure.

Camarades Upécistes !

Nous ne pouvons pas nous tromper, et vous l'avez déjà compris, la grandeur de notre parti et le fait qu'il ne soit pas un parti comme les autres - SDF, UNDP, etc. -, nous obligent à lutter pour lui à l'intérieur même de cette UPC. Notre parti doit être capable de faire sa toilette, d'expulser les impuretés ; l'organisme upéciste doit digérer au lieu de se faire phagocyter comme nous le faisons ; ceux qui entrent ou reviennent doivent danser notre musique et non le contraire.

L'UPC est une institution et les upécistes *DOIVENT* la défendre. Les problèmes qui nous sont artificiellement créés ont aussi pour but de cacher la grande stature de notre parti, son rayonnement à l'extérieur du Cameroun, l'admiration et le respect que suscite le parti de Um et des présidents Moumié et Ouandié. Le patrimoine, l'héritage de notre parti dans toutes ses dimensions, morales, culturelles, financières... etc., doivent être défendus, car notre parti a beaucoup investi pendant ses cinquante années d'existence, ici au pays comme en Afrique et ailleurs. Comment récolterons-nous les dividendes de la semence upéciste, si nous ne sommes plus l'UPC ?

Comme le disait à une occasion le camarade Moukoko, QUI pourrait nous garantir qu'en créant une autre UPC, le pouvoir UNC-RDPC et ses mercenaires nous laisseraient alors tranquilles et que, demain, nous n'aurions plus à organiser un autre 'Congrès de l'Unité' ? ! Par respect de notre patrimoine, nous ne pouvons pas abandonner le parti à des mercenaires, ils ne le connaissent même pas ! Si vous leur demandez *où* et *comment* le président Moumié a investi, ils ne vous répondront pas, alors que le Docteur Moumié nous a laissé un patrimoine jusqu'aujourd'hui inexploité.

Nous soulevons ici le problème de la légitimité historique upéciste : ce ne sont que les véritables upécistes, qui ont lutté sans interruption pendant des

décennies, qui savent ce que le parti a fait, c'est-à-dire quoi *et* à qui *réclamer.*

Nous, upécistes, nous sommes des femmes et des hommes modestes, humbles, simples, généreux, respectueux et disciplinés. La soumission est étrangère à notre culture politique. Nous sommes fiers et orgueilleux de notre patrimoine conquis à travers des sacrifices indescriptibles, dans les prisons, l'exil, la clandestinité et par le sang de nos martyrs. Les upécistes ont prouvé, plus que quiconque, qu'ils étaient capables de tout pour leur pays - jusqu'au sacrifice suprême. Maintenant montrons que nous pouvons vivre et faire vivre par notre parti.

Animés par l'esprit d'Avril 1948, l'esprit de la victoire, cet esprit qui a permis au Mpodol et au camarade 'Emile' (=Ernest Ouandié) de tenir dans les maquis, relevons les défis et remettons les mercenaires à leur place. Ne nous laissons pas détourner de notre objectif principal : le changement politique profond, la démocratie, le développement du Pays et du Continent. Tout en nous organisant pour l'incontournable reprise en main de notre parti, oeuvrons à l'édification d'une alliance des forces politiques nationalistes pour un véritable changement démocratique.

La force upéciste au peuple upéciste !

Le peuple upéciste aux peuples camerounais et africain!

L'UPC est en lutte , l'UPC vaincra !

2.

LE CINQUANTENAIRE DE L'UPC

Avec l'African national Congress (ANC) d'Afrique du Sud et le Parti Communiste Soudanais, de deux ans son aîné, l'UPC fait partie des rares organisations africaines à avoir fonctionné depuis des décennies sans interruption. L'ANC, qui a initié son combat au début du siècle, est enfin au pouvoir. Quant aux Soudanais, la répression sanglante qui s'est abattue sur eux, n'a de comparaison dans notre continent, que ce que vit l'UPC - mais ils résistent. Les upécistes, eux, viennent de commémorer les cinquante années d'existence du parti, dans une situation extrêmement difficile, et sans moyens. La fête n'a pas été celle que les upécistes voulaient, elle n'a pas été à la hauteur de l'événement : *la lutte pour la survie de l'UPC a été très difficile, et les upécistes ont réussi à maintenir la flamme de l'espérance allumée, malgré les hauts et les bas.*

DES VICTOIRES À FÊTER

Cinquante années d'une lutte inégale comme la nôtre, ne sont pas faites seulement de victoires, nous avons aussi connu des échecs. On dit d'ailleurs souvent, que ne connaissent pas d'échecs que ceux qui ne font rien ou ne risquent rien. L'UPC dit ce qu'elle fait.

Voici donc brièvement quelques-unes de nos victoires, et aussi quelques-uns de nos échecs.

- *Incontestablement, la première, et la plus grande victoire de l'UPC a été sa création, un certain samedi 10 avril 1948*, par une poignée de patriotes, animés par 'l'esprit

d'Avril', et son fonctionnement sans interruption jusqu'à nos jours.

Malgré le dénouement que l'on sait, la lutte armée *déclenchée par l'UPC a été un moment de dépassement, de passage des paroles aux actes.* Ce fut une victoire sur l'indécision et la phraséologie creuse, un moment de dynamique unitaire. Difficile à démarrer puisque contre la violence, notre parti a été obligé, après maintes provocations des colonialistes, de déclencher une *lutte armée* inégale, pour la conquête de l'indépendance de notre pays. Une indépendance qui a été acquise, mais que le régime UNC-RDPC a gaspillée et a utilisée toujours contre nous. Plusieurs centaines de milliers de filles et fils de ce pays y ont trouvé la mort. Nous avons perdu notre *Mpodol* Um.

L'unique erreur grave aura été de persister dans cette lutte armée devenue encore plus inégale après les Accords d'Evian qui ont scellé l'indépendance de l'Algérie – l'armée française a alors pu quitter l'Algérie pour venir renforcer les troupes coloniales au Cameroun. Notre Armée de Libération Nationale était encerclée, enclavée, dans un contexte régional africain alors hostile, sans arrière-garde ni appui logistique. Ne l'oublions pas : *Nous étions alors les premiers, en Afrique Noire, à nous soulever les armes à la main. Nous avions choisi de mourir debout, au lieu de vivre à genoux.*

Deux tentatives de désenclavement de notre Armée de Libération Nationale du Kamerun (ALNK), eurent lieu mais échouèrent - les deux fronts animés à partir du Congo-Brazzaville. Le premier, dirigé par le camarade Ossende, bâti à la hâte, sans l'indispensable discrétion ni les moyens à la hauteur dans cet environnement difficile, s'est clos avec la mort du camarade Ossende. Quant au deuxième front, dirigé par le camarade Woungly-Massaga, notre camarade Kissamba, bien que mieux équipé et avec plus de chances de réussir, lui aussi a échoué à cause de certaines raisons tant objectives que subjectives. L'héroïque Président Ernest Ouandié a poursuivi la lutte armée, sans un armement correspondant à nos besoins. Trahi et encerclé, notre Président fut assassiné par Ahidjo le

sanguinaire. Cet acte ignoble a constitué la première et la plus 'grande mort' du parti lui-même. Mais l'UPC renaît toujours de ses cendres, comme l'a dit notre camarade Philombe, et à nouveau elle a été debout.

Notre lutte armée a non seulement permis notre indépendance, mais elle a aussi facilité celle de la Guinée-Conakry et celle de l'Algérie. Concernant la Guinée de Sékou Touré, en 1958 la France était incapable d'y ouvrir un troisième front militaire. Le corps expéditionnaire, éreinté en Indochine en 1954, avait dû être massivement épaulé en Algérie par les conscrits français face à l'Armée de Libération Nationale (ALN) et Paris était alors sous la pression diplomatique conjuguée des USA et de l'URSS favorables aux indépendances africaines. Paris devait urgemment 's'occuper' du Cameroun qui lui échappait.

- L'autre victoire de l'UPC a été sans nul doute le lancement du MANIDEM en 1974, avec pour objectif la relance du parti.

Animés par l'Esprit d'Avril, les camarades *Woungly-Massaga, Michel Ndoh, Moukoko Priso, Siméon Kuissu, Mindja Hilaire, Samuel Mack-Kit, Alexis Ndema, Philemon Abbo, Emock Elang, Daniel Ngon,* etc., ont relancé l'UPC, c'est-à-dire l'unique organisation politique en lutte contre la dictature néocoloniale du parti unique UNC-RDPC. Vous vous demandez sûrement où étaient les autres : les *Kodock, Mayi-Matip, Toko Mangan, Omah Betow, Fru Ndi, Ndam Njoya, Hogbe Nlend*... ? Ils étaient dans l'UNC-RDPC.

C'est dans les difficultés actuelles, que nous évaluons mieux la portée du *Manidem*. Le parti a pu ainsi former des cadres sérieux, dynamiques, totalement dédiés à la cause de notre peuple. Avec le MANIDEM, le parti a marqué sa présence permanente dans le pays et dans l'arène internationale.

La participation de l'UPC-MANIDEM à l'historique Congrès de Septembre 1996, à Yaoundé, révèle sa sagesse autant que son courage: les résultats engrangés constituent la grande victoire de l'UPC combattante.

3.

L'UPC EST INCONTOURNABLE ET IRREMPLAÇABLE

L'UPC a marqué profondément notre peuple, et c'est à juste titre que les Camerounais, inquiets, déroutés par les manœuvres gouvernementales visant à liquider notre parti, parlent de 'la mort' et de 'l'émiettement' de l'UPC.

L'UPC est ancrée dans les cœurs et les consciences des Camerounais. Rares sont les familles qui n'ont pas souffert la disparition d'un proche parent upéciste. En outre, beaucoup de nos compatriotes ont bâti leur carrière sur le dos du Parti : combien aujourd'hui encore ne s'alimentent-ils pas de leurs activités anti-upécistes ? L'UPC même 'morte', nourrit encore beaucoup de monde !

Notre parti est incontournable dans ce pays. L'UPC est le pont du Cameroun vers l'indépendance véritable, la démocratie, la liberté, le développement et le progrès social. Comme vous le savez, normalement un pont est essentiellement un moyen de paix, de communication, de développement, etc., mais en temps de crise et de guerre, le même pont s'avère être une cible privilégiée.

Parmi ceux qui parlent de 'la mort' ou de 'l'émiettement' de notre parti, il y a certes des patriotes sincères, mais il y en a d'autres qui aimeraient prendre leurs désirs pour des réalités, et notamment ceux qui ont peur de l'UPC. À ceux-là, nous disons : Soyez tranquilles, car une UPC forte ne se retournera pas contre vous ! À ceux qui s'inquiètent quant à l'éventuelle disparition de l'UPC, nous adressons nos remerciements, tout en les rassurant que nous ferons tout pour être à la hauteur de leurs espoirs. Quant aux autres, ceux qui ont quitté les rangs upécistes, nous leur disons que les portes du Parti sont ouvertes. Et s'ils ne veulent pas revenir, ils ne méritent pas notre attention.

La marginalisation de notre parti est une mauvaise chose pour ce pays. L'exclusion est souvent la cause des extrémismes. L'UPC bâillonnée, notre opposition sera faible, pratiquement inexistante. Qui mieux que l'UPC connaît la souffrance, la misère, la répression, les prisons (notre camarade *Batoum* y a passé plus de vingt-sept ans !) ?

Nous l'avons toujours dit : *on ne peut gouverner correctement ce pays sans l'UPC. Une politique contre l'UPC est une politique dirigée contre le peuple camerounais tout entier - on commence toujours par pourchasser les upécistes, et on termine par les autres.*

Dans ce pays, on interpelle, on emprisonne n'importe qui, n'importe quand, n'importe comment, sans problème. Nul n'est à l'abri. Le journaliste Pius Njawe du *Messager* est séquestré des mois durant, tout simplement parce qu'il s'est posé des questions sur l'état de santé du chef de l'État !... Et nous ne pouvons rien faire ? L'UPC emprisonnée, l'UPC illégale, les autres en train de négocier... Notre société assiste, impuissante, à l'emprison-nement d'un paisible citoyen. Et ce régime vomi par notre peuple, c'est nous qui l'alimentons par notre indifférence ! L'UPC neutralisée, les droits de l'homme sont bafoués, impunément. Il n'y a pas d'autre parti pour prendre la place de l'UPC, pour défendre les droits des Camerounais. L'UPC forte manque cruellement à notre peuple. Nous disons :

Pius Njawe doit être le dernier Camerounais à être emprisonné pour ce genre de 'délit d'information'.

À PROPOS DE LA 'MORT' DE L'UPC

Si l'UPC est morte ou, encore, si elle est 'en train de mourir', c'est qu'elle était malade ou qu'elle l'est encore. La vérité, c'est que *l'UPC est effectivement malade*. L'UPC est malade, elle est '*malade de l'unité*'. Nous les upécistes, nous souffrons d'un complexe de l'*unité*, le complexe de l'*union*, peut être parce que nous sommes *l'Union des Populations du Cameroun*. Que d'écrits des camarades *Massaga, Ndoh, Mack-*

Kit, et *Moukoko* sur l'*unité* du parti, pendant la période d'exil et de clandestinité ! Une période pendant laquelle, il faut le rappeler, nous étions d'une part le seul parti en lutte et, d'autre part, des patriotes ou démocrates isolés (tels *Mongo Beti, Bakang Tonje, Abel Eyinga, Ntumazah, Nicanor Njiawé*, etc.). Et encore une fois, vous vous demanderez : où étaient donc 'les autres' ? ! Eh bien, ces 'autres' étaient à ... l'UNC-RDPC !

Quand nous revoyons tout ce que nous avons écrit, abattu comme travail, perdu comme énergie, ce n'est que 'la maladie de l'unité' qui peut expliquer certains de nos comportements. Dès que les termes *unité* et *union* sont prononcés, nous les upécistes, nous devenons honteux, abattus, désarmés. Ces mots ont sur nous un effet indescriptible. De femmes et d'hommes pourtant intelligents et valeureux que nous étions, nous devenons subitement paralysés et sans initiatives, semblables au chien qui, soumis ou atterré, laisse le voleur entrer impunément dans la maison dont il est censé être le gardien, tout y saccager et piller, pour en ressortir indemne...

Pourquoi ce complexe ? Que nous reprochons-nous ?

Est-ce de ne pouvoir évoluer au sein du même parti UNC-RDPC que les *Kodock, Toko Mangan, Mayi Matip, Hogbe Nlend, Tchoumba,* etc. ? Mais au cours des époques les plus difficiles de la lutte de notre peuple, nous n'étions pas du même parti qu'eux ! Le régime néocolonial - qui a étudié notre faiblesse -, a rapidement remis les rênes de 'l'UPC légale' à un détachement de l'UNC-RDPC - c'est-à-dire qu'il n'a pas accepté la légalisation de la véritable UPC.

Revoyons les efforts remarquables que nous avons déployés : malgré l'interdiction du gouvernement du colon L-P Aujoulat, nous avons réalisé le Congrès de Bafoussam. Une semaine après, les forces néocoloniales - qui ne voulaient pas de congrès upéciste - ont dû réaliser leur 'congrès' de Nkongsamba ! À Yaoundé, ayant été surpris par la maturité du peuple upéciste, et n'ayant pas atteint leur objectif - la liquidation de l'UPC combattante -, ils ont réussi à bloquer le parti par la force grâce au pouvoir qu'ils détenaient : leur président a quand même été réélu pour sept ans, sans difficulté, mais eux n'ont pas été réélus.

Le gouvernement néocolonial est en train de réaliser une prouesse assez inédite dans l'histoire des peuples, en tout cas dans un pays comme le Cameroun, si fertile en intelligences masculines et féminines. L'UPC, le plus vieux parti de ce pays, avec ses cinquante années d'existence, muni de dirigeants nationaux pendant tout ce temps, est exclu de la vie politique parce que le pouvoir en place s'est accaparé de sa direction ! Un véritable *hold up* librement consenti d'ailleurs par les 'kidnappés'. Et on fait comme si c'était le parti lui-même qui s'entredéchirait ! La société civile camerounaise connaît bien qui sont les mercenaires de l'UNC-RDPC. Combien de temps durera cet amalgame et à qui profite-t-il vraiment ? L'opposition véritable peut-elle réellement profiter de l'exclusion de l'UPC ?

Pourquoi nous-mêmes, les upécistes, ne disons-nous pas la vérité à notre peuple, pourquoi ne disons-nous pas clairement à notre peuple que l'UPC, la *vraie*, n'a jamais été légalisée ? Pourquoi facilitons-nous le jeu du Pouvoir néocolonialiste ? Ne voyons-nous pas que c'est l'UPC de Nkongsamba qui se reproduit de nos jours, pour ne pas dire qu'elle se 'multiplie', 'se divise' ou 's'émiette' ? ! Qui parmi nous pense réellement que nous pouvons nous entendre avec les *Hogbe Nlend, Kodock* ou *Mayi Matip* ? Des gens qui 'bouffent' avec l'UNC-RDPC - ce parti qui, comme le charbon, quand il ne salit pas les mains qui s'en emparent, les brûlent... *Mayi* et *Hogbè* ont les mains sales, de leurs aventures semblables et tristes.

Et que penser des camarades *Massaga, Louka* et *Ntumazah* ?

Au camarade *Kissamba* qui est parti, nous disons que nous ne l'avons jamais renié, et nous souffrons quand il est maltraité et humilié. A cause de ce qu'il a représenté, il devrait être plus cohérent dans ses prises de position. À lui de revenir et de reprendre sa place parmi nous. Il devrait comprendre qu'il ne peut pas détruire ce qui a fait sa vie, ce qu'il a construit si longtemps. Le camarade *Kissamba* est Secrétaire National.

Le camarade *Ntumazah* a été élu Président du parti. Qui peut contester les décisions du grand Congrès de Yaoundé ?

Nous pensions auparavant, et nous maintenons la même opinion, que cette nomination fut une erreur : d'une part pour raisons de santé, d'autre part à cause de zones d'ombre dans sa vie de militant. Pourquoi le camarade *Ntumazah* est-il sorti du Cameroun quand le Président Ouandié lui demandait le contraire ? Pourquoi a-t-il été absent pendant toute la période de la lutte clandestine ?

Quant à notre camarade Secrétaire *Louka*, nous pensons qu'il se trompe. À notre avis, l'erreur a commencé quand il a dit publiquement que M. *Hogbè* pouvait être dirigeant du parti, parce que ce monsieur ne devait pas être moins considéré que les *Moukoury, Toko Mangan* et autres, qui n'ont jamais milité. L'erreur venait du Congrès de Yaoundé. Nous ne pouvions pas - nous n'avions pas les moyens – de faire un sans-faute à Yaoundé.

Enterrons une fois pour toutes cette UPC 'morte' par carence d'unité, laissons à ceux qui ont des problèmes de conscience le soin de faire leur 'amnistie inter-upéciste mutuelle' comme M. *Hogbè* l'a souhaité. Mais qu'ils la fassent dans leur parti, c'est-à-dire à l'UNC-RDPC !

Quant à nous, upécistes, '*Résistance généralisée & Restructuration*' doit être notre mot d'ordre.

Nous devons opposer une résistance farouche aux mercenaires de tout poil, cette lutte doit être menée à tous les niveaux, dans la rue, au quartier, au village... Les upécistes de chaque région doivent être les premiers à affronter les mercenaires de leur région. Les camarades du Nkam mettront l'excité *Toko Mangan* à sa place, tandis que les upécistes Babimbi s'attaqueront à 'l'équation' *Hogbe Nlend,* et qu'à Makak, les camarades écraseront les 'serpents' sans toutefois oublier de faire passer aux aveux le *Mbombock* et autres, et ainsi de suite. Dans cette lutte, nous ne devons plus tourner notre langue pour sortir les mots : des individus qui n'ont de sacré que leur ventre, des individus qui piétinent l'UPC historique, ne peuvent être respectés. Les appels à 'l'amnistie' sont inutiles : tant qu'ils souillent notre parti, ils nous aggressent et ils sont nos adversaires. Comprenons une fois

pour toutes ceci : tant que l'UNC-RDPC sera au pouvoir, n'importe qui pourra être le Secrétaire Général de l'UPC dont M. Paul Biya est le Président ! Mais quel Secrétaire Général ? M. *Hogbe* 'aux mains sales' vaut-il *Michel Ndoh* ? *Michel Ndoh* qui a tout donné, tout sacrifié pour la lutte de notre peuple !

Restructurer le parti, c'est faire ce que nous savons déjà faire, puisque nous l'avons fait en 1974 : réorganiser, réorganiser et réorganiser encore... C'est-à-dire former, reformer et former encore... *C'est-à-dire : créer une Nouvelle Force, une UPC solide, qui se rénovera et qui ne se donne pas pour seul programme, la recherche de l'unité !*

QUELLE UPC APRÈS SON CINQUANTENAIRE ?

- *Une UPC ouverte* à tous les patriotes de ce pays. Une UPC ouverte aux patriotes qui ont déjà été de vrais upécistes, même à ceux qui ont eu des problèmes avec nous.

- *Une UPC moderne*, souple et tolérante avec les tendances. Un parti qui accepte en son sein les paysans, les ouvriers, les étudiants, les chômeurs, mais aussi les hommes d'affaires. Un parti qui accepte les pauvres, mais aussi les riches. Un parti qui accepte les nationalistes, les socialistes, les communistes, les religieux, pourvu que tous respectent scrupuleusement ses textes organiques.

- *Une UPC qui rompt avec certaines pratiques négatives du passé.* Un parti plus rigoureux, et qui suit de près toutes les diverses activités, avec plus de responsabilités individuelles

et collectives, qui analyse systématiquement le travail de chacun de ses membres, chaque dirigeant et chaque organisme faisant le compte-rendu de ses activités et de ses initiatives.

- *Une UPC qui exerce un contrôle financier strict,* avec les entrées et sorties de biens contrôlées effectivement, régulièrement, et avec transparence.

- *Une UPC plus solidaire*, surtout envers les plus démunis. Un parti qui fait des préoccupations de l'homme le point de départ de son travail quotidien, et développe en son sein l'esprit d'appartenance à un corps. Chaque upéciste doit se sentir protégé par le parti. Tout en combattant le parasitisme, développer *l'Esprit d'Avril*, l'upécisme, l'entraide, la camaraderie, la fraternité parmi nous.

- *Une UPC panafricaniste*, c'est-à-dire une UPC sans parti pris, et qui dans sa politique interne et externe, privilégie certaines alliances, en mettant au-dessus de tout les intérêts suprêmes du peuple. La lutte de notre parti est difficile; notre parti s'est sacrifié pour le bonheur des peuples africains ; il n'est pas seul dans cette lutte, il peut compter sur la solidarité grandissante des peuples frères.

Après son cinquantenaire, l'UPC ne peut plus perdre temps et énergie à lutter en vain 'pour l'unité'. Notre parti n'a pas pour objectif la lutte pour l'unité, il lutte pour la prise du pouvoir ! *Prise du pouvoir possible aujourd'hui, car jamais les forces progressistes n'ont réuni des conditions aussi favorables pour le changement démocratique.*

4.

LE CHANGEMENT EST POSSIBLE MAINTENANT !

Le monde change, tout change autour de nous. Seul le Cameroun ne change pas !

C'est vrai, nous avons raté le train des changements démocratiques du début des années 1990. Nous n'avons pas eu comme la plupart des autres pays africains notre 'Conférence Nationale' ; le régime Biya façon Aujoulat a survécu, un peu grâce à nos erreurs et beaucoup grâce au soutien des néocolonialistes de Paris. Aujourd'hui cependant, bien des choses ont changé dans l'arène politique mondiale, et ce qui advient un peu partout en Afrique, ce qui advient dans notre Sous-Région, inévitablement adviendra chez nous, au Cameroun.

Regardons ce qui se passe autour de nous, en Afrique Centrale.

La France a perdu militairement le Rwanda tandis que son 'influence' en République Démocratique du Congo (RDC), l'ex-Zaïre de Mobutu, est à 'refonder'. Les régimes forts du Congo-Brazzaville et du Tchad sont séduits depuis quelque temps par les pétroliers des USA. Sans parler d'autres 'difficultés' diplomatiques ou politico-économiques qui rongent inexorablement l'aire d'influence française. Il s'agit d'une grosse perte pour les affairistes et politiciens de Paris qui ont aujourd'hui du mal à trouver des 'interlocuteurs valables', des 'amis de la France' à tout prix.

Paris devrait pourtant savoir qu'en s'enferrant au Cameroun dans sa politique suicidaire de soutien inconditionnel au régime Biya 'spécialiste' de la corruption – le Cameroun est

en tête du peloton des 'pays les plus corrompus de la planète' -, il finira par perdre également toute 'influence' ultérieure sur Yaoundé, de la même manière qu'il l'a perdue sur Kigali. Malgré ses récentes expériences amères de soutien militaire vain jusqu'au dernier moment aux dictatures moribondes 'amies' de Mobutu et Habyarimana, l'Etat français ne veut pas abandonner son 'ami' le dictateur camerounais, et pourtant il y gagnerait à moyen et à long termes.

Face à une opposition restructurée, face à une situation de crise ouverte au Cameroun, la France devra réfléchir...

Dans les deux Congos - Brazzaville et Kinshasa -, certains intérêts apparemment inconciliables ont très bien cohabité, ce qui est symptomatique des nouvelles relations internationales. En Centrafrique, les choses ne seront plus tout à fait comme avant, car la même France s'y 'désengage' timidement certes, même si son 'protégé' le Président Ange Patassé a préparé une fraude électorale massive. Au Gabon, le Président Bongo fait de gros efforts 'd'adaptation' au nouveau contexte, africain et mondial, d'ouverture démocratique.

Mondialisation oblige, il faut faire place aux intérêts des USA et de l'Allemagne – Berlin, au moins pour des raisons historiques. Il est vrai qu'une certaine 'opposition' a pensé que notre parti neutralisé – l'UPC jouant toujours les 'trouble-fêtes' -, le tour des discrets salons parisiens serait un point positif.

Du ciel rien ne tombera tout cuit. Le problème camerounais étant avant tout *notre* problème, c'est à nous upécistes de le résoudre. Le régime Biya est bloqué. Il tourne en rond, il est perdu, sans ressources pour sortir du marasme. De leurs maîtres, les dirigeants camerounais actuels n'ont appris que la répression, rien d'autre. Comme ils se savent condamnés à faible échéance, ils sont aux abois. L'arrestation du journaliste Pius Njawe est symptomatique de leur état psychologique, alors qu'un septennat taillé sur mesure et gagné paisiblement ne fait que démarrer ! Cette répression marque une fuite en avant. Même les forces de répression l'ont compris. Composées

majoritairement de patriotes, aujourd'hui elles sont encore et toujours obligées de réprimer, mais demain elles seront forcément à nos côtés. On a vu un tel retournement dans l'ex-Zaïre et en Indonésie. Nos Officiers Généraux et autres ne sont pas idiots et ils suivent de près le sort de leurs collègues ex-zaïrois déchus du pouvoir.

Tout bouge autour du Cameroun, excepté l'UNC-RDPC. Le problème politique camerounais reste tel que l'a laissé Ahidjo. "*Qui sont-ils ?*" s'est interrogé un jour le dictateur. Hé bien, nous sommes les upécistes, les patriotes, les démocrates et les nationalistes, qui, seulement avec une allumette, le moment venu, brûleront ce 'tigre en papier' qu'est le régime actuel...

Rien n'a changé au Cameroun - y compris les fiches des opposants dans les bureaux de la police de l'aéroport international de Douala, où certains d'entre nous, aux noms multiples ou complexes, ont le privilège de figurer plusieurs fois.

Le changement est possible maintenant. L'UPC ne peut pas le réaliser seul, et invite les forces démocratiques de la Nation à oeuvrer pour construire un véritable Front Patriotique des forces progressistes, à même de faire valoir les intérêts de nos populations dans le nouveau contexte international.

L'UPC N'A JAMAIS ÉTÉ LÉGALISÉE.
L'UPC N'A JAMAIS ÉTÉ AU POUVOIR DANS CE PAYS, NI À L'ASSEMBLÉE NATIONALE NI AU GOUVERNEMENT.

L'UPC A LES MAINS PROPRES !

L'UPC EST EN LUTTE !
L'UPC VAINCRA !

5.

UNE NOUVELLE FORCE UPÉCISTE

1. LA REFONDATION DU PARTI

Quand nous voyons ce qui restait de notre parti à la fin de l'année 1997, il apparaît que ce que nous faisons aujourd'hui est très encourageant – et ce, malgré la 'disparition' du Secrétaire Général. Les upécistes ont repris confiance, ils réfléchissent et cherchent des voies, démontrant une vitalité hors du commun, face à quoi aucun autre parti dans ce pays ne peut rivaliser. Évidemment, le chemin de la récupération totale de notre parti est long : le plus marquant est que la masse upéciste 'utile', et tous les patriotes camerounais comprennent mieux ce qui se passe avec l'UPC. C'est pourquoi, plus que jamais, se posent les problèmes d'organisation, de fonctionnement et les moyens matériels du parti. Il s'agit d'une véritable révolution, d'un changement des mentalités, et pas simplement d'organiser des congrès plus ou moins folkloriques qui prouveraient notre existence.

Nous trouvons l'initiative dite '*upéciste fidèle*' bonne, mais sa dénomination est peu convaincante car elle démontre que notre direction continue à ne pas avoir les coudées franches.

Si dans l'ensemble, les résultats du IIème Congrès Unitaire de septembre 1996 étaient favorables à l'UPC combattante, force est de reconnaître – comme prévenait déjà le camarade Kuissu - que non seulement l'UPC sortie de ce congrès n'appartenait pas aux upécistes, mais que le parti allait à sa ruine. Cette direction fonctionnait tel que le voulaient les mercenaires et l'UNC-RDPC avait réussi son coup. Seulement la haine et l'obsession des néocolonialistes de vouloir en finir une fois pour toutes avec l'UPC, ont fait qu'une victoire aux points ne leur suffisait pas, il leur fallait à tout prix un K.O et,

pour ce faire, ils ont commis des erreurs. Notre parti se relève et se réorganise, car vers les mois de novembre et décembre 1996, il était infiltré à un tel point, qu'il n'existait plus de possibilités de dialogue avec la direction. Les upécistes doivent être plus vigilants, et ne plus se laisser embarquer dans des aventures et des 'congrès' qu'ils ne maîtrisent pas.

Que signifie aujourd'hui « *upéciste fidèle* » ? Y aurait-il des upécistes infidèles ? ! N'est-il pas clair que, tant que l'UNC-RDPC sera au pouvoir, dans un rapport de forces défavorable à l'UPC, notre parti ne sera jamais reconnu et les upécistes n'auront aucun moyen d'empêcher l'UNC-RDPC de désigner certains de ses militants comme pseudo 'dirigeants upécistes'? L'essentiel est que notre parti ne participe plus à cette diversion.

On est upéciste ou on ne l'est pas ! Si on est upéciste, alors on doit être fidèle aux idéaux du parti. Si on est upéciste, alors on doit être fidèle à la ligne politique définie par les pères fondateurs, en tenant compte des adaptations appropriées aux nouvelles formes de lutte qui ont été approuvées en congrès. Et sinon, on n'est pas upéciste ! N'alimentons plus la confusion en admettant qu'il puisse y avoir des upécistes dans l'UNC-RDPC, comme Toko Mangan et Biya ! On est upéciste, alors on appartient à l'historique, à la glorieuse 'Union des Populations du Cameroun', en en respectant les grands textes organiques. Sinon, on n'est pas upéciste et c'est le cas des Hogbe Nlend, Tchoumba, Ntumazah. Tchoumba, Ntumazah et Mayi Matip. Comparez leur comportement à celui des camarades Mandela et Sisulu de l'ANC : d'un côté, Mandela et Sisulu ont renforcé autant qu'ils l'ont pu la cohésion de leur parti, tout en passant la main aux nouvelles générations de militants, tandis qu'au Cameroun, on organise divisions et intrigues pour affaiblir chaque fois plus l'UPC. M. Toko Mangan n'est pas upéciste. Mon frère Louka, upéciste aujourd'hui, mène ses activités dans un cadre non upéciste ; de plus en plus, il semble oublier son importante contribution lors du congrès de l'UPC-Manidem en 1995 et, bientôt, nous serons obligés de tirer les conclusions qui s'imposent...

Oser reconnaître l'existence d'une autre forme d'upécisme, c'est refuser de tirer les conclusions logiques de la situation que vient de traverser le parti. L'UPC des Maquis, de la Résistance, de la Clandestinité, des prisons et de l'exil ne peut pas fonctionner officiellement selon nos aspirations. Alors, ne donnons pas plus d'importance aux 'légalisations' de l'UNC-RDPC qu'elles n'en ont réellement. N'accordons pas non plus à l'UNC-RDPC importance et crédibilité - ce qu'elle n'a jamais possédé en réalité. Surtout, ne nous laissons pas berner : ce qu'ont vécu, vivent ou vivront les partis UNDP et SDF – leur théâtre de diversions, convulsions, divisions -, n'a rien à voir avec ce que vit l'UPC, notre parti. L'UNDP et le SDF sont des partis ayant à leur tête des membres (ou ex-membres) de l'UNC-RDPC. Non seulement ils sont 'acceptables', mais le régime néocolonial et son maître Biya les a 'reconnus' car il s'agit de volaille du même poulailler. Les convulsions à l'intérieur de ces partis, que l'UNC-RDPC tente d'exploiter, sont dues pour l'essentiel au manque de démocratie interne. Mais les contradictions internes sont dosées et 'sous contrôle' - les caciques prenant soin de ne pas dépasser certaines limites -, et n'oublions pas que leur grosse préoccupation, c'est de maintenir l'UPC à l'écart de la vie politique nationale.

N'oublions pas que l'UPC, elle, n'a jamais été reconnue. La 'légalisation' de notre parti a été remise aux mains des membres de l'UNC-RDPC. Nous avons tenté en vain de la récupérer au IIème congrès de septembre 1996, puisque l'UNC-RDPC - qui est au pouvoir - a utilisé la force pour nous renvoyer à la case-départ.

Dans ce pays, tout upéciste devrait entrer partout sans complexes, la tête haute face à n'importe quel dignitaire du régime ! Occupons-nous de notre parti : il faut que notre organisation et notre fonctionnement parviennent à tourmenter sérieusement ce régime usurpateur, en combinant voies légales, semi-clandestines et clandestines - comme l'ont fait d'autres partis sous d'autres cieux, dans des circonstances similaires. Sinon, comment pouvons-nous un seul instant imaginer gagner une course frelatée d'avance. L'issue d'un match de football au

cours duquel une équipe A s'évertue à respecter les règles du jeu, tandis que l'équipe B ne les respecte nullement et bénéficie en plus des faveurs de l'arbitre n'est-elle pas réglée d'avance ? Pourquoi l'UPC et l'opposition s'obstinent-elles donc à respecter des lois que l'UNC-RDPC ignore avec arrogance ? !

Occupons-nous de nous-mêmes : l'UPC doit se donner les moyens de mener sa politique. Nous devons revoir notre posture. Nous ne pouvons pas prétendre proposer des solutions au peuple, quand nous ne sommes pas en mesure nous-mêmes de résoudre nos propres problèmes. Commençons nous-mêmes à exiger la rentrée régulière de nos propres cotisations. On ne peut pas exiger des autres camarades ce que nous refusons de faire ! L'upéciste doit donner au parti ce qu'il peut donner, sans comparaison, en n'oubliant jamais que des upécistes ont donné au parti et au peuple camerounais ce qu'ils comptaient de plus cher : la vie. Si nous upécistes, nous ne nous mobilisons pas dans la recherche de nos moyens d'action, comment pourrons-nous convaincre les non-upécistes du sérieux de notre parti ?

Aucun parti ne vit uniquement des cotisations de ses membres, mais nous avons beaucoup de voies à explorer dans la recherche des fonds. Comme hier, notre peuple sera notre financier le plus généreux grâce à son nombre - les hommes d'affaires y compris seront à nos côtés, quand ils connaîtront les débouchés offerts par notre parti dans les pays-frères.

Comptons d'abord sur nous, aidons-nous, et nous serons aidés. Soyons davantage solidaires entre nous. Mettons en pratique les pertinentes résolutions du dernier congrès de l'UPC-Manidem concernant la sphère sociale et la solidarité.

2. DE LA NÉCESSITÉ D'UN PUISSANT FRONT PATRIOTIQUE

Le *Front Patriotique* : cet objectif n'est pas encore atteint. Nous devons travailler davantage, expliquer mieux, convaincre plus. Il est vrai que la situation s'est clarifiée dans l'opposition, ce qui nous permettra de réussir. Il nous faut cependant

reconnaître que nous ne nous ouvrons pas suffisamment. Commençons par les nôtres, ceux qui nous ont quittés et ceux qui ont déjà participé à des luttes à nos côtés. À notre avis, nous devons tendre davantage nos mains et maintenir en permanence nos portes ouvertes, car ceux qui nous ont quittés reviendront inévitablement, d'une manière ou d'une autre...

Nous ouvrir ne signifie en aucun cas une faiblesse de notre part. Bien au contraire. Une grande ouverture démontre notre confiance et notre loyauté envers un parti démocratique. Nous ouvrons les portes aux camarades qui ont pensé dans leur vie que l'UPC était la solution des problèmes de ce pays. Une plus grande ouverture manifeste notre force. Nous démontrons par là que l'entrée dans l'UPC de nouveaux cadres ne changera pas sa fidélité à la ligne fondatrice du parti.

Commençons par nos cadres, en leur montrant clairement ce qui est fait comme travail, les résultats obtenus et les perspectives à court et moyen termes. S'ils portent encore l'UPC et le Cameroun dans leur cœur, ils nous comprendront. Notre parti pourra réunir autant de militants véritables qu'il s'en présentera.

On nous a reproché de n'être pas assez dur dans nos propos avec les camarades Bakang, Woungly-Massaga et même Michel Ndoh. Au camarade Bakang, on reprocherait d'avoir participé très activement au renforcement des pouvoirs de Ntumazah à Nkongsamba en 1991... Quant aux Kissamba et Moussa, ils auraient été des agents des services étrangers...

Il est important que nous, upécistes, nous nous demandions comment une lutte aussi prestigieuse que la nôtre, n'a pas réussi. Alors que des partis moins assis dans la masse de leur pays respectif et qui, de surcroît, ont bénéficié de notre aide à un moment de leur parcours, ont atteint eux leurs objectifs. Indépendamment de l'agressivité sans bornes du néocolonialisme contre notre peuple durant toute la Guerre Froide, nous devons convenir que nous avons passé plus de temps à nous cogner les uns les autres, sous des prétextes divers, sous des qualificatifs divers : 'pro-soviétiques', 'pro-chinois', 'agents de la France', 'agents de la CIA', 'traîtres', etc. Alors que l'upécisme n'est ni anti-Chine, ni anti-USA, ni anti-France...

Notre lutte est très difficile, et il est normal que des camarades trébuchent, tombent, et nous quittent même. Au parti de lutter pour les siens, et de sauver chaque camarade, car c'est cela aussi la force et la grandeur d'un parti. Qui ne se trompe pas ? Nous ne pouvons pas empêcher les camarades de militer, s'ils le veulent, et dans le strict respect des normes upécistes. En 1990, nous étions parmi ceux qui exigeaient des sanctions exemplaires vis-à-vis du camarade Kissamba, et ceci malgré tout le respect que nous lui devions pour son passé de combattant, et notre amitié personnelle. Quant à Moussa, upéciste-colombe, il est mort dans la misère, luttant pour concilier les contradictions. À moins que nous ne voulions tous mourir dans la misère de l'exclusion, l'un après l'autre, il nous faut une toute autre force upéciste, osée et plus audacieuse. Car mourir pour mourir, autant mourir debout.

6.

LE GÉNÉRAL, LE PRÉSIDENT ET NOTRE HISTOIRE

L'année 2002 s'est bien achevée. Grâces à Dieu ! Notre pseudo-multipartisme avance, notre peuple mûrit. Dans une Afrique embrasée, le Cameroun s'en sort encore, mais jusqu'à quand tiendra-t-on lorsque l'on sait que les mêmes causes produisent les mêmes effets ? L'année 2002 aura été l'année de tous les succès pour l'UNC-RDPC et son président, avec sa « *victoire écrasante* » aux pseudo-élections, et la mise à nu de l'opposition parlementaire. Cette année, le Général Semengué s'est enfin livré aux journalistes, et nous a ouvert le débat sur le rôle de l'armée dans notre fausse démocratie. Le 31 décembre, le Président de la République s'est adressé à la nation... Les années se terminent et se ressemblent, les discours de fin d'année du président Biya aussi.

LES DRIBLES ET LES CRAINTES DU GÉNÉRAL

Notre Général a parlé avec le grand souci d'encourager notre jeunesse à ne pas baisser les bras, et à miser sur le travail ; d'autre part, il a tenu à dire la vérité sur notre Histoire récente. Pour des raisons objectives, nous n'avons pas encore eu le livre dont il est l'auteur, mais nous avons accompagné les commentaires et l'interview. Les spécialistes y ont décelé plusieurs lacunes importantes, notamment le manque de détails sur les *« épisodes douloureux de la guerre contre la rébellion »,* et les événements de Bakassi. Dans son interview, l'illustre général n'a pas déçu : on l'attendait chrétien, extrêmement nationaliste, exigeant et voulant un Cameroun exemplaire dans tous les domaines, au lieu qu'il suive et court derrière les avancées observées un peu partout ailleurs, en Afrique. Pourtant le

Général inquiète, quand il parle de 'Coup d'État' et de la 'Conférence Nationale'. Nous connaissons bien les limites des dites 'Conférences', qui n'ont servi aux pays où elles se sont tenues qu'à aborder leur Histoire au grand jour, plutôt qu'à faire avancer la démocratie chez eux.

L'horreur du Général pour la Conférence Nationale cacherait-elle sa peur de notre vraie Histoire ? L'on pensait que ce n'était qu'une certaine classe politique dirigeante qui avait peur de notre Histoire, eh bien, nous voilà mieux renseignés ! Et pourtant bien des choses ont changé ! Au départ, créées essentiellement pour mâter nos populations en lutte légitime pour la conquête de l'indépendance nationale, nos forces armées seraient aujourd'hui le principal garant de la souveraineté et de l'unité nationales. Elles ont gagné la guerre contre elles-mêmes en avril 1984, et nous ont permis de conserver tout notre territoire, Bakassi compris. Or le ton du Général Semengué et le moment choisi ne trompent personne : les forces armées des pays francophones africains démontrent un peu partout une incapacité notoire à répondre aux défis menaçant l'unité nationale et l'intégrité de leur pays - depuis la médiocrité des forces du 'Léopard' Mobutu, des militaires de Pascal Lissouba, d'Habyarimana, de Patassé, etc., jusqu'à l'impuissance de l'armée ivoirienne...

Le peuple camerounais, pas dupe, se pose certainement aussi des questions quant à l'efficacité réelle de son armée... Certainement que les dernières réformes militaires ne sont pas la solution, puisque le vrai problème se trouve ailleurs, et notre général le sait très bien.

LA COMPLICITÈ D'UNE PARTIE DE L'ÉLITE DIRIGEANTE : ARMÉE ET POUVOIR POLITIQUE

Les allocutions de fin d'année de M.Biya se succèdent et se ressemblent. Le Président de la République a encore réussi l'exploit de parler de la stabilité et de la paix dans notre pays, sans cependant évoquer les vrais problèmes : *la réconciliation*

nationale, la démocratie réelle, la justice sociale et la solidarité nationale.

Une fois de plus, et comme d'habitude, le Chef de l'État s'est adressé à notre peuple un 31 Décembre, sans faire une seule allusion à l'Indépendance Nationale, et l'on se demande ce que M.Biya a contre l'indépendance du Cameroun. L'indépendance nationale est l'une des expressions les plus nobles et les plus sacrées de l'orgueil, de l'identité et de l'unité d'un peuple... Ces sentiments qui font que, malgré les problèmes de tous les jours, le citoyen se sente bien le maître dans son pays et pas ailleurs. Ce sentiment est nié à notre peuple, qui a pourtant arraché notre indépendance de haute lutte.

Et pourtant, le Général a trouvé la « *rébellion des paysans* » très « *rustique* » et « *pragmatique* ». Cette rébellion qui n'était rien d'autre que la résistance armée de notre peuple pour la conquête de son indépendance totale : les sacrifices ont été immenses, avec des centaines de milliers de morts.

Mais des officiers de notre armée ont aussi sauvé beaucoup de vies humaines dans les maquis, sans évoquer ici ce qui se passa dans la Sanaga-Maritime ou en pays bamiléké. Même ceux qui sont nés à Nkongmondo (Douala) comme moi, ont certainement appris de leur maman, les épisodes du fameux « *i don bad* » qui dispersait les populations, et se rappellent aussi du bruit assourdissant des mortiers de New-Bell... et comment ils passaient leurs nuits sous le lit...

Dans cette guerre de libération nationale, l'héroïsme innocent et naïf de nos populations a été sans limites. C'est le moment de prier le Général de nous parler du « *pragmatisme* » de nos héros. L'indépendance et la réunification ont eu un prix très élevé. L'Histoire de notre pays doit être connue, et ce ne sont pas les sujets qui manquent. Si l'odieux assassinat du *Mpodol* a été commis avant la création de l'armée camerounaise, le peuple camerounais aimerait bien connaître la version de l'armée sur l'arrestation et l'assassinat du Président Ernest Ouandié ! L'Union des Populations du Cameroun, composée aussi de filles et fils de l'Eglise, ne confond pas Mgr.

Ndongmo avec l'Eglise Catholique Apostolique et Romaine, et la vérité libère.

La jeunesse camerounaise doit savoir d'où elle vient, elle le saura bien un jour, car le temps fait son travail et il l'aidera à comprendre. Ceux qui ont trouvé l'ordre immuable dans ce pays vieillissent et passent progressivement. Les femmes et les hommes se forment et se renouvellent dans toute notre société. Le Cameroun – celui dont parle le Président dans son allocution - passera lui aussi, cet Etat qui refuse à ses propres nationaux – comme je le suis – le droit à un passeport ordinaire, après plus de trois années de démarches administratives vaines...

À PROPOS DE L'OPTION MILITAIRE

La situation de notre pays est extrêmement complexe, et Dieu seul sait comment nous nous en sortirons. Que faire, face à un régime autocratique et dictatorial qui pille, massacre, emprisonne sans motifs, et ne laisse aucun espace de liberté ? Que faire, face à des systèmes politiciens qui accaparent toutes les richesses du pays, et ne laissent à la majeure partie de la population que la mort, la misère, l'analphabétisme et les maladies ? Depuis des décennies, ils 'organisent' leurs élections pour les remporter toutes, se sont taillé des Constitutions à leurs mesures et il semble que seule leur mort naturelle pourra les effacer du pouvoir ! Mais il n'y a pas de fatalité à cela.

Contrairement à ce qui se dit, l'Afrique se cherche et se bat, et cette génération n'est pas moins patriote ni moins combattive que son aînée. C'est elle qui a organisé un peu partout les fameuses 'Conférences Nationales' pour 'sortir' des partis uniques et démocratiser les pays. Les Conférences ayant montré leurs limites, la jeunesse africaine réclame des changements, et, au besoin, les revendique par des moyens armés. Les guerres, tentatives de prises de pouvoir par des moyens armés - dans certains cas, condamnables - doivent être analysées dans le cadre de ces luttes entre, d'une part, la permanence des systèmes politiques africains, et, de l'autre, la montée des forces et aspirations au Changement. Partout :

Libéria, Somalie, Sierra Leone, Centrafrique, Soudan, Angola, Congo-Brazza et Congo-Kinshasa, Côte d'Ivoire, Sao Tomé & Principe, Guinée-Bissau, etc. Mais peu à peu, la guerre est aussi apparue impuissante face à nos problèmes. Elle alimente en premier lieu les vendeurs d'armes, qui approvisionnent les belligérants des deux côtés et les contraignent à un équilibre macabre sans vainqueur ni vaincu. La guerre s'installe et le pays est ensemencé de mines anti-personnelles. On a vu cette situation perdurer des décennies en Angola, au Soudan, on la voit maintenant s'installer en Côte d'Ivoire. Mais si l'on peut programmer le déclenchement d'une guerre, son déroulement et surtout son dénouement échappent aux belligérants en règle générale. Car la guerre ne dépend plus de la seule volonté de ceux qui à tort ou à raison, ont voulu imposer de cette manière leurs aspirations.

Ce que vit la Côte d'Ivoire, l'enlisement de l'ex-Zaïre actuelle RD-Congo dans une guerre sans fin où chaque foyer de tension est susceptible de se transformer en une mini-guerre locale, nous obligent à récuser la guerre comme solution des problèmes et blocages de notre Continent. *Mzee* L-D Kabila a été choisi par l'Armée Patriotique Rwandaise de Paul Kagame pour chasser le Léopard malade, Mobutu Sese Seko. Kabila père a disparu de la scène congolaise et internationale, assassiné (par ses pairs ou ses parrains) et la guerre, elle, s'est bien installée dans son immense pays, avec son cortège de fosses communes, d'escadrons de la mort, et la destruction massive des infrastructures vitales pour la population.

Ceux qui alimentent les guerres en Afrique ne sont jamais au rendez-vous de la paix et du développement. Les Ivoiriens pourront acquérir toutes les armes du monde aux fins de détruire leur pays : il suffit pour cela que les extrémistes des deux camps s'entêtent et suivent les conseils de leurs 'amis' européens ou américains. Mais demain, quand il faudra payer la facture de la ruine de l'ex-'vitrine africaine de la France', les Ivoiriens – à la fois de nationalité 'avérée' ou 'douteuse' - se retrouveront entre eux et tout seuls face à 'l'odieuse' dette de leur guerre insensée. Les Angolais vivent actuellement cette

situation, toutes les raisons sont évoquées pour ne pas les assister, alors que ce peuple a subi l'une des guerres les plus sophistiquées du Continent. Depuis qu'ils ont choisi de vivre en paix, ceux qui finançaient la guerre, chez eux, s'en sont allés sur d'autres champs de bataille, vendre 'conseils' et armement.

Au Cameroun, le manque de responsabilité et de patriotisme, doublé de l'arrogance et du luxe insolent dans lequel vivent ceux qui nous dirigent, doit nous obliger à la pondération et à une profonde réflexion. Les cris répétés et exaspérés du Cardinal Tumi sont une démonstration de sa haute conscience patriotique, et de sa clairvoyance, face aux dangers que court notre pays. Imaginons un seul instant le Cameroun, pays essentiellement agricole, subitement semé de mines anti-personnelles... Nos frères angolais, mozambicains ou cambodgiens pourraient nous dire l'enfer qu'une telle horreur représente pour le paysan, pour l'économie du pays... Or chaque fois que le Cardinal parle, le stupide Gouvernement de Paul Biya comprend le contraire.

Les patriotes camerounais, qu'ils soient membres des partis politiques - RDPC inclus -, de la société civile ou au sein des forces armées ou des forces de l'ordre, ne doivent pas confondre l'ordre du 'Renouveau' de M. Biya, avec *l'ordre républicain qui, lui, repose sur la démocratie, le respect des droits de l'homme, la justice sociale et historique.* Ce sont eux qui doivent peser de tout leur poids pour accoucher d'un changement démocratique.

B.

FAC SIMILE DE L'ENREGISTREMENT

DE L'UPC-KODOCK

(Société Commerciale et marque déposée)

ORGANISATION AFRICAINE DE LA
PROPRIETE INTELLECTUELLE
(O.A.P.I.)
B.P. 887 - YAOUNDE - (Cameroun)

NC. 270

ENREGISTREMENT D'UN NOM COMMERCIAL DEPOSE

DECISION

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE ;

VU L'Accord signé à Bangui le 2 Mars 1977 relatif à la création d'une Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle constituant révision de l'Accord relatif à la création d'un Office Africain et Malgache de la Propriété Industrielle ;

VU L'Annexe V dudit Accord, et notamment son article 8 ;

Constatant la régularité du dépôt effectué le 19 FEV. 1991 sous le n° 56150 (50 150), que les taxes exigibles ont été acquittées et que le nom commercial déposé n'est pas contraire aux dispositions de l'article 2 de ladite Annexe ;

DECIDE

Le nom commercial déposé le 19 FEV. 1991 et visé ci-dessus au nom de : UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN,

est enregistré sous le N° 10774. Mention sera faite de cet enregistrement au Bulletin Officiel de l'Organisation,

N° - 3 de 1992. L'ampliation de cette décision sera adressée au déposant ou à son mandataire accompagnée d'un exemplaire de la demande à titre de Certificat d'Enregistrement.

YAOUNDE, le 14 JUIN 1993
LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OAPI a.i.

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE O.A.P.I. LE DIRECTEUR GENERAL

Célestine HOUEHOUGBE

SERVICE DES NOM COMMERCIAUX
P. J. : NC 501

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire tenir l'ampliation de la décision d'enregistrement du nom commercial "U P C" accompagnée du Certificat d'Enregistrement N° 10774

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

UNION DES POP. DU CAMEROUN
B.P. 5118
DOUALA - (Cameroun)

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OAPI
Le Chef du Service des Noms Commerciaux

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE O.A.P.I. SERVICE DES MARQUES

Jean JOHNSON

NC 501

DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE
(O.A.P.I.)
B.P. 687 — YAOUNDE — (Cameroun)

Cadre réservé à l'O.A.P.I. et aux Greffes	
Procès-Verbal de Dépôt	Enregistrement
La présente demande a été déposée le 26 FEV. 1991 sous le N° 5610 Visa :	Le nom commercial qui fait l'objet de la présente demande a été enregistré à l'O.A.P.I. sous le N° 1077 Visa :

DEMANDE D'ENREGISTREMENT D'UN NOM COMMERCIAL

Le soussigné dépose la présente demande conformément à l'Annexe V de l'Accord de Bangui du 2 Mars 1977

I. DEPOSANT : nom et adresse UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U P C) B.P. 5118 DOUALA (Rép. du Cameroun)

Nationalité : (Pays) CAMEROUN Domicile : (Pays) CAMEROUN

N° de téléphone (le cas échéant) Adresse télégraphique (le cas échéant) Adresse de télescripteur (le cas échéant)

II. REPRODUCTION DU NOM COMMERCIAL (La reproduction figure sur une feuille séparée ☐

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U P C).

III. LIEU ET GENRE D'ACTIVITES DE L'ETABLISSEMENT

Lieu : TERRITOIRE NATIONAL DU CAMEROUN

Genre d'activités : Activités commerciales, artisanales et agricoles.

IV. MANDATAIRE (LE CAS ECHEANT) Nom et adresse
(le déposant a nommé le mandataire désigné ci-dessous dans un pouvoir séparé ci-joint) ☐

Docteur SENDE Joseph B.P. 5118 Yaoundé
Maître BILONG Jean Calvin B.P. 5002 YAOUNDE.

ORGANISATION AFRICAINE
DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE
(O.A.P.I.)
B.P. 887 — YAOUNDE — (Cameroun)

NC 501'

REPRODUCTION DU NOM COMMERCIAL

5013

DEPOSANT : nom et adresse
UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
BP 5818 DOUALA
CAMEROUN

1077

Le nom commercial reproduit ci-dessous fait l'objet de la demande déposée conformément à l'Annexe V de l'Acte de Bangui du 2 Mars 1977 et à laquelle cette feuille est annexée.

(La reproduction ne doit pas dépasser le cadre)

POUR PHOTOCOPIE CERTIFIEE CONFORME
A L'ORIGINAL QUI NOUS A ETE PRESENTE
ET QUI A ETE RENDU PAR NOUS-MEME
DOUALA le 1 JUIL 1993
Le Commissaire de Police

(le cas échéant) (le cas échéant) (le cas échéant)

V. SIGNATURE DU DEPOSANT OU DU MANDATAIRE (LE CAS ECHEANT)

Fait à ....., le .....

VI. VERSEMENT DES TAXES

Mode : [ ] Mandat postal [ ] Virement postal

[ ] Chèque bancaire [ ] Virement bancaire

[X] Espèces

Date :

N° du titre de paiement :

Décompte :

Taxe de dépôt ou de renouvellement .....

Taxe de publication .....

Montant versé ..... 30.000 F.CFA

VII. BORDEREAU *(à remplir par le déposant ou le mandataire, le cas échéant)**

La présente demande est accompagnée, telle que déposée, des pièces identifiées ci-dessous :

1. [ ] Pièce justificative du paiement des taxes
2. [ ] Pouvoir séparé signé
3. [ ] Autres documents (spécifier)

* *Rayer la mention inutile.*

M250

(O.A.P.I.)

B.P. 887 - YAOUNDE
(Cameroun)

Enregistrement d'une marque déposée

DECISION

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ORGANISATION AFRICAINE
DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE.

VU l'Accord signé à Bangui le 2 Mars 1977 relatif à la création d'une Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle constituant révision de l'Accord relatif à la création d'un Office Africain et Malgache de la Propriété Industrielle

VU L'Annexe III dudit Accord, et notamment son article 12 ;

VU Les documents fournis à l'appui d'une revendication de propriété conventionnelle ;

Constatant la régularité du dépôt effectué le ...19 FEV. 1991.....
sous le N° ...802994....., que les taxes exigibles ont été acquittées et que la marque déposée n'est pas contraire aux disposition de l'article 3 de ladite Annexe ;

DECIDE

La marque déposée le ...19 FEV. 1991..... et visée ci-dessus

au nom de : UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN

est enregistrée sous le N° 32156 Mention sera faite de cet enregistrement au Bulletin Officiel de l'Organisation,

N° 3 - de 1993 . L'ampliation de cette décision sera adressée au déposant ou à son mandataire accompagnée d'un exemplaire de la demande à titre de Certificat d'Enregistrement.

YAOUNDE, le 14 JUIN 1993

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OAPI s.i.

Célestine HOUEHOUSSE

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE O.A.P.I. LE DIRECTEUR GENERAL

SERVICE DES MARQUES
P.J. : N 301

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire tenir l'ampliation de la décision d'enregistrement de la marque ..."U.P.C."..... accompagnée du Certificat d'Enregistrement N° 32156

Veuillez agréer, Messieurs l'assurance de ma considération distinguée.

1°) Docteur SENDE Joseph BP 5118 YDE
2°) Mâtre BILONG Jean Calvin
B.P. 5002 YAOUNDE

P. LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OAPI
Le Chef du Service des Marques de Produits ou de services

Kuno Anthony JOHNSON

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE LE CHEF DE SERVICE DES MARQUES

(O.A.P.I.)
B.P. 887 — YAOUNDE — (Cameroun)

M.301
MC 301

DEMANDE D'ENREGISTREMENT
D'UNE MARQUE

Le soussigné dépose la présente demande conformément à l'annexe III de l'Accord de Bangui du 2 Mars 1977

Cadre réservé à l'O. A. P. I. et aux greffes	
Procès-Verbal de Dépôt	Enregistrement
La présente demande a été déposée le 10 FEV. 1981 sous le N° : 80299 Visa :	La marque qui fait l'objet de la présente demande a été enregistrée à l'O.A.P.I. sous le N° : 32[illegible] Visa :

I. DEPOSANT : Nom et adresse UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U P C) B.P. n° 5118 DOUALA (Rép. du Cameroun)

Nationalité : (Pays) CAMEROUN Domicile : (Pays) CAMEROUN

N° téléphone (le cas échéant) Adresse télégraphique (le cas échéant) Adresse de télescripteur (le cas échéant)

II. REPRODUCTION DE LA MARQUE (en noir)

UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U P C)

La marque est reproduite sur une feuille séparée ☐

III. REVENDICATION DE COULEUR

Verte.

IV. MARQUE COLLECTIVE (LE CAS ECHEANT) *

Le règlement visé à l'article 2.2) de l'annexe III de l'Accord est joint à la présente demande ☐

V. LISTE DES PRODUITS OU SERVICES *(La liste est reproduite sur une feuille séparée)* ☐

Tous les produits des classes SEIZE, VINGT QUATRE et VINGT CINQ.

VI. CLASSES DES PRODUITS :

16, 24 et 25.

VII. MANDATAIRE : (LE CAS ECHEANT) **Le déposant a nommé le mandataire désigné ci-dessous dans un pouvoir séparé ci-joint* ☐

1°) Docteur SENDE Joseph B.P. 5118 YAOUNDE
2°) Maître BILONG Jean Calvin B.P. 5002 YAOUNDE

N° de téléphone (le cas échéant) 22 – 48 – 70 Adresse télégraphique (le cas échéant) Adresse de télescripteur (le cas échéant)

VIII. REVENDICATION DE PRIORITE (LE CAS ECHEANT)

DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE
B.P. 887 — YAOUNDE — (Cameroun)

REPRODUCTION DE LA MARQUE

DEPOSANT : Nom et Adresse UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
(U P C) B.P. n° 5118
DOUALA (Rép. du Cameroun)

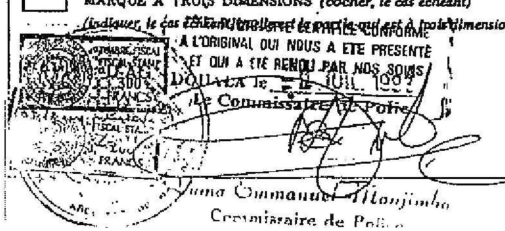
La marque reproduite ci-dessous fait l'objet de la demande déposée conformément à l'Annexe III de l'Accord du 2 Mars 1977 et à laquelle cette feuille est annexée.

(La reproduction ne doit pas dépasser le cadre)

REVENDICATION DE COULEUR (la ou les couleurs)

Le déposant revendique pour sa marque la ou les couleur (s) indiquée (s) en noir et blanc dans la reproduction ci-dessus par des hachures proposées dans le tableau figurant dans l'instruction administrative 406 et qui sont la/les suivante (s) :

☐ MARQUE A TROIS DIMENSIONS *(cocher, le cas échéant)*
(indiquer, le cas échéant, toutefois la partie qui est à trois dimensions)



Pays (si la demande antérieure est une demande régionale ou internationale, indiquer les pays pour lesquels elle a été déposée)

Date de dépôt :

N° de la demande :

Autorité (s'il s'agit d'une demande régionale ou internationale, indiquer l'office national ou l'organisation intergouvernementale où elle a été déposée)

X. SIGNATURE DU DEPOSANT OU DU MANDATAIRE (LE CAS ECHEANT)

Fait à Yaoundé, le 19 Février 1993

VERSEMENT DES TAXES

Mode : [ ] Mandat [ ] Virement postal

[ ] Chèque bancaire [ ] Virement bancaire

[X] Espèces

ite :

) du titre de paiement :

compte :

Taxe de dépôt 145.000

Taxe par classe de produits ou de services en sus de la 3e .....

Taxe de revendication de priorité .....

Montant versé ..... 145.000 F.CFA

BORDEREAU A REMPLIR PAR LE DEPOSANT OU LE MANDATAIRE, *(LE CAS ECHEANT)*.

La présente demande est accompagnée, telle que déposée, des pièces identifiées ci-dessous :

1. [ ] pièce justificative du paiement des taxes
2. [X] pouvoir séparé signé
3. [ ] document de priorité
4. [ ] autres documents (spécifier)

[illegible]

TABLE DES MATIERES

L'auteur ... *4*

Préface de Jean-Michel MABEKO-TALI ... 7

PREAMBULE ... 25

INTRODUCTION : **QU'EST-CE QUE L'UPC ? ... 29**

I. AUX RACINES DU MAL CAMEROUNAIS ... 33

1. Le contentieux colonial avec La France ... 33
2. Légitimité et Justesse des stratégies upécistes ... 39
3. La guerre *contre* et *dans* l'UPC après le 1/1/1960 ... 45

II. FACE AU MARASME ET AUX DANGERS DE L'ERE BIYA ... 51

1. Amalgames, Mégestion, Répression ... 51
2. Tribalisme, Régionalisme, Scissionisme ... 56
3. Vacance Régionale ou Panafricanisme ? ... 63
4. Vraie et fausse opposition face à l'UPC ... 75

III. 'KUNDE I SEKI !' : 'L'ESPRIT D'AVRIL' POUR REFONDRE L'UPC HISTORIQUE ... 89

1. Rétablir sa cohérence ... 90
2. Unité à la base ou 'Congrès Unitaires' ? ... 98
3. La position de Woungly-Massaga ... 103
4. L'Alternance Démocratique ... 116

CONCLUSION PROVISOIRE : **L'UPC DU PEUPLE ... 125**

ANNEXES

A. *'L'ESPRIT D'AVRIL'* **ET LE RENOUVEAU DE L'UPC** ***(textes militants) ... 131***

Avertissement ... 133

1. L'Appel de Janvier 1998 ... 135
2. Le Cinquantenaire de l'UPC ... 141
3. L'UPC est incontournable, irremplaçable ... 145
4. Le Changement est possible, maintenant ... 153
5. Une Nouvelle Force Upéciste ... 157
6. Le Général, le Président, et notre Histoire ... 163

B. ***FAC SIMILE DE L'ENREGISTREMENT DE L'UPC-KODOCK (société commerciale & marque déposée) ... 171***

L'UPC
FACE AU MARASME CAMEROUNAIS

L'esprit d'Avril à la rescousse !

Reconnaître la lutte acharnée de *l'Union des Populations du Cameroun (UPC)* pour la conquête de l'indépendance camerounaise, ce serait d'abord honorer ses nombreux martyrs et ensuite réintégrer dans la société actuelle les ex-maquisards, les ex-prisonniers politiques, les ex-exilés. Comment transmettre aux générations montantes l'amour de leur pays, *le patriotisme*, si les sacrifices inouïs de leurs aînés sont toujours effacés de l'Histoire officielle !?

L'alternative au désastre national actuel, ce sont la réconciliation des élites politiques avec le peuple, la reconnaissance de sa *souveraineté*, la fin du régime néocolonial qui le jugule depuis 1960, la détermination d'une période de transition démocratique dirigée par un gouvernement d'union nationale.

L'UPC fait partie du problème camerounais et, nécessairement de sa solution. Mais pour ce faire, il faut lui redonner la cohérence et la force de persuasion et d'action qu'elle avait à sa naissance, le 10 avril 1948 — ces qualités indispensables à recouvrer, que nous caractérisons comme *'l'esprit d'Avril'*.

Daniel YAGNYE TOM *est médecin neurologue. Il milite dans l'UPC depuis 1977. Il a représenté son parti en Europe de l'Est (1982-1986), puis en Afrique Australe et Centrale. Elu au bureau politique en 1991, puis au poste de secrétaire général-adjoint en 2004. Il réside à Luanda (Angola).*

C.A.-06
4421

9 782747 572033

ISBN : 2-7475-7203-X

15 €